

FRANCE  
FORUM

100

ANNEE

FRUIT

O

FE

NE

O

FE

A

RE

FE

100

FEVRIER  
1970  
5 F



# FRANCE FORUM

Sommaire  
100-101

JANVIER-FEVRIER 1970

## COMITE DE DIRECTION :

Etienne Borne, Henri Bourbon

42, bd de Latour-Maubourg, Paris-7<sup>e</sup>

C.C.P. Paris 14.788-84. Tél. INV. 24-05

Prix de vente au numéro .... 2 F 50

Abonnement : 8 n<sup>o</sup> par an .... 20 F

Abonnement de soutien ..... 30 F

## EDITORIAL

- JANVIER 1970 : NOTRE NUMERO 100, ,  
PAR HENRI BOURBON ..... 2

## CHRONIQUES

- LE TEMPS COMME IL PASSE,  
PAR ETIENNE BORNE ..... 3
- LES GRANDES DECOUVERTES,  
PAR RENE PASCAL ..... 4

## QUESTIONS D'AUJOURD'HUI

- 1970 : L'EUROPE SORT DE L'ORNIERE,  
PAR \*\*\* ..... 7
- DESTIN DU CADRE,  
PAR MAURICE BLIN ..... 10

## ETUDE

- CONTRADICTIONS DU BONAPARTISME,  
PAR ETIENNE BORNE ..... 12

## FORUM

- LES REVENDICATIONS DES JEUNES ET LEUR MODE  
D'EXPRESSION,  
AVEC MONIQUE HEULINE, PIERRE BROSSON,  
DOMINIQUE BAUDIS, ANDRE LOTTIN, DANIEL  
MITRANI ..... 24

## ETUDE

- AUX U.S.A. : JEUNESSE, CHANGEMENT ET VIOLENCE,  
PAR KENNETH KENISTON ..... 38

## ENQUETE

- CE QUE VEULENT LES ETUDIANTS AMERICAINS,  
PAR EDWARD SCHWARTZ  
ET ARNOLD STEINBERG ..... 44

## PROBLEMES

- CES MŒURS QUI VONT PLUS VITE QUE NOUS,  
PAR CHARLES MAIGNIAL ..... 50

## CONTROVERSE

- CINEMA ET LIBERTE D'EXPRESSION,  
AVEC LOUIS BOUR, GEORGETTE JORDA, J.C.  
VILLENEUVE, R. BARTHELEMY, J.C. SIEBAUER,  
DENIS VALFORT, GENEVIEVE M. PASCAUD,  
M. POIRIER ..... 53

## ETUDE

- VERITE ET CONTREVERITE DANS L'INFORMATION,  
PAR GEORGES VERPRAET ..... 58

## DOSSIERS

- DEMOCRATIES POPULAIRES,  
PAR VICTOR GLAYMAN ..... 62
- ISRAEL ET LA PALESTINE,  
PAR PHILIPPE BOQUIEN ..... 65

## ARTS

- CHAGALL TRIOMPHE ET BAVARDE AU GRAND PALAIS,  
PAR GEORGES LE BRUN KERIS ..... 67
- PAUL KLEE, LE VISIONNAIRE,  
PAR HENRI BOURBON ..... 68

## PROPOS DU TEMPS

- L'AFFAIRE GARAUDY,  
PAR ETIENNE BORNE ..... 74

## NOTES DE LECTURE

- LA GUERRE DE SUCCESSION,  
DE R.G. SCHWARTZENBERG,  
PAR PIERRE AVRIL ..... 69
- LA CULTURE EN QUESTION ET NON SENS D'UNE  
REVOLTE,  
DE ANDRE PIETTRE,  
PAR LUC BARESTA ..... 71
- LA SOCIETE ALLEMANDE 1871-1968,  
DE HENRI BURGELIN,  
PAR CHARLES MAIGNIAL ..... 72
- LE CHANGEMENT ET LA TRADITION,  
DE ARNOLD J. TOYNBEE,  
PAR MAURICE BLIN ..... 73

Photos : Connaissance des Arts - Viollet - L. Prat - Laffont Gamma -  
Reporters Associés - Atlantic Press - Vie catholique - Giraudon.

# Janvier 1970 : notre numéro 100

**E**T voici une nouvelle étape franchie par « France-Forum ». Après celle des dix années d'existence, celle du n° 100.

Et ce numéro double 100-101 coïncide avec la fin de la décennie 1960-1970 agitée, effervescente, paradoxale et fiévreuse, une décennie caractérisée par une multitude d'événements qui nous semblent aujourd'hui essentiels mais dont l'avenir fixera l'importance exacte : découvertes biologiques, conquêtes spatiales, crise du communisme, crise de l'Eglise, décolonisation, révolte de la jeunesse. Décennie de violence, de contestation, de contradictions, de mutations et de ruptures. Décennie qui contraint même les plus spontanément optimistes à s'inquiéter d'un non sens possible du progrès technique, de l'avenir des sociétés dites industrielles et développées, du destin de la civilisation. Décennie qui, au surplus, a vu la révolution de la minijupe, l'invasion de l'érotisme commercialisé et publicitaire, le triomphe des Beatles et de Bob Dylan, la montée irrésistible de la musique pop, le détronement des cerveaux par l'informatique, le succès du nouveau cinéma, les manifestations prétentieuses et confuses du pop'art, de l'op'art, du mecanic'art, le nouveau roman piégé par sa propre esthétique, la colonisation des sciences humaines par des concepts importés de la linguistique, la consommation croissante des hallucinogènes, les barricades et les drapeaux noirs à Paris, l'apparition du Black Power, les massacres du Viet Nam et du Biafra, la guerre des Six jours, la mort du printemps de Prague, la démission du général de Gaulle, la vogue des drugstores et la vague des hippies. Décennie marquée par de nombreuses disparitions, les unes brutales et prématurées comme celles de Camus, John F. Kennedy, Robert Kennedy, Che Guevara, Marilyn Monroe, Martin Luther King, d'autres par lesquelles un destin paraît se trouver accompli, Churchill, Hemingway, Faulkner, Jean XXIII, Maurice Thorez, André Breton, Ho-Chi-Minh, Le Corbusier.

Est-ce tout un monde qui disparaît ? Et un

autre monde qui s'annonce, imprévisible, capable de déconcerter nos habitudes et nos attentes ? Ou est-ce le même monde qui continue dans sa substance fondamentale, même si évoluent les sensibilités et les problématiques ?

La société de demain sera-t-elle une société apaisée, gestionnaire, technocratique ou au contraire une société déchirée périodiquement par des explosions et des rebellions ?

On ne supprimera pas les continuités, on n'évitera pas les drames. Mais on ne surmontera les tragédies comme l'ennui de vivre (égales provocations au nihilisme) que par un renouvellement créateur de l'idée démocratique capable de donner un sens à la société moderne en la transformant en communauté humaine.

Sans ériger en règle absolue la mise en question permanente, nous nous sommes efforcés à « France-Forum », au fil des mois et des ans, de préserver les chances de la réflexion critique constructive et de maintenir le paradoxe significatif de notre existence par rapport aux vastes entreprises d'une presse à grand tirage.

Les collaborateurs et les lecteurs qui font que « France-Forum » existe ont en commun, à travers la variété de leurs options et de leurs préférences, une certaine vision de la société et de l'homme dans la société qu'exprime passablement l'idée de démocratie pourvu qu'on l'entende dans le sens où Camus disait : « La démocratie c'est l'exercice de la modestie », et où Etienne Borne dit : « La pensée démocratique est une interrogation continue sur elle-même ».

Mais modestie et vigilance critique supposent, pour rester authentiques, un certain nombre de vérités sur l'homme, sa condition, sa liberté, sa vocation, vérités de toutes parts contestées mais qu'il s'agit d'approfondir pour montrer à quel point elles sont inébranlables.

Henri BOURBON ■

# LE TEMPS COMME IL PASSE

*par Etienne Borne*

## FIN D'UNE GÉNÉRATION

**L**A mort d'Henri Teitgen, survenue un peu avant l'hiver, ne relève pas seulement d'une notice nécrologique dans laquelle seraient récapitulées les dates, les actions et les œuvres d'une longue vie qui, à travers maints engagements difficiles et périlleux, du Parti Démocrate Populaire de l'entre-deux guerres à la Résistance, de la Résistance au Mouvement Républicain Populaire, fut à travers bien des vicissitudes, animée par la conviction chrétienne et éclairée par une certaine idée de la démocratie. Car en même temps qu'Henri Teitgen — pour emprunter à la grande poésie la sorte d'éloquence qu'il aimait et pratiquait — « entre aux jours éternels et sort des jours changeants », c'est toute une génération de militants du même combat et d'ouvriers du même labeur qui semble avoir avec lui achevé la course de sa destinée en ce monde. Certes l'espèce n'en est pas complètement éteinte, et il reste encore de ces anciens dont la longue mémoire et l'inusable fidélité continuent de joindre le présent au passé, même dans le silence et la solitude. Mais Henri Teitgen était un modèle si accompli d'un certain type d'homme qu'en lui paraissaient survivre tous ceux qui, disparus avant lui, avaient appartenu à la même fraternité militante, les Ernest Pezet, les Raymond-Laurent, les Francisque Gay, les Maurice Guérin, combien d'autres encore, et il faudrait pouvoir nommer aussi ceux qui dans les limites de leur province et de leur ville allumèrent et maintinrent la flamme avec autant de cœur que les moins obscurs et dont un Prosper Ribero à Nice pourrait bien être le représentant exemplaire. Si bien que la mort d'Henri Teitgen semble sonner le glas d'une génération et terminer une sorte d'âge héroïque qui fut le temps des militants.

Ces hommes en effet étaient des militants : il faut répéter et faire sonner le mot, non comme une vaine nostalgie mais comme un défi et pourquoi pas une espérance. Car aujourd'hui il y a de moins en moins de militants, c'est-à-dire des hommes engagés et qui aient d'un même mouvement une conviction et une responsabilité. Se montrent certes et se font entendre car ils sont visibles et bruyants, des contestataires qui multiplient les condamnations et les refus, ne manquent pas de belle conviction mais récusent toute responsabilité — et même celle d'assumer les conséquences de leurs paroles et leurs actes — comme une capitulation devant l'ordre établi. Agissent aussi et parfois avec bonheur des gestionnaires qui ont l'intelligence des réalités et le goût des responsabilités mais qui se font une philosophie de la politique relativiste ou pragmatique et ne peuvent s'empêcher de nourrir à

l'égard des fortes convictions une méfiance poliment respectueuse. A la limite d'un côté une conviction sans responsabilité, de l'autre une responsabilité sans conviction. Tel est le tableau qu'est en passe de nous offrir pour peu que certaines tendances s'accroissent et durcissent, notre univers politique. Et si conviction et responsabilité divorcent c'est parce que bien des idéologies, bien des intérêts et peut-être quelques fatalités ont joué comme des machines à éliminer et à disqualifier l'homme de conviction et de responsabilité qu'est le militant.

Avant Henri Teitgen, il y avait eu Marc Sangnier qui en des temps non pas difficiles mais impossibles, avait inventé ce type d'homme, le militant d'une action démocratique d'inspiration chrétienne, et comme il avait pris la tête de la troupe, il avait reçu une blessure dont il ne devait jamais guérir, ce terrible coup d'incompréhension et d'une ingratitude, assez spécifiquement cléricales, expérience que ferait aussi mais d'une manière comme diluée et feutrée la génération suivante. Pourtant la génération d'un Henri Teitgen a bien servi l'Eglise (elle parlait en effet ce langage aujourd'hui démodé) en répandant dans ce que des décennies de sottise peureusement réactionnaire avait laissé subsister de la chrétienté française un grand air de liberté, d'ouverture, de générosité, y suscitant avant le Concile un printemps déjà conciliaire, mais aussi en maintenant au plus épais du siècle des fidélités que n'arrivaient pas à courber les vents du monde, quels qu'aient été les horizons d'où ils pouvaient souffler. Cette même génération avait en elle aussi de quoi rénover en France la pensée et l'action politiques. Lorsqu'ont surgi les situations extrêmes qui mettaient tout en péril, elle n'a pas délibéré ni pour connaître ni pour faire son devoir, comme en témoigne, entre autres exemples, Henri Teitgen, rescapé des camps d'extermination. C'était si on ose dire, le plus facile pour des hommes de cœur. Cette génération pour beaucoup de raisons, dont il faudra bien faire un jour le froid inventaire, a été moins heureuse lorsqu'elle a été appelée à édifier et à construire. Sa conviction qu'elle n'a jamais songé à affadir la rendait intolérable aux sectaires et aux idéologues de tous les bords. Son sens des responsabilités lui interdisait les alibis, les irréalismes, les utopies et la faisait vulnérable aux sarcasmes, qui ont fait école, des grandes consciences noblement et commodément désengagées. Lorsque les mêmes erreurs qu'elle avait combattues à droite sont apparues, menaçantes du côté qu'on appelle la gauche, cette génération leur a opposé, logique peu pardonnable, la même intransigeante lucidité.

C'était au total mettre beaucoup de monde contre soi et s'interdire des moissons, alors qu'on avait semé avec une si inlassable et si désintéressée prodigalité.

En nous souvenant d'Henri Teitgen, comment ne pas songer encore une fois au patriarche de justice, célébré par Victor Hugo :

« Il n'avait pas de fange en l'eau de son moulin  
Il n'avait pas d'enfer dans le feu de sa forge... » ?

## UN JANSENISTE ENGAGÉ

EN quittant *le Monde*, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire d'un journal dont il a réussi à faire une institution, Hubert Beuve-Méry a eu ce mot d'une grande et forte simplicité qui résume parfaitement la vocation du journaliste : « ...cette quête du vrai qui est notre principale raison d'être ». Et l'heureux paradoxe du *Monde* et qui rend Hubert Beuve-Méry si justement content de lui et de son œuvre, c'est que, cherchant seulement la vérité dans une indépendance complète à l'égard de toutes les puissances, il a conquis et eu entre les mains une puissance d'autant plus redoutable à manier qu'elle s'exerce sur les esprits, qu'il est si facile de solliciter et d'incliner dès qu'ils vous ont reconnu une autorité morale.

Autorité justifiée car Hubert Beuve-Méry est essentiellement un moraliste, et de style plus janséniste que jésuite s'il est permis de rappeler à son propos les vieilles querelles de chrétienté. Ainsi s'explique ce qu'on appelle son pessimisme — car on ne connaît guère de moraliste optimiste. Cette prédestination à l'exercice quotidien de la morale, Hubert Beuve-Méry la devait non seulement à sa physiologie propre, mais peut-être aussi à ses années d'apprentissage du côté de cette famille de démocrates d'inspiration chrétienne qui fit le Parti démocrate populaire (ce P.D.P. si haï et si moqué des maurrassiens) et dont la revue « Politique », auquel collabore le jeune Beuve-Méry, était l'organe doctrinal. Créant *le Monde*, Hubert Beuve-Méry ne pouvait que prendre ses distances à l'égard de sa famille spirituelle d'origine d'où sortait après la Libération le Mouvement Républicain Populaire. C'était même le propos d'austérité janséniste qui l'amenait à être plus singulièrement sévère à l'égard des téméraires qui hasardaient dans les difficultés du siècle les mêmes valeurs morales qui réglaient la quête plus intellectuelle poursuivie au *Monde*. Et le succès de celui-ci ne pouvait qu'humilier le labeur

Le moulin, la forge, simples et fortes images pour symboliser une action politique qu'il s'agit sans cesse de purifier, sans casser l'outil, et en purifiant la source. Alors idéalisme et réalisme ne font qu'un seul et même propos. Ce que signifiait, telle qu'elle était dans la parole de l'ancien, telle qu'elle a été distribuée dans une vaste famille, cette vibration Teitgen qui spiritualise la passion en lui gardant toute sa flamme.

ingrat et souvent décevant des autres — encore qu'un Etat soit plus malaisé à moraliser qu'une entreprise de presse : mais entrer dans des considérations relâchées de cette sorte, ce serait détendre inexcusablement la rigueur janséniste.

*Le Monde* est de toute évidence un journal engagé — et la large place faite aux tribunes libres et aux citations d'autrui ne fait que mieux souligner — toujours très visible — la ligne du journal. Qui a été sur l'outre-mer et la décolonisation plus et plus tôt clairvoyant que l'ordinaire des hommes politiques français — mais il a fallu au *Monde* beaucoup de temps pour découvrir ce qu'il y avait de vérité politique dans l'idée européenne, sans doute suspecte parce qu'elle était à ses origines défendue avec trop de chaleur par cette internationale démocrate-chrétienne contre laquelle on se défendait de tout préjugé bienveillant. *Le Monde* est en gros centre gauche, formule sommaire à nuancer, car s'il prodigue des excitants de qualité à une certaine sensibilité gauchissante de l'intellectualité française, tant cléricale que laïque, il ne manque pas aux moments de crise — en 58 ou en 68 — de trouver les raisons qui sur le bord de l'aventure ou de la novation militent pour une confiance mesurée mais nécessaire envers le parti de l'ordre. La désescalade raisonnable servira alors d'antidote à quelques complaisances hasardées et Hubert Beuve-Méry a pu récemment se réclamer de l'honnête image de l'accélérateur et du frein qu'il fallait savoir manier l'un et l'autre à propos. C'est reconnaître avec une exacte probité que lorsque la mystique ou l'éthique jansénistes cherche à incarner politiquement l'austère quête du vrai, elle ne peut que parler un langage modestement et typiquement centriste. Si bien que si *Le Monde* est un modèle à vrai dire incomparable c'est par la manière aussi dont il est gouverné.

Etienne BORNE ■

## LES GRANDES DÉCOUVERTES

par René Pascal

QUAND l'init décembre, l'homme décolle du temps. Il le plante face à lui pour le regarder. Et, le temps effraye les hommes avec ses allures de sphinx. Afin d'en exorciser les mystères, les hommes partent à la recherche du temps perdu pour se réchauffer aux souvenirs d'antan. Ils s'efforcent aussi de dévoiler le temps à naître. Tous sont mobilisés à cet effet, astrologues, futuro-

logues, prospectivistes, etc. Au cours des dernières « fêtes », comme toujours, l'homme a célébré le grand festival du temps. Cinéma, radio, télévision et journaux ont évoqué le passé et sondé l'avenir.

Selon les publications, on s'est spécialisé. *Le Nouvel Observateur* a déroulé un panorama circonstancié des années 60. De Kennedy à Papillon tous les aspects sont évoqués et caractérisés. *Paris-Match*, en revanche, a

enjambé la décennie qui commence pour nous dépayser en 1980. En cette année-là « l'Europe a 400 millions d'habitants. La puissance industrielle de l'Allemagne de l'Est égale celle de la France. L'Angleterre, le Danemark, la Norvège, la Suède et l'Espagne sont entrés dans le Marché Commun. La guerre menace entre la Chine et la Russie. Le Japon est le champion de l'Asie. L'Amérique a la télévision en relief et le domestique robot. L'ordinateur fait partie de la vie quotidienne ». *L'Express*, enfin a supputé les chances de la paix.

## LE TEMPS DES ROSES VIENDRA-T-IL ?

Faut-il ici encore une fois de plus dresser des bilans. Inventorier ? Non. Renonçons. Au surplus il n'est pas éloigné ce numéro (1) où l'on jalonnait les années 57 à 69. L'histoire ne respecte pas le calendrier. Une saison a fini en 1968. Depuis une nouvelle saison se cherche. Nous nous cherchons tous et nous sommes égarés. Jetés sans racines dans l'univers qui n'a jamais été aussi vaste et aussi détruit. Détruit parce que l'univers n'existe plus. Il est en *miettes*. Tout ce qui est universel est en miettes. La politique, la théologie et le reste. *L'émiettement* voilà ce qui caractérise notre paysage intérieur. Des fragments de savoirs, des fragments de pouvoir, des fragments de sens flottent à tous vents et impossible de réformer le puzzle qui nous permettrait de distinguer qui nous sommes et où nous sommes. Qui permettrait de fonder, enfin, *notre* civilisation.

Pourtant, nous savons une chose. Cette décennie nous a appris quelque chose. Quelque chose d'important. Nous savons que *l'important c'est la rose*. Voilà bien la découverte la plus sensationnelle des années 60. Certes, au XVI<sup>e</sup> siècle, déjà, Ronsard avait célébré la rose et au XVIII<sup>e</sup> siècle, Redouté l'avait peinte. Bien sûr, avant Gilbert Bécaud le Petit Prince de Saint-Exupéry en avait fait sa précieuse, son unique amie. Mais celui-ci avait fini par nous chuchoter un terrible aveu : « Aucune grande personne ne comprendra jamais que ça a tellement d'importance »... une rose.

Or, précisément, la rose est devenue l'essentiel. A peine, en 1963, Jean-Jacques Servan Schreiber avait-il écrit : « Le temps des croisades est terminé, celui de l'intelligence arrive » qu'il était évident que l'intelligence était la plus fantastiquement puissante et la plus irrémédiablement pauvre des facultés. Au terme de la décennie, *L'Express* en convient. Elle est inouïe cette question, négligemment, jetée, sur la couverture du dernier numéro des années 60 : « Le progrès pour quoi faire ? ». Précisément, elle rejoint le diagnostic émis par *France-Forum* en mars 1968 ; nous vivons « le temps des pour quoi ».

L'essentiel n'est pas l'efficacité. L'essentiel n'est pas le travail, la production, le progrès technologique. *L'important c'est la rose*, c'est-à-dire ce je ne sais quoi qui révèle le sens de la vie, de la mort et du reste. La rose que seul le cœur peut découvrir. La rose qui est ce quelque chose d'où vient et où va la foi.

C'est à la rose que rêvent les hippies. Ne se couvrent-ils pas, d'ailleurs, de fleurs ? C'est, peut-être, même à la rose que rêvent les doctes économistes distingués quand ils parlent de leur dernière découverte : « La société post-industrielle ». L'important c'est la rose, vous dis-je.

---

(1) *France-Forum* n° 85-86-87.

## DE LA LUNE AUX CAVERNES

Oui, mais... Hélas ! La terre demeure la terre. Les hommes la façonnent mais ne s'y rencontrent guère. A la charnière des années 60 et 70, on a, à Paris, découvert Giacometti. Etrange découverte. Des femmes qui attendent. Des hommes qui marchent. Des êtres qui ne se rencontrent jamais. Giacometti, Antonioni, Beckett et quelques autres... L'homme, chacun de nous verrouillé dans sa solitude malgré tous les moyens de communications et tous les psychanalystes du monde.

Au seuil, ou presque, de l'exposition Giacometti, il est une œuvre qui s'intitule « un homme en marche dans une boîte entre deux maisons ». C'est fascinant. Précisément, c'est l'une des plus grandes découvertes de la décennie : nous sommes en cage. *L'enfernement*, cher à Marcuse. La politique devient impossible et la drogue devient seule possible parce que nous sommes enfermés dans la plus intelligente des sociétés. La plus efficace.

*Politiquement*, cet « engagement » se traduit par l'absence d'*alternative*. Faute de société *différente* il faut, peut-être, se résigner à la « nouvelle société » ou à la société nouvelle ou à quelque autre dessein de cette facture. Et, pour y aller, nous voici obligés de suivre une voie sans espoir : le capitalisme.

Ah ! certes, voici dix ans encore on pouvait — en se forçant un peu, déjà — espérer qu'il y avait d'autres voies. L'U.R.S.S. n'allait-elle pas gagner l'aventure spatiale et les retombées n'en seraient-elles pas spectaculaires, croyait-on ? C'est fini. Depuis cette fameuse année 1962 qui, ainsi que l'écrivit le *Sunday Times* faillit « s'arrêter en octobre », la révolution d'Octobre est à bout de souffle. Il n'y a plus qu'à espérer en la révolution culturelle de Mao. Mais n'est-ce pas trop tard pour nous ?

Le capitalisme triomphe-t-il, donc ? Assurément. Mais à l'heure où il est maître du terrain, il ne séduit plus personne. *Le défi américain* a connu ses heures de gloire. Quel vacarme ! Il paraît fané. Qui est l'Amérique ? Apollo XII ou les marcheurs du moratoire ? Le rêve passe. Mais alors ? Nous sommes enfermés, voilà tout. Etrange situation.

L'enfernement n'est pas seulement politique. Il est spirituel. Le massacre des idéologies ne date pas de cette décennie-ci. Elle aurait plutôt, tenté de les ressusciter : le teilhardisme, la résurgence du marxisme, etc. Le premier n'a pas fait long feu. Le second s'effrite en sectes. En fait, ce fut la décennie du dépérissement de l'histoire. La synchronie l'emporta sur la diachronie. Rien ne devient, tout est. Du coup, c'est l'éternel recommencement.

On va protester. Eh quoi, donc, tout n'est-il pas nouveau ? Qu'est-ce qui est nouveau ? L'art quand il devient « lumière et mouvement » ne ressuscite-t-il pas le climat envoutant de la forêt primitive ? Les media audiovisuels ne mettent-ils pas fin à la parenthèse des civilisations de l'écriture ? Les villes ne sont-elles pas

des cavernes fantastiques, dans la nuit desquelles, en leur beauté même, Lascaux devient proche ? L'homme vêtu en cosmonaute n'a-t-il point le profil des dinosaures ? L'un des grands films de la décennie, *Week-end*, de Jean-Luc Godard ne nous a-t-il pas annoncé que le temps des anthropophages reviendrait ? Le progrès n'a plus la forme d'une flèche. Son sillon s'infléchit. La roue devient son symbole. Tout toujours recommence. Rien n'est jamais joué. Doit-on s'en désespérer ? Oh, que non ! Nous voici contemporains de tous les hommes de toujours puisque l'histoire n'est plus successive.

Alors ? Ces années 60 ? Furent-elles la décadence ? Aucune décadence ne va sans renaissance et réciproquement. Faut-il, absolument, les qualifier ? Si oui, proposons : *les années vraies*. Au seuil de 1970, mon fils (quatorze ans) a été catégorique : « Au fond, Papa, avant ces dix ans que s'était-il passé ? » Les trois ou quatre décennies antérieures qui ont buriné mon être, ont, en moi, frémis. Et puis, elles ont renoncé à argumenter. Au fond, oui, que s'était-il passé ? Rien. Nous avions tenté de *survivre*. Depuis quelques années, nous tentons de *vivre* et c'est pourquoi surgit irrépensible et tragique le besoin de *changer de vie*. C'est pourquoi, aussi, le sentiment des limites surgit de toute part. Pour occuper les soirs de fêtes l'O.R.T.F. nous offrait une série d'émissions : *la porte ouverte*. Aucun titre n'est innocent. *Ouvrir la porte*. Sortir de la caverne.

## PAR LA PORTE OUVERTE

Précisément au seuil des années 70 Giacometti n'était pas seul à Paris. A quelques pas de ses êtres desséchés par la passion de la rencontre toujours manquée flottaient les épousailles des amants de Chagall. Le livre de Job et le Cantique des Cantiques flanquaient, étonnamment, la place de la Concorde, à la croisée des décennies.

Voici bien le plus faramineux défi que l'histoire ait lancé à la politique : de l'univers de Giacometti qu'elle fut et qu'elle est, accéder à l'univers de Chagall.

*Oui mais...* Ce défi là peut-il être relevé ? La politique peut-elle passer du royaume du destin à l'ère de la liberté ? Non. Probablement pas. Et, pourtant, jamais, nous n'avons autant ressenti le besoin de tout réinventer. De tout réimaginer. De retrouver l'ivresse des recommencements. De redécouvrir non pas dans l'art seulement mais dans la vie quotidienne, dans l'existence sociale et politique, ce qu'est un homme, ce qu'est une femme, ce qu'est le corps et ce qu'est ce je ne sais quoi qu'on appelait l'âme, savoir ce qu'est une ville et ce qu'est la nature, savoir ce qu'est le travail et ce qu'est le loisir, savoir ce qu'est une planète et ce qu'est un village.

Jamais nous n'avons autant ressenti le besoin de marier culture et politique. Mais ce mariage est-il possible ? C'est cette question que les années 60 lèguent aux années 70 : la question de la *révolution culturelle*.

René PASCAL ■

Bref, ce qui caractérise cette époque, c'est l'émergence simultanée de moyens d'action immenses et de problèmes de civilisation plus angoissants que jamais... L'homme d'aujourd'hui a, bien plus que ses prédécesseurs, la certitude de l'immensité de son ignorance.

Interview de Pierre Schaeffer à « L'Express » (26-1-1970).

1970 :

# L'Europe sort de l'ornière

par ★ ★ ★

L'ANNEE 1970 s'ouvre sous d'heureux auspices pour la Communauté économique européenne : le succès de la conférence au sommet de La Haye les 1<sup>er</sup> et 2 décembre, l'accord intervenu à Bruxelles le 22 décembre sur le règlement financier de la politique agricole commune, après cinquante heures de négociations menées tambour battant, permettent au Marché Commun d'entrer dans sa phase définitive, ce qui en consacre le caractère irréversible. L'Europe est sortie de l'ornière. Elle a repris sa marche en avant. Est-ce la grande relance espérée par la majorité de l'opinion publique de nos pays ? L'avenir de la construction européenne est-il complètement et définitivement assuré ? Il est prématuré de répondre aujourd'hui à ces deux questions. Nul ne peut garantir aujourd'hui que les promesses de La Haye seront tenues.

## DES ACCORDS IMPORTANTS.

Cela dit, pour mesurer le chemin parcouru par l'Europe des Six depuis quelques semaines, il faut d'abord se souvenir qu'elle revenait de loin. La conférence de La Haye était nécessaire pour écarter le risque de paralysie ou de dilution auquel était exposée la Communauté économique européenne depuis le second veto français à l'adhésion britannique de décembre 1967. Son échec eût provoqué une crise grave, susceptible de remettre en cause tous les progrès accomplis dans la voie de l'intégration européenne depuis 1950 : le Marché Commun devait avancer ou reculer. Le succès du sommet européen — c'est-à-dire une nouvelle impulsion politique — était indispensable à l'achèvement de la Communauté. Il ne fait pas de doute que sans la conférence de La Haye, les difficiles négociations sur le règlement financier auraient eu fort peu de chances de réussir. Si le climat politique ne s'était amélioré les 1<sup>er</sup> et 2 décembre, il n'eût pas été possible de surmonter les graves divergences d'intérêt qui opposent les Six en ce domaine. Autrement dit, si le référendum d'avril n'avait pas eu le résultat que l'on sait, la fin de l'année 1969 aurait peut-être vu la fin du Marché Commun...

Rien n'eût été possible sans l'assouplissement de l'attitude française, sans un changement de style et d'état d'esprit auquel s'est trouvé heureusement correspondre la bonne volonté de nos partenaires. Chacun avait, certes, le souci légitime de défendre avec fermeté ses intérêts nationaux, mais tous avaient la volonté d'aboutir. Rien n'eût été possible sans un accord unanime, à la fois pour achever le Marché Commun, pour le renforcer, et pour l'élargir, dans des conditions telles que l'élargissement ne soit point un affaiblissement.

C'est cet accord fondamental qui est intervenu à La Haye. Le rétablissement de la confiance entre les Six — même si cette confiance n'est pas encore totale — le rappel des « finalités politiques » du Traité de Rome sont les résultats les plus importants de la Conférence. En même temps, il a été décidé — et cet accord a été l'arme la plus puissante des négociateurs français à Bruxelles — que le règlement financier définitif de la politique agricole serait adopté avant la fin de l'année. Il a été convenu en fait (bien que cette précision ne figure pas dans le communiqué) que les négociations avec la Grande-Bretagne et les autres pays candidats pourraient s'engager à la fin du premier semestre 1970. Enfin, un certain nombre d'accords de principe ont pu être réalisés, pour la création de ressources propres, assurant l'autonomie financière de la Communauté, ainsi que pour le renforcement des pouvoirs budgétaires du Parlement européen, pour la relance de l'Euratom — décision indispensable au sauvetage de cette institution agonisante — et pour une réforme du Fonds social. Encore le communiqué ne reprend-il pas certaines propositions très constructives de MM. Pompidou et surtout Willy Brandt. Celui-ci est visiblement résolu à aller aussi « vite » et aussi « loin » que ses partenaires français seraient prêts à aller.

« L'esprit de La Haye » a permis aux négociations financières agricoles de Bruxelles, si âpres soient-elles, de progresser rapidement. Les efforts persuasifs de M. Maurice Schumann, la bonne volonté imaginative de MM. Duhamel et Giscard d'Estaing auraient été dépensés en vain sans le « contrat » conclu les 1<sup>er</sup> et

2 décembre. « Esprit où es-tu ? » : On pouvait se le demander souvent au cours de cette discussion de gros sous (1), en particulier dans la journée et dans la nuit du samedi 20 décembre, où l'on fut très près de la rupture. Finalement, « l'esprit » a soufflé. Et les calculatrices électroniques ont fait leurs comptes.

On a abouti, ainsi, dans la nuit du 21 au 22 à un compromis somme toute satisfaisant, c'est-à-dire *équilibré*. L'équilibre était particulièrement nécessaire cette nuit-là, car le verglas sévissait à Bruxelles... Chacun a fait des concessions. La France en particulier accepte de contribuer plus dans l'immédiat au financement de la politique agricole, dont elle est la principale bénéficiaire, afin de tenir compte des difficultés de ses partenaires, en particulier de l'Italie (qui perçoit à elle seule 37 % des prélèvements agricoles de la Communauté). En échange, elle obtient, grâce au versement des prélèvements à la caisse commune à partir de 1971, la consécration du principe de la préférence communautaire. Elle obtient un règlement financier définitif à une date qui n'est pas trop lointaine (1975). La Communauté y gagne plus encore. Avec l'affectation communautaire des prélèvements et des droits de douane, puis d'un pourcentage de la taxe à la valeur ajoutée, elle se voit dotée d'un commencement de Budget fédéral. Ce budget sera contrôlé par le Parlement européen, qui aura le dernier mot dans la discussion budgétaire à partir de 1975. C'est là un très grand pas en avant pour l'intégration européenne. « L'engrenage » de l'intégration peut entraîner fort loin.

#### LACUNES ET INCERTITUDES.

Ce n'est pas faire preuve de mauvais esprit que de relever de graves lacunes dans le communiqué de La Haye. Celui-ci d'abord est silencieux au sujet du problème, fondamental, du renforcement des institutions communautaires. On sait que depuis les accords (ou les désaccords) de Luxembourg de janvier 1966 l'application du vote majoritaire au sein du Conseil des Ministres des Six a été en fait suspendue, à la demande de la France, chaque fois que des intérêts nationaux importants sont en jeu. La réalisation des politiques communes nécessaires pour faire du Marché Commun autre chose qu'une simple union douanière exige un retour, sur ce point, au fonctionnement normal des institutions, tel que le prévoit le Traité de Rome. Nécessaire en toute hypothèse au renforcement de la Communauté, la règle majoritaire le serait plus encore dans une Communauté élargie. Il est clair que le vote à l'unanimité, en tous domaines et toujours, serait impraticable dans un Marché Commun de dix membres. M. Pisani l'avait dit un jour à Bruxelles : « *L'unanimité c'est le veto et le veto c'est la paralysie* ». Le même impératif d'efficacité doit conduire normalement à l'accroissement des pouvoirs de gestion de la Commission européenne. Enfin, le contrôle démocratique des institutions communautaires ne sera vraiment assuré que le jour où le Parlement européen sera élu au suffrage universel direct. Il est regrettable que le communiqué de La Haye n'ait pas au moins exprimé un préjugé favorable en faveur de cette élection.

Autre lacune : l'Europe politique. L'opinion attendait généralement du sommet européen une relance de la

construction politique de l'Europe. Son attente a été déçue. En sorte que le programme ambitieux défini à La Haye fait penser à une magnifique fusée qui n'aurait encore ni d'objectif précis (quelle Europe, et pour quoi faire?) ni de moteur politique (2). Force est de se contenter, et c'est fort peu, des propositions que les ministres des Affaires étrangères ont été chargés de préparer avant le mois de juillet 1970 sur « la meilleure manière de réaliser des progrès dans le domaine de l'unification politique, dans la perspective de l'élargissement ». Si ces propositions devaient se réduire à une reprise du Plan Fouchet à sept, on peut douter que cette « Europe des conversations » soit capable de tenir son rôle dans un monde qui ne l'attendra pas.

Quant aux accords de Bruxelles, peut-être n'ont-ils de définitifs que l'apparence. Le 22 décembre, on s'est mis d'accord sur les recettes de la Communauté. Il reste à se mettre d'accord sur les dépenses agricoles, dont l'augmentation rapide soulève de plus en plus d'inquiétude chez nos partenaires. Or, il ne faut pas oublier que le règlement financier — dont le texte final devait être mis au point en janvier — est soumis à la ratification des Parlements nationaux. M. Willy Brandt n'a pas caché pour sa part que le Bundestag ne ratifierait pas le règlement si des décisions n'étaient prises au cours des prochains mois pour rétablir l'équilibre des marchés agricoles les plus excédentaires (blé, sucre, beurre), afin de réduire les charges financières qu'entraîne l'accumulation des excédents (plus de 350.000 tonnes de beurre en stock). Une nouvelle hiérarchie des prix agricoles devra donc être définie en vue d'une réorientation des productions. Enfin et surtout, la politique agricole ne sera vraiment achevée que lorsque les Six auront adopté un programme commun d'amélioration des structures agricoles, assorti d'aides sociales aux producteurs. Encore faudra-t-il que les aides structurelles et sociales soient communautaires. Nous assisterions sans cela à une « renationalisation » de l'agriculture par le biais des aides nationales.

D'autre part, règlement « définitif » ne veut pas dire règlement « éternel ». « *L'adaptation* » du règlement financier, pour le rendre acceptable à la Grande-Bretagne, a été prévue dans le communiqué de La Haye. Il est vrai que cette adaptation devra être conforme aux principes de la politique agricole commune et devra se faire à l'unanimité. Cela revient à dire que la France disposera d'un droit de veto. Mais d'autre part, ses partenaires disposeront, avec la ratification du règlement, d'un moyen de pression sur la France, pour l'inciter, si besoin est, à la bonne volonté. Chacun sait que le règlement financier définitif poserait des problèmes redoutables aux Britanniques, auquel il imposerait une part, à leurs yeux excessive, des charges budgétaires communes. Dès lors il est permis de se poser deux questions : le règlement financier applicable en 1975 rendra-t-il impossible l'élargissement de la Communauté ou l'élargissement remettra-t-il en cause les fondements de la politique agricole commune ? On n'a pas été sans remarquer à Londres que le stade final du financement agricole entrerait en vigueur postérieurement à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun. Il ne man-

(1) Chaque centième des dépenses en cause représentait plus de 150 milliards d'anciens francs.

(2) C'est ce qu'a souligné justement M. Jean Lecanuet dans une interview au journal La Croix.

que pas, d'ailleurs, de bons ou de mauvais esprits dans les milieux industriels pour estimer que les négociations avec le Royaume-Uni peuvent fournir l'occasion de réviser de fond en comble une politique agricole financièrement trop coûteuse, économiquement peu rationnelle. Dans ces milieux, on compte en somme sur la Grande-Bretagne pour sortir l'Europe de l'impasse agricole, où elle se trouverait aujourd'hui enfermée. Malgré l'importance des accords intervenus le 22 décembre, les milieux français et communautaires les plus attachés au Marché Commun agricole peuvent à bon droit n'être qu'à demi rassurés.

## L'ESSENTIEL RESTE A FAIRE.

En réalité, la signification de la conférence de La Haye est loin d'être claire. L'hypothèse la plus pessimiste — celle du « *sursis* » temporaire — paraît aujourd'hui écartée. L'hypothèse la plus optimiste — celle d'une sincère volonté de relance de tous les pays de la Communauté — est loin d'être la plus sûre. La vérité se situe probablement entre les deux : quand on examine de près ce fameux communiqué, on le voit composé de morceaux de communiqués, qui ont été juxtaposés, à la manière d'un habit d'Arlequin, et qui s'annulent mutuellement. Il y aurait beaucoup à dire dès lors qu'on relit ce document historique à la lumière de cette hypothèse. Quoi qu'on ait prétendu, la conférence de La Haye a été pour l'essentiel un marchandage entre l'achèvement — réduit, pour les besoins de la cause, à l'adoption du règlement financier — et l'élargissement. La France a acheté des concessions de ses partenaires sur le premier point avec des concessions sur le second. De là à prétendre que le reste n'est qu'un habillage, il n'y a pas loin. On se serait efforcé, le second jour, de donner quelque consistance à la « sauce européenne », destinée à faire passer cette viande diplomatique peu ragoûtante.

De tels jugements ont été portés par certains commentateurs. Nous voulons croire pour notre part qu'ils se trompent. Mais, hélas ! nous ne pouvons en être sûrs. Les équivoques subsistent, Elles subsistent à Paris et dans les autres pays de la Communauté, elles subsistent surtout à Londres où les Européens les plus sincères éprouvent encore des doutes sur la sincérité européenne du gouvernement. Tout le problème pour M. Wilson est de savoir quel sera le montant de la note à payer, et si elle sera « présentable » pour ses électeurs. L'Europe peut devenir un des enjeux de la bataille électorale en Grande-Bretagne. Et il suffirait qu'un des deux partis juge possible de déplacer à son profit un à deux millions de voix en prenant position contre l'entrée dans le Marché Commun, pour que tout l'échafaudage menace de s'écrouler. S'il apparaissait que les Britanniques ne sont décidément pas prêts à payer un droit d'entrée raisonnable, les partenaires de la France ne seraient sans doute pas fondés à lui reprocher un « veto » injustifié à l'adhésion de la Grande-Bretagne. On ne peut tout à fait exclure que le troisième veto ne soit britannique.

Ce n'est pas tout. Pour nous en tenir au problème essentiel du renforcement de la Communauté, rien ne permet d'assurer que les décisions de principe proclamées à La Haye s'inscriront bientôt dans les réalités. Dans le communiqué final une petite phrase retient particulièrement l'attention : les chefs d'Etat ou de gouvernement « sont d'avis que le processus d'inté-

gration doit aboutir à une communauté de stabilité et de croissance. Dans ce but, ils sont convenus qu'au sein du Conseil, sur la base du Mémoire présenté par la Commission, le 12 février 1969, et en étroite collaboration avec cette dernière, un plan par étapes sera élaboré au cours de l'année 1970, en vue de la réalisation d'une union économique et monétaire ».

Si les mots ont un sens — et ce serait faire injure aux chefs d'Etat ou de gouvernement de supposer qu'ils ne savent pas ce qu'ils disent — cela va très loin : c'est en réalité une sorte de nouveau traité de Rome que les Six ont convenu d'établir ensemble. L'union économique et monétaire exigera des Etats membres des engagements très étendus, des « disciplines communes » très strictes et finalement des limitations de souveraineté croissante. La seule application du « Plan Barre », qui n'est qu'une première étape, suppose que la coopération monétaire indispensable — les crises monétaires récentes ont souligné son urgence — doit s'appuyer sur l'harmonisation des politiques économiques. Elle signifie, ainsi que la Commission l'a souligné récemment, une définition concertée d'orientations chiffrées à moyen terme, qui devraient guider la détermination des options de politique économique nationale pour la période 1971-1975.

« Il apparaît aujourd'hui clairement que la sauvegarde des résultats acquis par la Communauté, comme la réalisation graduelle de l'union économique, dépendront essentiellement des progrès qui pourront être réalisés dans la coordination des politiques économiques à moyen terme et à court terme ». Et la Commission ajoute : « Si l'harmonisation effective des politiques à moyen terme s'avérait impossible au cours des prochaines années, le développement de la Communauté risquerait d'être compromis ». La création d'un Fonds européen de réserves faciliterait sans doute la réalisation du Plan Barre, mais elle ne saurait dispenser de ses obligations.

Le Conseil des Ministres des Six a examiné les propositions de la Commission (3) le 26 janvier. Les premières réactions plutôt favorables permettront-elles un accord, à l'automne, sur des orientations économiques précises et compatibles entre elles ?

De même l'Europe agricole est inachevée, l'Europe technologique et industrielle, l'Europe sociale et l'Europe des régions n'ont pas encore pris le départ.

En un mot, presque tout reste à faire : le renforcement de la Communauté, son approfondissement dans le domaine politique, et son élargissement sont encore à l'état de projets. S'il est vrai que l'Europe a jusqu'ici démontré le mouvement en marchant, il faut ajouter qu'elle s'avance sur un terrain semé d'obstacles, hérissé de difficultés et de malentendus camouflés.

## UNE GRANDE ESPERANCE.

Nous ne voudrions pas cependant rester sur cette note pessimiste. La conférence de La Haye a ranimé l'espérance des peuples européens. Le succès de La Haye, le succès de Bruxelles constituent une victoire de la nécessité (il fallait, nous l'avons dit, avancer ou reculer) et, plus encore peut-être, une victoire de l'opinion publique. Tous les sondages montrent en effet

(3) Pour la définition en commun d'objectifs chiffrés de politique économique à moyen terme.

que l'opinion, particulièrement la jeunesse, de tous nos pays, désire l'unification de l'Europe. 57 % des Français accepteraient de devenir demain citoyens européens. 66 % d'entre eux seraient prêts à donner leurs voix à un président de l'Europe qui ne serait pas français. De ce point de vue, on peut dire que la conférence au sommet, et les négociations sur le règlement financier, ne pouvaient pas échouer.

Soyons justes : de ces grandes réunions européennes, on pouvait peut-être espérer davantage, on ne pouvait guère attendre plus en si peu de temps. L'essentiel est que la Communauté européenne se trouve débloquée. Après une période de stagnation, qui aurait pu devenir mortelle, elle entre dans une nouvelle phase de développement dynamique. Et c'est ce qui importe.

Le 9 mai 1970, l'Europe fêtera le vingtième anniversaire de la déclaration historique de Robert Schuman, qui est à l'origine de tous les progrès accomplis sur la voie de l'unité européenne. L'expérience a montré que cette unité était nécessaire mais aussi difficile, que pour la rendre possible, il fallait commencer par des réalisations concrètes, créant entre les pays européens une « solidarité de fait », à partir de laquelle se

développera la conscience d'un destin commun. Quelques mois avant sa mort, aux pires heures de la crise européenne, M. Robert Schuman nous a légué des paroles d'espérance : « L'Europe, disait-il, ne se fera pas en un jour, ni sans heurts. Mais l'idée européenne a maintenant pris racine dans l'esprit des peuples européens », et personne ne pourra plus la déraciner. Pour reprendre une image que le père de l'Europe eût sans doute affectionnée, le grain de Senevé est devenu maintenant un arbre et l'arbre peut devenir bientôt une grande forêt. Les difficultés d'aujourd'hui ne doivent pas nous cacher la forêt de demain.

---

N.B. Un fait nouveau. La délégation française au Conseil des Ministres de la Communauté qui, le 22 décembre, avait fait une réserve au sujet de l'étendue des pouvoirs budgétaires du Parlement européen a proposé le 19 janvier un amendement en retrait par rapport à la résolution adoptée le 22 décembre. Il en est résulté une « petite crise ». La ratification du règlement financier de la politique agricole par certains Parlements nationaux risquerait d'être compromise si cette crise n'était rapidement surmontée.

# Destin du cadre

par Maurice Blin

**L**E couple du maître et de l'apprenti dominait l'économie artisanale d'autrefois. Au siècle dernier, avec la fabrique réunissant des centaines d'ouvriers, a surgi l'affrontement du patron et des salariés que Marx consacra dans l'opposition du capital et du travail. Aujourd'hui, la grande entreprise unit des centaines de milliers de salariés à un capital éparpillé entre des actionnaires parfois à peine moins nombreux. Avec elle, les deux pôles de la cellule économique semblent à la fois se diluer et s'éloigner l'un de l'autre. Mais entre les deux, assurant leur liaison, s'est constitué un véritable tiers parti que Marx n'avait pas prévu, celui des gestionnaires, cadres, ingénieurs, techniciens. Leur nombre ne cesse de grandir. C'est l'avènement de cette espèce économique d'un genre tout à fait nouveau et propre au XX<sup>e</sup> siècle que Burnham saluait, voici un quart de siècle, dans son livre célèbre « L'ère des managers ».

Il souleva bien des espoirs. Il semblait, en effet, que la prise en main du vrai pouvoir économique par des hommes extérieurs aux mondes du capital et du travail allait mettre un terme à leur guerre intestine.

De fait, l'action du cadre s'inscrit sous le seul signe de l'efficacité. Elle n'a en vue que la prospérité de

l'entreprise et ignore l'idéologie. Le libéralisme qui défend les droits du capital lui est aussi étranger que le socialisme pour qui le travail est la valeur première. Elle se situe, en quelque sorte, au-delà de l'un et de l'autre. Les comprenant tous deux, comment prendrait-elle parti entre eux ?

D'un côté, en effet, une bonne gestion se mesure à l'importance du profit qu'elle dégage. A qui ira ce profit ? Aux actionnaires, aux salariés, à l'entreprise comme telle dont il permettra d'entretenir et de renouveler les capacités de production ? La réponse, en principe, n'intéresse pas le cadre. Son avis à ce sujet peut être personnel. Il ne lui est pas dicté par sa fonction économique. Tout au plus celle-ci l'inciterait-elle à favoriser l'entreprise en tant que telle, c'est-à-dire instrument à produire des richesses. Il est l'homme des moyens, non des fins.

Aussi, l'importance croissante du cadre dans l'entreprise s'est-elle accompagnée d'une nouvelle approche de la vie économique : technique, objective, chiffrée, bref scientifique plus que morale.

Et pourtant, dans le même temps, le cadre a fait, dans la pratique de son métier, une découverte révolutionnaire. Recruté pour sa compétence, il sait que, dans

la société industrielle, le capital ne survit que par son travail. Innovation technique, rigueur gestionnaire, conseil dans les décisions, tout cela sans quoi l'entreprise s'étiolé aussi sûrement qu'une plante privée d'eau, c'est lui qui l'apporte. Il réalise, sans le savoir souvent et par un biais inattendu, la prédiction de Marx pour qui le jour était proche où la supériorité du travail sur le capital serait enfin reconnue.

A une différence près, cependant. Le travail dont il s'agit n'est plus celui de milliers d'hommes à qui était ravi le fruit de leurs efforts : c'est le savoir d'un petit nombre qui à la fois donne son sens à la peine de l'armée des salariés et assure un profit à celle des actionnaires. Ainsi l'activité du cadre n'est pas, comme celle du prolétariat, la seule que Marx avait jamais envisagée, l'antagoniste du capital. Elle s'inscrit comme une troisième force, la seule qui paraisse, en définitive, digne de ce nom, entre le capital qu'elle sert et les salariés qu'elle... encadre.

Cette situation paradoxale explique la tension, excitante pour l'esprit mais éprouvante pour les nerfs, dans laquelle se déroule sa vie professionnelle. Homme-charnière de l'économie moderne, son destin est voué à la contradiction.

C'est ainsi par exemple que les jeunes cadres alimentent un progrès technique qui accélère le vieillissement de leurs aînés. Le responsable du marketing oblige l'ingénieur à modifier son produit. Le contrôleur financier oblige le chef de la comptabilité à transformer ses méthodes. Chaque chef de service exerce dans une entreprise dynamique un contrôle salutaire, vivifiant mais rude sur tous les autres.

Autre paradoxe, le cadre n'apporte la prospérité à son entreprise qu'à condition d'y consacrer le meilleur de lui-même : compétence, caractère, foi. Mais, en même temps, il ne la sert vraiment que s'il sait s'en distinguer. Il doit, à la fois, lui appartenir tout entier et garder en face d'elle une attitude critique. Il ne lui apporte plus qu'il n'en reçoit qu'à la condition d'entretenir d'abord sa propre valeur. Pour cela, il lui faut regarder au-delà de l'entreprise, à la limite, avoir d'abord le souci de sa propre carrière.

D'où cette « errance » du cadre moderne, riche de tout ce qu'il a appris dans des entreprises différentes ou, à défaut, à des postes différents dans la même entreprise. Il n'assure la pérennité de cette dernière qu'au prix d'une perpétuelle mobilité.

Enfin, le cadre fait moins qu'il ne « fait faire ». Comme son nom l'indique, il est voué à donner forme

et sens au travail des autres. Ce spécialiste des tâches collectives, des discussions de groupes, de la concertation entre égaux, est condamné à l'individualisme. Car le progrès, en économie comme ailleurs, est toujours le fait de l'individu. Encore faut-il qu'il soit accepté, compris, voulu par tous les autres. Cette importance du facteur personnel explique que le monde des cadres ait échappé jusqu'ici au règne de la masse. Son syndicalisme a visé davantage la défense de ses intérêts personnels que celle de son statut de salarié dans l'entreprise. Il ne faut pas s'en étonner. Dans la lourde machine qu'est nécessairement la grande entreprise, c'est lui qui assure, par sa mobilité, son indépendance d'esprit, la sauvegarde sourcilieuse de sa liberté, le progrès du système où il est inscrit.

On dira peut-être que cette analyse qui semble faire du cadre un être à part dans le processus économique néglige un fait essentiel, à savoir que, dans l'économie post-industrielle, tout le monde, peu ou prou, sera cadre. Il n'est pas de tâche d'exécution qui, servie par des machines de plus en plus perfectionnées et s'exerçant dans un système de production de plus en plus décentralisé, ne fasse appel à l'initiative de chacun.

Sans doute. Mais ne nous y trompons pas. La tâche industrielle s'intellectualise, mais elle se spécialise aussi. Comme l'antagonisme entre le capital et le travail, celui du col bleu et du col blanc, du secondaire et du tertiaire, s'estompera. Mais un autre affrontement surgit déjà entre l'armée des spécialistes, forts d'un savoir neuf mais parcellaire, et ceux qui ont la charge d'ordonner ensemble tous ces efforts, de choisir leurs points d'application, bref d'en faire la synthèse.

Il s'est exprimé en France en mai 1968. La « contestation », si forte chez les cadres et bien différente de la simple revendication salariale, n'avait pas d'autre source. En sorte qu'on a pu voir ces managers dont on croyait hier encore qu'ils allaient éteindre les passions idéologiques, et surmonter la vieille opposition séculaire du manuel et du cérébral, se diviser contre eux-mêmes.

Décidément, le destin humain n'est pas simple. Hier, le noble s'opposait au roturier ; puis ce fut le capital au travail, le mensuel au journalier, le bureau à l'atelier. Demain, ce sera l'homme de la synthèse et de la décision à l'homme de la technique et de la simple consultation.

Le problème, d'économique, devient psychologique. Il ne s'estompe pas pour autant.

Maurice BLIN ■

#### MERCI A NOS ABONNES

Il n'y aurait pas eu de centième numéro de « France-Forum » sans la fidélité continuée de nos abonnés qui n'ont pas cessé de nous comprendre et de nous aider. De cet attachement nous les remercions et nous attendons le leur amitié l'effort de propagande et de diffusion indispensables pour que s'accroisse l'audience de notre revue.

# Contradictions du Bonapartisme

par Etienne Borne

« La légende napoléonienne est comme la révélation de Saint-Jean ; chacun sait qu'il s'y cache quelque chose et personne ne sait quoi ». Ce curieux mot attribué à Goethe dont on sait qu'il a rencontré l'empereur et qu'il ne capitulait pas volontiers devant les grands mystères, garde toute sa valeur après cette année 1969 où le bicentenaire de Napoléon Bonaparte a suscité, à en fatiguer le public, un déferlement de reconstitutions, de commentaires, de débats dont il faut surtout retenir qu'avec le bonapartisme l'histoire se fait légende et énigme. Peut-être même faudrait-il forcer le trait gothéen en récusant la référence religieuse à Saint-Jean, dont la « révélation » (Goethe songeait, semble-t-il, davantage à l'Apocalypse qu'au Quatrième Evangile) n'est pas complètement impénétrable à une exégèse suffisamment avertie de la situation et de la psychologie des premières générations chrétiennes, alors que l'étonnante carrière d'un général républicain devenu empereur des Français et un instant maître de l'Europe, le mélange de dureté réaliste et de poésie épique qu'évoque le nom de Napoléon, et plus encore ce mixte d'images vives et contrastées et d'ambiguïtés politiques enchevêtrées contenu dans le terme de bonapartisme, tout cela fait un singulier défi à toute pensée soucieuse de clarté et de rationalité. Dès que la philosophie politique s'efforce de comprendre l'homme et le sillon qu'il a tracé dans l'histoire, en usant des modèles couramment reçus, l'explication ainsi construite n'est jamais vraie que jusqu'à un certain point seulement et tout se passe comme si elle laissait en dehors de ses prises quelque

irrationnel énigmatique, qui pourrait bien être l'essentiel : ce que voulait dire le mot de Goethe.

## UN HEROS DE LA LIBERTE

La retraite du général de Gaulle l'a empêché de prononcer à Ajaccio, le 15 août dernier, un discours de commémoration qui aurait versé au dossier toujours ouvert du bonapartisme, l'importante pièce d'une interprétation gaullienne. Sans doute si on se souvient d'une allusion à Napoléon faite au pays de Bolivar, lors du voyage du général de Gaulle en Amérique latine, l'exégèse proposée par le Général n'aurait-elle pas été très éloignée de la sorte d'apologie républicaine de l'Empire que, rompant avec la tradition républicainement établie depuis l'opposition au Second Empire et le Quatre Septembre, fait Charles Péguy dans « la Note Conjointe » :

*...Quand Napoléon croyait qu'il avait fondé un immense empire, il ne faut pas le croire. Il propageait des libertés. Veillons au salut de l'Empire. Cet empire était un système de libertés. On s'en est bien aperçu depuis. Tous les peuples qui ont refoulé l'Empire ont mis cent cinquante ans à ne pas même réussir à reconquérir quelques-unes des libertés que « l'Empire » apportait sans y prendre garde dans les fontes*

*de ses lanciers, dans les cantines de ses vivandières.»*  
(1)-

Au fond, Charles Péguy et Charles de Gaulle pensent que Bonaparte et même Napoléon ont été trop profondément français pour que, en fin de compte, en dépit des abus du pouvoir personnel et de la démesure de l'ambition, le général, le consul et même l'empereur n'aient pas servi, directement ou indirectement, la cause de la liberté, du progrès humain, et des « lumières » comme on disait à la jointure du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècles — et c'est le langage même que parle l'empereur vaincu et prisonnier, dans le « Mémorial de Sainte-Hélène », lorsque refusant d'être considéré comme un aventurier épisodique, il dégage, et dans quel style, la philosophie de sa politique.

Un héros de la liberté, telle est en effet l'image de lui-même que Napoléon entendait léguer à la postérité et qu'il a mise en formules et en maximes au long de cette apologie passionnée de sa vie et de son œuvre qu'est le « Mémorial ». Certes Bonaparte, premier consul, a appris aux Français qu'il fallait savoir terminer une révolution — non pas en la reniant et en restaurant ce qui a été légitimement aboli, mais en arrachant cette révolution à ses utopies, à ses alibis rhétoriques, à ses dissensions internes, à l'escalade des terreurs entrecroisées afin de l'établir dans les institutions et dans les esprits, de l'imposer aux irréductibles comme un fait définitivement accompli si bien qu'un certain nombre de principes révolutionnaires, souveraineté du peuple, égalité devant la loi, laïcité de l'Etat lui doivent d'être devenus des lieux communs du droit public moderne. Et ce sont ces mêmes principes que les armées de l'Empire, dans leur flux et leur reflux, ont propagés d'un bout à l'autre de l'Europe. « Veiller au salut de l'Empire », pour reprendre dans ses propres mots l'hymne national auquel Péguy faisait allusion, c'était aussi « veiller au maintien de nos droits », et n'est-ce pas d'une certaine idée du droit que les aigles impériales se trouvaient être le symbole, agressivement glorieux ? Sur ce point capital, dans une exégèse du bonapartisme, il importe de faire entendre avec l'ampleur qui convient la voix du premier et principal témoin, à Sainte-Hélène, de déposer dans sa propre cause.

*« Rien ne saurait détruire ou effacer — dit-il — les grands principes de notre Révolution. Ces grandes et belles vérités doivent demeurer à jamais, tant nous les avons entrelacées de lustres, de monuments, de prodiges ; nous en avons noyé les premières souillures dans des flots de gloire ; elles sont maintenant immortelles ! Sorties de la tribune française, cimentées du sang des batailles, décorées des lauriers de la victoire, saluées des acclamations des peuples, sanctionnées par les traités, les alliances des souverains, devenues familières aux oreilles comme à la bouche des rois, elles ne sauraient plus rétrograder !*

*Elles vivent dans la Grande-Bretagne, elles éclairent l'Amérique, elles sont nationalisées en France : voilà le trépied d'où jaillira la lumière du monde.*

*Elles le régiront ; elles seront la foi, la religion, la morale de tous les peuples : et cette ère mémorable se rattachera, quoiqu'on en ait voulu dire, à ma per-*

*sonne ; parce qu'après tout j'ai fait brillé le flambeau, consacré les principes et qu'aujourd'hui la persécution achève de m'en rendre le Messie. Amis et ennemis, tous m'en diront le premier soldat, le grand représentant, Aussi même quand je ne serai plus, je demeurerai encore pour les peuples l'étoile de leurs droits, mon nom sera le cri de guerre de leurs efforts, la devise de leurs espérances... »* (1)

Morceau d'éloquence apprêtée et où se retrouve quelque chose des déclamations oratoires qui firent les beaux jours des assemblées révolutionnaires, mais cette filiation reconnue, célébrée dans le texte même, ne rend que plus décisif le contenu de cet étonnant message que lance à la postérité, cloué sur son rocher, le Prométhée du siècle. Napoléon y assume l'héritage de la Révolution et il ne récuse pas, comme il lui est arrivé ailleurs, l'image du jacobin botté ou du Robespierre à cheval dont usaient contre la France impériale les propagandes complices des Alliés et de l'opposition royaliste. Lorsqu'il lui arrive de parler de Robespierre, Napoléon se montre singulièrement compréhensif et il n'est pas loin de reconnaître dans le vaincu du 9 thermidor un proche précurseur de sa pensée et de son œuvre : Robespierre n'a-t-il pas comme lui « combattu toutes les factions » — nous dirions celles de gauche comme celles de droite ? — Robespierre ne mettait-il pas au-dessus de tout la patrie et la régénération de la patrie, façon déjà impériale de penser la République ? Robespierre enfin n'a-t-il pas été abattu quand, figure anticipée du vaincu des Cent-Jours, il se proposait « de revenir à l'ordre et à la modération » (thèse nullement sollicitée et qui paraît faire aujourd'hui l'accord des historiens de la Révolution) ? Bonaparte rappelle qu'il a connu le frère de Robespierre, Robespierre le jeune, qui fut représentant en mission à l'armée d'Italie, qu'il a été lié à lui par la fraternité du feu, qu'il en était admiré et qu'il l'estimait beaucoup, au point que rappelé à Paris au moment des sourds prodromes du 9 thermidor, Robespierre le jeune a failli ramener avec lui le général Bonaparte — ce qui aurait pu, rêve Napoléon, avancer Vendémiaire et sauver Robespierre. Et en effet si Robespierre avait réussi, Napoléon aurait pu être impossible. Mais Robespierre pouvait-il réussir et apprivoiser les démons qu'il avait lui-même suscités ?

Il reste que cette intelligence de Robespierre et du jacobinisme robespierriste permet de bien situer la philosophie du bonapartisme telle que la formule le Napoléon de Sainte-Hélène. L'entreprise tentée et manquée par Robespierre, le consul d'abord, l'empereur ensuite, l'auraient reprise et poussée jusqu'au bout de sa logique. Mais alors il faudrait conclure que Napoléon a été le plus éclatant et le plus efficace des serviteurs de la Révolution puisqu'il aurait ainsi manifesté, dans son évidence à la fois philosophique et historique, la vérité de l'idée révolutionnaire. Conduite à son terme par Napoléon, la Révolution se distingue de tous les faux-semblants révolutionnaires qui agitent l'histoire des hommes : elle n'est pas une machine à détruire l'ordre parce qu'il est l'ordre et à perpétuer indéfiniment l'anarchie : elle ne se confond pas avec une révolte avortée, comme les jacqueries

(1) *Pléiade, Ch. Péguy, Œuvres en prose, p. 1424.*

(1) *Mémorial de Sainte-Hélène, Pléiade, Tome 1, pp. 470-471.*

et les frondes du passé, qui, en exaspérant la subversion pour la subversion, finissent par provoquer un retour offensif et aggravé des anciens régimes qu'elles contestaient avec une fureur aveugle ; cette Révolution, chacun sait, grâce au premier consul et à l'empereur, qu'elle est le principe animateur d'un ordre nouveau, exactement d'une « nouvelle société », d'un mot que l'actuel Premier ministre n'a pas inventé et qui se trouve littéralement dans le « Mémorial ». Le destin de Napoléon, tel que l'explique Napoléon lui-même, et il est de vaste dimension historique, aurait donc été de fournir la preuve expérimentale que, en dépit des thèses que devaient soutenir, à l'époque des pseudo-restaurations qui suivirent Waterloo, aussi bien les doctrines contre-révolutionnaires que le positivisme d'Auguste Comte dont on sait qu'il est une source du maurrassisme (hostile d'un même mouvement au jacobinisme et au bonapartisme), la pensée révolutionnaire ne se réduit pas à une métaphysique de contestation et de négation, opposant un impossible absolu et une mythologie de libération aux relativités sociales et aux nécessités politiques, mais que dans sa vérité qui ne fait qu'un avec sa vertu, elle est à la fois organisatrice et régénératrice.

Régénération de la société et du même coup de l'homme, devenu selon l'intuition rousseauiste pleinement homme dans la mesure où il est promu à la dignité de citoyen, tel est le langage commun des révolutionnaires de 93 et de Bonaparte (« pour être devenu empereur, je n'ai pas cessé d'être citoyen », c'est encore un trait du « Mémorial »), et cette régénération qui vaut d'abord pour la France, délivrée des féodalités, des privilèges, d'autorités abusivement sacrées, et devenue une nation par la souveraineté de la loi, elle engendre au surplus un modèle de société promis à une irrésistible expansion et qui doit, de proche en proche gagner l'Europe et le monde entier. L'agressivité victorieuse — malgré d'apparents retours de fortune — de ce modèle d'une « nouvelle société » ne serait-elle pas l'explication véritable des guerres de la Révolution, et Napoléon, continuant à s'exprimer en philosophe du bonapartisme, entend que les guerres de l'Empire apparaissent comme la suite logique de l'unique et indivisible guerre menée par la République ou plutôt par l'idée républicaine contre la vieille Europe des monarques de droit divin, guerre dont est responsable, selon une saine philosophie de l'histoire, la société condamnée à mort et qui s'accroche scandaleusement à l'existence. Le fameux « Veillons au salut de l'Empire » est une autre Marseillaise animée de la même haine républicaine contre les anciens régimes et selon les mêmes mâles accents : « Si le despotisme conspire — Conspirons la perte des rois ». Les survivances du passé ne sont-elles pas en état de conspiration objective et permanente contre l'irruption révolutionnaire dans le présent de la société de demain ? Napoléon hier, et les marxistes aujourd'hui, parlent semblablement du système féodal et du système capitaliste pour les charger des responsabilités maléfiques dans le déchaînement des orages de l'histoire : la résistance du passé à l'avenir est la seule agression, et qui doit être brisée pour que l'histoire avance. De telles explications ont beaucoup d'avantages, entre autres de laver du péché d'ambition et du mal de la volonté de puissance, les héros de l'idée révolutionnaire. Elles ont cependant, en ce qui concerne Napoléon, une part de vérité, celle que confesse par exemple cet adversaire du bona-

partisme, et émule de Napoléon en grand style qu'est l'auteur des « Mémoires d'Outre-Tombe » : « Cette vieille Europe, écrit Chateaubriand, pensait ne combattre que la France ; elle ne s'apercevait pas qu'un siècle nouveau marchait sur elle. »

## TOUJOURS PLUS A GAUCHE

Siècle nouveau dont le Napoléon du « Mémorial » ne répugnait pas à se considérer comme la tête, ou pour se référer encore aux propos tenus à Sainte-Hélène, *n'a-t-il pas vraiment été et ne doit-il pas demeurer, avec le temps, le type, l'étendard et le prince des idées libérales ?* Même ses fautes reconnues, avouées et analysées, comme cette guerre d'Espagne qui sonna le glas de sa fortune et qu'il se repent d'avoir faite, Napoléon, fidèle à sa philosophie du bonapartisme, en fait un épisode de sa carrière de missionnaire de la liberté et d'agent d'exécution d'une justice révolutionnaire : « dans la lutte — explique-t-il — des idées nouvelles, dans la grande cause du siècle contre le reste de l'Europe, nous ne pouvions laisser l'Espagne en arrière. » Comprendons bien que c'est l'Espagne qui par l'archaïsme de son régime féodal, réactionnaire, clérical a provoqué sur elle les coups de la triple foudre républicaine, révolutionnaire, impériale, et que même en jetant ses armées en Espagne, Napoléon n'était pas sans répondre à l'appel des peuples qui pour n'être pas exprimé très clairement et avec la pleine conscience de ce qu'il réclamait objectivement n'en était pas moins réel et irrésistible : « La nation méprisait son gouvernement — c'est encore Napoléon qui parle —, elle appelait à grands cris une régénération ». On remarquera que le héros de la révolution est prédestiné par sa vocation même à entendre le langage que parle l'inconscient des peuples et qui refoulé par la censure du despotisme n'émerge pas à leur conscience ; l'idée de « régénération » et l'expression est, on l'a vu, le maître-mot du vocabulaire révolutionnaire, servira donc de couverture idéologique à l'entreprise napoléonienne en Espagne : « Je délivrai les Espagnols, poursuit Napoléon, de leurs hideuses institutions, je leur donnai une constitution libérale... J'accomplissai le plus grand bienfait qui ait jamais été répandu sur un peuple. » Et si les Espagnols furent assez ingrats pour méconnaître un tel bienfait et pour répondre par l'insurrection générale à une opération typiquement régénératrice, c'est sans doute qu'ils s'ignoraient encore eux-mêmes, qu'ils étaient esclaves de leurs préjugés séculaires, et que leur libérateur malchanceux, se trouvant en avance sur le mouvement de l'histoire, était contraint d'user de violence. D'où un tragique malentendu. Mais Napoléon ne craint pas le jugement de l'histoire puisqu'il est d'avance absous par le génie de la Révolution : il ne s'agissait que de forcer à être libres ces attardés, assez amoureux de leurs chaînes pour résister à leurs libérateurs.

Que l'Angleterre libérale ait été la constante ennemie de l'empire et de l'empereur, que celui-ci ait lui-même médité avant Austerlitz un débarquement dans les îles britanniques, que le blocus continental comme auparavant l'expédition d'Égypte aient été machinés

pour réduire l'irréductible, un antagonisme aussi assidu va s'intégrer fort aisément dans ce que j'ai appelé la philosophie napoléonienne du bonapartisme et qui se confond, dans le « Mémorial » avec une apologétique républicaine et progressiste de l'épopée impériale : si Napoléon avait réussi à envahir l'Angleterre ou d'une manière ou d'une autre, avait réussi à imposer

restes du parti jacobin, éveillés à un renouveau d'espérance par le prodigieux coup d'éclat des Cent-Jours, coiffaient alors d'un bonnet rouge les bustes de l'empereur revenu de l'île d'Elbe, ou si Carnot, l'organisateur des victoires de la République sur la vieille Europe et dont le nom est tout un symbole, reprenait du service pendant cette ultime épisode de l'épopée impériale, et pleurait de désespoir, lorsque tout fut fini, au moment de la deuxième abdication. Et il est de fait que, en France, la gauche la plus accentuée, pourtant traditionnellement sévère pour le Second Empire, a toujours eu des indulgences, voire des tendresses, pour le premier Napoléon et qu'elle n'est pas avare d'explications positives et progressistes pour rendre compte du phénomène bonapartiste. Aragon, dans son roman « La Semaine Sainte », contant mars 1815, le retour de l'île d'Elbe, la fuite du roi et la déconfiture des fleurs de lis revenues l'année précédente derrière les baïonnettes étrangères, ne dissimule guère que son cœur penche véhémentement en la conjoncture, du côté du héros qui faillit venger des outrages de la réaction à la fois la patrie et la révolution, héros dont seuls des esprits petits-bourgeois, insensibles à la grandeur historique, peuvent faire pour le disqualifier un César amoureux de la guerre et ennemi des libertés publiques. Et dans ces commentaires du bicentenaire, la presse communiste de 1969, loin de vitupérer brumaire, comme eussent fait des moralistes dépourvus de réalisme politique et aveugles au sens de l'histoire, a su retrouver ce qu'il y a de profondément hégélien dans les explications marxistes, en saluant dans Napoléon « un agent particulièrement efficace du devenir historique ». Termes philosophiquement très étudiés pour situer Napoléon du côté du progressisme.

#### *Un régime à deux faces.*

sa loi à une nation dont le régime est pourtant aux antipodes de celui de l'Espagne, il n'avait d'autre but, ici encore, que de servir une entreprise de régénération. Napoléon aurait été — car sa culture historique, qui est vaste, lui permet d'aller droit aux bonnes références — un nouveau Guillaume d'Orange, il se serait présenté comme « le roi du peuple » appelé à congédier « le roi des nobles » ; il aurait ainsi délivré les Anglais d'une aristocratie oppressive — car la prétendue liberté anglaise est mystificatrice et camoufle une réalité oligarchique. Au prix d'une légère transposition du vocabulaire, la philosophie napoléonienne du bonapartisme se traduit aisément dans un langage révolutionnaire post-marxiste : les Anglais ne connaissaient que le faux-semblant des libertés formelles : vaincus pour leur bonheur par le héros de la révolution, ils auraient eu du coup accès aux libertés réelles.

A mesure qu'il se déploie, le système bonapartiste tel qu'il apparaît dans le « Mémorial » a un style et un contenu qu'il faut dire, à chaque trait nouveau, de plus en plus à gauche. Si bien qu'à se laisser convaincre, il faudrait conclure que Waterloo a été la victoire contre-révolutionnaire de toutes les réactions coalisées. Ce ne serait donc pas sans raison si les

Cet hommage que rend au bonapartisme le marxisme contemporain est moins insolite qu'il ne semblerait d'abord. On remarquait plus haut dans la bouche de Napoléon un essai de démystification du libéralisme politique de type britannique, qui avait une saveur pré-marxiste. Il y a ici et là dans le « Mémorial » des signes d'une conception comme manichéenne de l'histoire et de la politique, qui oppose systématiquement forces rétrogrades et forces progressistes et qui n'est pas sans ressembler aux commodes dualismes dont usent la doctrine et la propagande du communisme contemporain. Il arrive même que le Napoléon du « Mémorial » donne à la politique bonapartiste un contenu social qui annonce de plus près encore le marxisme à venir.

C'est en se retournant vers un lointain passé et, en méditant, en lecteur de Plutarque, sur le destin des Gracques victimes d'une aristocratie sénatoriale, fanatiquement attachée à ses privilèges et à ses intérêts, prête à les défendre féroce ment par tous les moyens que Napoléon, par une extrapolation hardie de l'histoire romaine au XIX<sup>e</sup> siècle, envisage le siècle nouveau comme dominé et animé par une inexpiable lutte de classes.

*« Dans cette lutte terrible de l'aristocratie et de la démocratie, qui vient de se renouveler de nos jours, dans cette exaspération du vieux terrain (populaire) contre l'industrie nouvelle qui fermente dans toute l'Europe, nul doute que si l'aristocratie triomphait par la force, elle ne montrât partout beaucoup de Gracques et ne les traitât à l'avenant aussi bénévolement que l'ont fait leurs devanciers. » (1).*

Bénignement est, on l'a compris, le mot de la plus redoutable ironie. Il est significatif que Napoléon ait aperçu que les Gracques étaient les tenants d'une révolution sociale autant que politique, que, à travers la distance de presque deux millénaires il se sente

(1) *Mémorial, Pléiade, Tome 1, p. 435.*

comme solidaire de leur combat, qu'il entrevoie qu'une féodalité industrielle va prendre dans les temps nouveaux la relève de la vieille aristocratie, mais pour jouer le même haïssable rôle, et que entre cette aristocratie et la démocratie comme il dit, il ne peut y avoir d'autre solution que par la force, puisque l'« aristocratie » est ainsi faite qu'elle essaiera toujours d'éliminer par la violence ses contestataires. Dès lors autant user de violence préventive pour que les Gracques de demain soient plus heureux que ceux d'hier. Il y a du Marx et même du Lénine dans cette parenthèse passionnée.

## RETOUR DE LA DROITE REFOULEE

Une interprétation gauchiste du bonapartisme ne saurait cependant être soutenue jusqu'au bout. Car enfin cet adversaire implacable des anciens régimes, dont les soldats, comme dit le poète, avaient « chassé vingt rois », s'est institué monarque, a fondé à son tour une dynastie, faisant lui aussi de l'hérédité monarchique un principe de légitimité pour ses descendants. S'il abat des trônes, ce n'est pas pour jeter aux décharges de l'histoire ces fauteuils désacralisés puisqu'il les relèvera aussitôt et les fera occuper par les siens en vertu d'un droit familial qui remonte aux Mérovingiens et ne peut guère invoquer en sa faveur les principes de 89 et les lumières d'un siècle nouveau. Lorsque lui sont présentés les résultats du plébiscite du 1<sup>er</sup> décembre 1804, ratifiant son élévation à l'empire, le neuf empereur se laisse aller à défier le destin : « mes descendants, s'écrie-t-il, occuperont longtemps ce trône » et il lui arrivait de dire, dans la crainte de ne pouvoir, lui seul et dans l'espace de son propre règne, accomplir la totalité de son dessein : « je voudrais être mon petit-fils ». Comment alors ne pas voir que, en prétendant se faire le fondateur d'une nouvelle race de rois, en se réclamant du précédent des premiers Carolingiens qui ont remplacé, en vertu de la justice de l'histoire et du droit de la plus grande énergie créatrice, une ancienne race épuisée et fainéante, Napoléon, loin d'accomplir la Révolution, la portait en réalité en terre, et donnait des chances renouvelées aux principes et aux institutions de l'ancien régime ? N'y a-t-il pas contradiction intenable à se réclamer à la fois de l'hérédité monarchique et de l'appel au peuple ? La reconstitution d'une cour, la mise en place dans une société hiérarchisée d'une aristocratie, par création de titres nobiliaires nouveaux et amalgame de la part ralliée de la noblesse traditionnelle, et pour couronner le tout le mariage autrichien — dont Napoléon dit, non sans lucidité, qu'il pouvait être jugé comme « contre-révolutionnaire » par « le parti national », une telle politique qui n'est pas d'improvisation mais s'est développée systématiquement pendant une décennie, relève semble-t-il, d'un tout autre esprit que l'inspiration révolutionnaire, et ressemble bien à un retour de la droite refoulée.

Tout se passe alors comme si Napoléon, soldat de fortune et « né de lui seul » comme écrit Chateaubriand, avait été fasciné par les prestiges de l'ancien monde dont il était par ailleurs l'irréconciliable ennemi et s'était évertué, comme s'il voulait gagner sur les deux tableaux, à en édifier une copie théâtrale et qui remplaçait par des similitudes brillantes la patine apportée aux autres par l'entassement des siècles. Bien plus, cet héritier de la Révolution, cet autre Robespierre qui occupait dans leurs capitales les palais vidés des rois en fuite — semblable à un titan qui

aurait escaladé le sommet de l'Olympe parmi la débâcle des dieux —, ce César qui au comble de sa fortune humiliait les rois en les réduisant au rôle d'une domesticité d'antichambre, voilà qu'en même temps il veut faire entrer sa scandaleuse monarchie, Vénus à bonnet rouge née récemment de l'écume des flots révolutionnaires, dans le cercle pieux des monarchies antiques, et être reconnu roi par cette même famille de rois qu'il se complait par ailleurs non seulement à déposséder mais encore à avilir : imitant le dernier roi Bourbon dont il devient ainsi le neveu par alliance, il épouse une archiduchesse et pour son contrat de mariage, il prendra soigneusement comme modèle — ayant assez de part aux lumières, du siècle pour n'être point superstitieux — le contrat de Marie-Antoinette et du futur Louis XVI. Menu trait, certes, mais passablement significatif et il faut bien convenir que, au total, Napoléon entretenait avec l'héritage et l'esprit de la Révolution des rapports plutôt équivoques.

Conscient de cette contradiction majeure de son système politique et, sans l'é luder, il a dans le « Mémorial » essayé, sinon de la résoudre, du moins de l'atténuer en avançant que lui, Napoléon, avait vocation d'arbitre entre les deux puissances antagonistes qui se disputaient l'histoire, celle des « peuples » et celle « des rois ». Ce qui ne l'empêchait pas de pencher pour « les peuples » et de savoir que l'issu d'une telle lutte ne saurait être douteuse : « les lumières du siècle ne retrograderont pas », pour le citer une fois encore. Mais la question poursuit-il, non sans quelque embarras, est de savoir si on ira à la « régénération universelle », terme inéluctable, selon une marche paisible ou à coups et à force d'explosions catastrophiques. De cette voie pacifique vers la « régénération » Napoléon se flatte d'avoir détenu le secret, sans avoir réussi à en persuader ses partenaires. N'avait-il pas su tirer de la révolution un principe d'ordre capable de restaurer ou plus exactement d'instaurer dans une vigueur renouvelée le prestige des Etats ? Car les Etats, expression de la souveraineté populaire et au service du peuple tout entier ont des fondements autrement solides et des finalités bien plus raisonnables que les vieux Etats paternalistes, faits d'un entrecroisement chaotique de préjugés et de privilèges et où l'arbitraire de la pratique et l'irrationalité des principes affaiblissent et mènent à la ruine la puissance publique. Les autorités établies en Europe n'ont pas voulu comprendre que celui qu'elles traitaient d'Attila et de perturbateur de la paix publique était un homme d'ordre et qui avait la passion de l'Etat, et elles ont réussi à perdre et à exiler sur un rocher au bout du monde l'ennemi au fond amical et qui les aurait sauvées pour peu qu'elles eussent consenti à se faire ses disciples et à adhérer à cette idée moderne de l'Etat que le génie napoléonien avait su tirer des tumultes révolutionnaires. Aussi paieront-elles cher cette erreur : « j'avais enfermé l'outré des vents » dit Napoléon qui sait sa mythologie — et il pense aux vents générateurs des tempêtes révolutionnaires. Dès lors malgré toutes les saintes alliances, l'ouragan dévastateur fera son œuvre, la chance unique n'ayant pas été saisie. « J'amalgame », poursuit Napoléon, on extirpera ». Amalgame, mot révélateur, puisqu'il s'agit de l'amalgame entre l'autorité approfondie et mieux établie d'une part et l'exigence révolutionnaire prise dans son intégralité d'autre part.

Amalgame, mais non pas accord ou convergence. Le mot est une étiquette qui souligne la contradiction, que nous disions majeure, du bonapartisme ; Bonaparte républicain et Napoléon monarque parlent deux langages et mêlent deux pratiques dont la dialectique sans synthèse possible fait une approche valable du bonapartisme. Ce bonapartisme ne peut être tout entier dans ce mot de l'île d'Elbe : « J'ai conjuré

Le péché originel : 18 Brumaire.

le terrible esprit de nouveauté qui parcourait le monde » ni dans cet autre, qui est de Sainte-Hélène et fait un bon raccourci de la philosophie politique du « Mémorial » : « *Mon nom vivra éternellement dans le cœur de tous ceux qui croient à la cause des peuples* » — mais comment le bonapartisme pourrait-il être à la fois dans l'un et dans l'autre trait ? Telle est la formule de l'énigme.

DEUX IRRECONCILIABLES :

CHATEAUBRIAND  
LE DERNIER HUGO

« Un moyen de résoudre l'énigme ou plutôt de la nier serait de céder au jugement de Chateaubriand. Dans la biographie de Napoléon, passionnée, polémique, souverainement intelligente, qu'il a insérée dans le texte de ses « Mémoires », l'ancien opposant à l'Empire, qui pourtant n'a cessé d'être fasciné par le grand homme, même à l'époque où il lui résistait, paraît avoir écrit une réfutation en forme, et par endroits singulièrement convaincante, des thèses du « Mémorial ». « *La Révolution qui était la nourrice de Napoléon, écrit Chateaubriand, ne tarda pas à lui apparaître comme une ennemie et il ne cessa de la battre* ».

L'auteur des « Mémoires d'outre-tombe » se souvient ici du mot de Montaigne sur les enfants bien nourris qui battent leur nourrice. Et en effet Napoléon doit tout à la Révolution : il n'aurait rien été sans la destruction des anciennes hiérarchies, le bouleversement des mœurs publiques, ce mélange d'angoisse et d'espérance dans l'opinion, toutes choses qui donnaient tant de chances à l'ambition créatrice des hommes neufs. La Révolution en effet a suscité une prodigieuse explosion de patriotisme, capital moral qui devait permettre à l'Empire de s'identifier avec une France régénérée, chef de file et modèle pour toutes les autres nations. Une certaine forme d'orgueil national, que Napoléon organisera et symbolisera, ne fait-elle pas de l'époque révolutionnaire la préface prédestinée des temps consulaires et impériaux ? A la Révolution, Napoléon empruntera enfin et surtout le langage et les images, la flamme et le style d'une rhétorique de la liberté dont il s'est servi habilement pour ouvrir à ses armées, par sa propagande, les routes de l'Europe, et dont il use magistralement, on l'a vu plus haut, dans le « Mémorial » — ce somptueux chant du départ de sa propre légende. Oui, Chateaubriand a raison lorsqu'il fait de la Révolution la mère nourricière de Napoléon.

Il n'a pas tort non plus lorsqu'il ajoute que Napoléon a nié et renié ses origines révolutionnaires. La liberté a été pour lui rhétorique brillamment utili-

sée mais non pas conviction et foi. Parce qu'il a pourchassé comme contre-révolutionnaires et antipatriotiques toute parole et tout écrit contestataires de sa politique, Napoléon s'est comporté, une fois installé au suprême sommet, en ennemi des libertés de l'esprit et des libertés publiques : « *Un moucheron qui volait sans son ordre était, écrit Chateaubriand, un insecte révolté* ». Aussi ne faut-il pas s'étonner qu'il ait régenté jusqu'au catéchisme et pensé faire du Pape le grand aumônier de l'Empire. Si la Révolution est la mise en question de tout despotisme au nom de la liberté, Napoléon, comme vient de dire Chateaubriand, l'a traitée en ennemie. Et c'est encore Chateaubriand qui trouvera la formule la plus percutante. Napoléon n'a nullement été, comme il s'est efforcé de le faire croire : « *un tribun déguisé en tyran* », et c'est peut-être la même formule inversée qui ferait la plus infamante pancarte pour un pilori : un tyran déguisé en tribun.

Le jugement de ce royaliste libéral qu'était Chateaubriand est l'un des premiers anneaux de cette longue chaîne de condamnations que le libéralisme politique sous toutes ses formes, légitimiste, orléaniste, républicain a prononcées contre le bonapartisme, identifié dès lors avec un césarisme qui, comme à nuée, l'éclair, porte en lui l'oppression et la guerre. Le Second Empire, qui n'a pu occuper dans notre histoire une durée presque double de celle du Premier Empire que grâce à la persistance, sous deux monarchies et une république, des nostalgies et des espérances que signifiait dans l'esprit public le seul nom de Napoléon, a paru porter ensuite par l'équivoque de son commencement et le désastre de son terme, un coup fatal à l'interprétation révolutionnaire et progressiste du bonapartisme. Tout s'est passé comme si la légende se démythifiait elle-même en devenant histoire réellement vécue et subie. Le Dix-Huit Brumaire trouvait dans le Deux-Décembre et Waterloo dans Sedan leurs définitives et décisives vérités. Les fondateurs de la Troisième République avaient été de virulents opposants à l'Empire, et la République, si belle sous l'Empire, devait se définir pour eux comme l'antithèse, terme à terme, du césarisme et du pouvoir personnel, pour user d'une expression qui devait beaucoup servir.

L'itinéraire d'un Victor Hugo est ici, plus encore qu'ailleurs, un « écho sonore » de l'évolution de la conscience politique française à l'égard des souvenirs bonapartistes. Le poète, sous la monarchie bourgeoise de Louis-Philippe proclamait en défi à une période trop prosaïque : « Je garde le trésor des gloires de l'Empire » ; il était alors un bon témoin du culte que le petit peuple gardait à la mémoire de l'empereur : un « regard jeté dans une mansarde » découvre dans la pauvre chambre, comme la part de rêve et pour la sauvegarde d'une enfant innocente :

« *Entre la bonne vierge et le buis de l'année  
Quatre épingles au mur fixant Napoléon.* »

Passant à l'autre pôle, apocalyptique, de son inspiration, le même Victor Hugo, dans une vision de Paris en ruines après des millénaires d'histoires et livré à la solitude « des joncs murmurants et penchés » aux rives de la Seine, ne laissait subsister comme signes ayant encore figure et sens et parmi des pierres redevenues cailloux et poussières, outre les deux tours qui avaient été Notre-Dame, le pilier de la colonne Vendôme et l'arche de l'Arc de Triomphe — c'est-à-dire l'empreinte napoléonienne sur Paris, seule digne de résister victorieusement, à côté de la marque chrétienne, à la fatalité destructrice du temps. Survient le neveu, qui à l'imitation de l'oncle fait sortir par une sorte de prestidigitation politique un Empire d'une République. Et c'est le retournement célèbre de

l'auteur des « Châtiments », adversaire irréconciliable du deuxième Bonaparte (« Et s'il n'en reste qu'un, je serai celui-là »). Dans la longue fresque épique qu'est « l'Expiation » et dont le fameux « Waterloo » fait seulement un épisode, Victor Hugo montrera le premier Bonaparte, poursuivi de malheur en malheur jusqu'à sa mort et après sa mort par une justice vengeresse d'un forfait inexpiable, dont on saura à la fin qu'il s'agit du coup d'Etat du 18 brumaire. Inexpiable, s'il n'y avait eu en fin de compte cette utilisation profanatrice et caricaturale de son nom et de sa gloire par le Second Empire, punition enfin exactement ajustée à un crime dont Victor Hugo, avant d'être instruit par le deux décembre, avait paru ignorer l'horreur. Selon Hugo, et Marx vers la même époque trouvera des formules parallèles, l'affligeante bouffonnerie du Second Empire est d'autant plus cruelle pour le Premier Empire qu'elle est la répétition sur un mode dégradé du tragique initial. Mais alors faut-il dire que la comédie dévoile la vérité de la tragédie dont elle est la parodie ? De telles catégories à la fois esthétiques et politiques, bien qu'utilisées par Marx, ne font guère appel aux concepts marxistes, mais elles soulignent une sorte de grandeur dans le bonapartisme initial ; ce n'est qu'au moment où il projette son ombre dans l'histoire future que le héros ambigu dévoile ce qu'il y avait en lui de malfaisant ; c'est le double qui incontestablement fait figure de diable et de pauvre diable ; l'original ne s'en trouve pourtant pas complètement démythifié et disqualifié, puisqu'il y a entre lui et sa triste similitude la distance qui sépare le tragique du comique. Comme si au moment de l'histoire où l'antibonapartisme se fait le plus lucide et le plus aigu, un je ne sais quoi résistait dans le premier Bonaparte à l'entreprise de disqualification du bonapartisme. Mais lorsqu'en 1871, les communards abattirent la colonne Vendôme, ils étaient insensibles à la nuance, ne distinguaient plus entre Napoléon le grand et Napoléon le petit et, saccageant les illusions de jeunesse du vieil Hugo, rejetaient et, semblait-il définitivement, tous les bonapartismes du côté de la pire droite.

## LE BONAPARTISME APRES LES BONAPARTE

Après 1871, les survivants du bonapartisme du Second Empire paraissent confirmer cette sorte de jugement de l'histoire en ne jouant plus qu'un rôle d'appoint dans les troupes d'une droite traditionnelle figée dans la contestation de la Troisième République. Pourtant la cause n'est nullement entendue, car le propre du bonapartisme est de se manifester tenacement dans notre histoire par des résurgences et des transpositions qui prouvent que le courant, même invisible et refoulé ne saurait être jamais considéré comme tari ou aboli. L'aventure boulangiste a pu tourner court, mais son succès, pour précaire et provisoire qu'il ait été, a du moins montré la persistance de quelques thèmes du bonapartisme originel dans la conscience ou l'inconscient politique des Français : appel direct à la souveraineté du peuple contre les oligarchies parlementaires, projet révisionniste dans un sens autoritaire, populaire, consulaire d'une République, trop vite abâtardie et enlisée dans les jeux des factions, exaltation d'un patriotisme blessé dans sa fierté par l'annexion récente de deux provinces françaises et provoqué à répondre comme il convenait aux entreprises outrepassées d'autrui, prestige d'un homme empanaché de tricolore et dont l'éclat — réalité ou faux-semblant — tranche sur le contexte

de mœurs politiques ternes et fatiguées, autant de thèmes dont il convient de remarquer qu'ils font éclater l'opposition de la droite et de la gauche, d'autant mieux que quelques-uns des premiers boulangistes venaient d'un radicalisme qui était alors, sur l'éventail politique, une gauche singulièrement accentuée, en vive contestation de l'opportunisme régnant. Mais si le deuxième empereur n'était que la médiocre copie du premier Napoléon, le général Boulanger ne fut au total que le reflet falot des ombres antérieures, grandes ou petites ; le mouvement qu'il avait déclenché ne tarda pas à avorter et à être récupéré par l'opposition de droite, la République cette fois désamorça sans beaucoup de mal les velléités d'un troisième brumaire. Si bien que le boulangisme d'une part revivifiait fugitivement un bonapartisme qui n'était pas aussi mort que l'avaient cru royalistes et républicains, mais d'autre part il paraissait le restituer rapidement et efficacement à sa vérité césarienne et antirépublicaine, celle du vieux Larousse : « Bonaparte, général républicain ; mort le 18 brumaire ».

La cause n'était pourtant pas entendue ; il semble en effet qu'il soit dans le destin du bonapartisme qu'il n'y ait pas pour lui de jugement dernier et que son procès toujours recommencé laisse en suspens les dernières conclusions. Le XX<sup>ème</sup> siècle a connu des formes multiples de césarisme moderne dont il est permis de se demander si Napoléon n'en a pas inventé le modèle — largement imité, parce qu'il est toujours imitable pour peu que s'y prête un contexte révolutionnaire. Les mouvements fascistes et fascisants, qui se manifestent en Europe, dans la première moitié du siècle entre les deux guerres mondiales, mettent en question la démocratie bourgeoise et parlementaire, exaltent les nationalismes, hissent sur le pavois un chef assidument soutenu par les acclamations populaires et dont la volonté ne saurait être qu'infaillible puisqu'elle est en accord avec l'instinct profond de la nation — tous ces traits ne sont pas sans rappeler les origines, les principes et la pratique du bonapartisme. La manière dont en Union soviétique le despotisme stalinien (quel bel exemple de « tyran déguisé en tribun » fait un Staline) est sorti de la révolution bolchéviste n'est pas sans analogie avec la genèse du premier bonapartisme. Il ne faut cependant pas croire que les outrances du fascisme, les abominations nazies, les crimes de Staline permettent de rédiger la sentence dernière de l'histoire sur un bonapartisme, ramené au césarisme napoléonien et dont la composante démoniaque, isolée et poussée au-delà de toute limite dans les diverses formes de fascisme et de totalitarisme, aurait ainsi fait la preuve de sa fatalité de malfeasance. Car l'échec d'une contrefaçon malhonnête n'est pas un argument suffisant contre la valeur de la marque authentique, et il y a sans doute des différences spécifiques entre les totalitarismes du XX<sup>e</sup> siècle et le bonapartisme du XIX<sup>e</sup> siècle, lequel ne fut jamais raciste et faisait dater de la proclamation des Droits de l'Homme le commencement de la régénération du monde. Napoléon n'est pas Hitler. Et ce qui est plus évident encore, s'il se peut, Hitler n'est pas Napoléon...

C'est en France même que la survivance du bonapartisme et son aptitude à des renouvellements imprévus font un phénomène politique incontestable. Entre les deux guerres, les Ligues, ou du moins certaines d'entre elles, avaient quelque chose de bonapartiste. Et le gaullisme de notre temps, qui est tout autre chose qu'un fascisme, qui est né dans le combat et un combat sans compromis possible contre les totalitarismes, n'est pas sans avoir renouvelé, actualisé et peut-être approfondi et modernisé un certain nombre de thèmes doctrinaux du bonapartisme : la volonté de fortifier l'Etat et pour ainsi dire de le reconstruire à neuf après une période de confusion et de faiblesse, d'une part en dotant cet Etat d'institutions stables et d'autre part en identifiant cet Etat avec la gloire

#### *Un César qui se fait Roi.*

d'un grand nom, et c'est tout le propos de l'an VIII et du passage en 1958 de la IV<sup>e</sup> à la V<sup>e</sup> République ; ou encore la défiance systématique, érigée en méthode de gouvernement, à l'égard des corps intermédiaires, accusés ou soupçonnés de reconstituer sans cesse des aristocraties et des féodalités usurpatrices de la souveraineté populaire et dangereuses pour l'autorité de l'Etat ; ou enfin — et telle est la politique extérieure des Bonaparte et de Charles de Gaulle, la mise en œuvre au-delà de nos frontières d'un principe des nationalités, décolonisateur et libérateur des peuples. Si bien que le gaullisme pourrait bien être considéré comme une reprise créatrice d'un bonapartisme repensé, guéri de quelques démesures conjoncturelles, adapté aux réalités et aux nécessités du siècle, mais qui garderait bonne mémoire, pour en tirer utile parti, de son originelle vertu. Il s'agit, bien sûr, du gaullisme du général de Gaulle. Quant au gaullisme des successeurs, il ne doit pas être interdit de se demander si ces vrais ou faux héritiers, prenant leur temps et sans faire de bruit, ne sont pas en train de débonapartiser l'héritage : mais alors, si est juste l'hypothèse qui fait du gaullisme authentique un avatar du bonapartisme, ce néo-gaullisme n'est plus qu'un semblant de gaullisme, et la marchandise changée, il faudrait bien, un jour ou l'autre, changer le pavillon. Lorsque la République devient démocratique, les possibilités bonapartistes ne sont pas éliminées

pour autant, nous avons assez vu que le bonapartisme avait la vie dure, mais du moins la place de ce qui en resterait serait dans l'opposition.

## UN ENORME FAIT POLEMIQUE

Les analyses précédentes équivalent à une phénoménologie sommaire du bonapartisme. Or comme phénomène politique, le bonapartisme résiste à toute excès systématique, et il est la croix éprouvante de la politologie. Lorsque Napoléon se faisait le philosophe du bonapartisme, il tentait en fait de conjuguer comme il pouvait plusieurs interprétations de sa propre carrière politique, comme s'il n'arrivait pas lui-même à la comprendre complètement : «achever la révolution» la formule a deux sens : l'un révolutionnaire, l'autre contre-révolutionnaire. Les arguments pour l'une et l'autre hypothèse se trouvent dans le «Mémorial» ; le choix entre les deux défigurait le bonapartisme ; et la synthèse se dérobe qui satisferait l'esprit. Le bonapartisme déconcerte non seulement l'intelligence conceptuelle mais aussi le jugement moral : comment l'exalter sans avoir mauvaise conscience en songeant à la marée de malheurs, flammes, sang et haines, qu'a soulevée l'astre napoléonien pour en recouvrir l'Europe, de Madrid à Moscou ? et inversement les adversaires les plus décidés du bonapartisme, de Chateaubriand au dernier Hugo, ne peuvent lui dénier quelque noyau de valeur et de grandeur. Au total ni la réduction du bonapartisme à des lieux communs politiques familiers, ni sa disqualification par des raisons d'ordre moral, ne peuvent jamais aboutir que très partiellement. L'énigme soupçonnée au début de notre réflexion subsiste toujours et pourrait bien révéler, dans le bonapartisme une sorte d'irrationnel qu'il est possible de situer et de cerner, mais non pas de raturer ou de dissoudre : si on désembrouille quelques fils, on n'arrivera pas au bout de l'écheveau. Mais ce demi-échec est significatif et devrait susciter par un choc en retour une inquiétude de la pensée politique. Ce sont, disait Bachelard, les faits polémiques, qualifiés d'abord d'aberrations ou d'illusions, qui ont permis à la science, ainsi provoquée de remettre en question ses systèmes d'explication et de se repenser elle-même pour tenter de conceptualiser l'apparemment inconcevable. Or, phénoménologiquement considéré, le bonapartisme est à l'égard de toute pensée politique un énorme fait polémique que nos sciences politiques ont du mal à assimiler.

Se demander si, en fin de compte, le bonapartisme est à gauche ou à droite, est un faux problème et qui montre bien que, savantes ou communes, les catégories de gauche ou de droite se révèlent d'une insuffisance grossière lorsqu'on les porte à l'absolu alors qu'il faudrait les dialectiser et les relativiser. Soit un exemple qui semble nous éloigner de Bonaparte et qui, cependant, nous fait rencontrer le problème même de Napoléon. Une certaine gauche honore Brutus, assassin de l'assassin de la liberté. Mais si, héros d'un parti populaire et capable de penser universellement et impérialement le monde en menant la guerre contre les étroitesse de caste et les frontières des cités, César est tombé victime d'un complot aristocratique (car un Brutus et un Cassius confondaient la République et les privilèges sénatoriaux), l'événement n'est pas tellement différent de la catastrophe de Napoléon, due à la conjuration des rois défendants leurs trônes ébranlés par la grande secousse révolutionnaire. Mais alors César et Napoléon deviennent les véritables hommes de gauche et dans tous les sens, aussi bien positiviste que métaphysique

de ce mot de «gauche», les amis du peuple, les agents du progrès et les élus de l'histoire.

On oserait dire de César à Napoléon, une certaine forme de césarisme désintègre l'antithèse idéologique de la droite et de la gauche, passant à gauche dès qu'on le croit à droite, allant à droite dès qu'on l'imagine à gauche. Cette sorte de renversement dialectique est le bonapartisme même ; on le décèle aisément dans le gaullisme du général de Gaulle. Et il n'est pas sans signification qu'une analyse du phénomène communiste à partir des concepts de droite et de gauche aboutisse au même résultat : comment le communisme ne serait-il pas à l'extrême de la gauche puisqu'il détruit les hiérarchies traditionnelles et institue une forme assez radicale d'égalitarisme, mais du même coup il se situe à l'extrême droite en portant à l'absolu l'autorité politique et en créant, indentifiée, avec l'Etat et incontestable comme lui, une néo-aristocratie, bureaucratique, technocratique, idéologique.

Dira-t-on que si les catégories de droite et de gauche s'appliquent mal au bonapartisme, c'est que Napoléon était au fond un homme du centre, refusant les idéologies ennemies au nom d'une certaine forme d'opportunisme organisateur auquel la France devrait le Code Civil ou le Concordat ? Et il est vrai que dans l'épisode le moins discuté de sa carrière, en ces années consulaires où, entre Marengo et Austerlitz, il avait fermé le temple de Janus et était en passe d'en finir avec la guerre comme il était en train de terminer la révolution, Bonaparte a paru se comporter en homme du centre, ennemi à la fois de la gauche jacobine et de la droite royaliste, réparant, par sa politique à l'égard des émigrés et de l'Eglise, les excès d'une révolution persécutrice, qui constituait en état d'indignité civique une vaste part de la nation, mais consolidant les conquêtes de la révolution, notamment en proclamant irrévocable la vente des biens nationaux, en instituant une égalité juridique, laquelle en fait était favorable aux récentes notabilités de l'ordre nouveau. Ne pourrait-on pas alors appeler centrisme cette politique d'apaisement et de réconciliation qui serait la vérité du bonapartisme, son moment de grâce historique, trop vite dégradée par des démesures césariennes lorsque Bonaparte devient Napoléon ?

Illusion, car Bonaparte a une manière césarienne et déjà napoléonienne de pratiquer le juste milieu. S'il a besoin de faire collaborer à une régénération de la France — qui sera en fait une réorganisation autoritaire et centralisatrice —, aussi bien une gauche de jacobins assagis qu'une droite de royalistes résignés au fait accompli, il parlera aux uns et aux autres un langage d'ultimatum, mettant les ex-terroristes et les ex-chouans devant l'alternative ou de se rallier sans condition à la légalité consulaire et à sa personne, ou d'être traités en ennemis et réduits à une opposition qui sera trahison. Qui n'est pas d'accord avec l'idée que Bonaparte se fait de la France ne saurait être un bon Français. Cette sorte d'intolérance, qui excluant tout pluralisme de la République, la constitue déjà en Empire, césarise même la modération et le centrisme.

La vérité est que le bonapartisme ne se situe pas au centre, entre la droite et la gauche, pas plus qu'au-delà de la droite et de la gauche dans un espace qui serait alors politiquement irréel. Le bonapartisme plus qu'une politique pourrait bien être la politique à l'état pur et capable, car rien n'est plus dévorant que la pureté, d'assimiler et de prendre à son compte toutes les politiques. Comment le situer ici ou là alors qu'il occupe tout l'espace ? Le bonapartisme est partout, à gauche, à droite, voire d'aventure au centre, mais il donne à ces politiques — dont il n'abolit pas les contradictions réciproques — un je ne sais quoi de flamboyant, de rigoureux, d'extrême, bref de romantique, qui tranche avec les formes classiques de la gauche et de la droite.

*Le Napoléon du peuple : « Grenadier, ne te donne pas tant de mal, je suis au milieu du peuple ».*

La gauche ? Napoléon empereur est le plus révolutionnaire des Français — qui, labourés d'épreuves aspirent au repos ; plus révolutionnaire certes que ces anciens conventionnels, comblés par lui d'honneurs et qui le trahiront, parce que regardant en eux-mêmes ce qu'ils sont devenus, ils ne peuvent plus croire à la révolution et se seront trahis eux-mêmes ; lui au contraire, s'il s'obstine dans la guerre aux rois, s'il ne s'arrête jamais de risquer et d'entreprendre, jusqu'à la folie des Cent-Jours, c'est que l'inaïpaisable génie de la Révolution, éteint ailleurs, continue de brûler en lui.

La droite ? Lorsque ce révolutionnaire, se jetant à l'extrémité opposée, réinvente une monarchie, il ne va pas tenter pauvrement de vitaliser les débris du proche ancien régime ; sa mémoire plonge dans une tradition politique plus antique parce qu'elle est originelle : l'idée de l'Empire qu'il va vivifier lui vient de Charlemagne, mais plus loin encore de la Rome des Césars ; et obligeant le souverain pontife à venir le sacrer dans sa capitale à Paris, il aura une manière toute romaine et césarienne de renouveler Charlemagne, de signifier que la grandeur humaine est premièrement politique et que lorsque la politique est devenue la grande politique, le religieux n'a d'autre fonction que de la servir en lui apportant le faste d'un décor et l'efficacité d'un instrument. Toute l'inquiétude de la révolution, mais aussi toute la profondeur de la tradition. L'historien Albert Vandal disait de Napoléon qu'il avait « l'instinct monarchique et l'imagination républicaine ». Il faut en effet des vents accourus de tous les horizons pour composer cet

ouragan, le bonapartisme. D'où ses contradictions internes.

## LE GENIE DE LA POLITIQUE

Que le bonapartisme soit le rendez-vous de multiples politiques, qu'il les retrouve ou les réinvente chacune dans leur élan premier et en les portant toutes à un point extrême de virulence et d'agressivité, cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas en lui un axe bien déterminé et des constantes très fermes. Il n'est pas de politique qui ne soit polémique, et le bonapartisme a toujours cherché et donc toujours trouvé deux ennemis avec lesquels il ne compose jamais, le féodalisme et le cléricalisme, et c'est la permanence et la vigueur de ce double antagonisme qui font sa caractéristique la plus visible. Si le bonapartisme est un et cohérent, c'est plus par ce qu'il combat, qui est la même intolérable menace, que par ce qu'il contient, qui est divers et contrasté.

La polémique contre les féodalités est un trait commun à tous les bonapartismes. Dans le « Mémorial », le mot d'« aristocrate » a un sens aussi violemment péjoratif que celui qu'il pouvait prendre dans les discours de Saint-Just ou de Robespierre. Et il ne s'agit pas d'une survivance de la rhétorique révolutionnaire, mais d'un point capital de doctrine. La féodalité se définit comme une confusion systématiquement entretenue de la société civile et de la société politique ; des corps intermédiaires s'y arrogent une part de la

puissance publique ; dans l'ancien régime, le prince n'est que le premier des féodaux, le droit privé d'une famille se confondant avec la loi fondamentale de l'Etat. Fidèle à l'inspiration de Rousseau et du « Contrat Social », le bonapartisme a toujours professé qu'il n'est qu'une souveraineté, celle dont le principe est dans le peuple et dont l'exercice appartient exclusivement à l'Etat, et par là il assume l'héritage de la révolution, qui fut heureusement fatale aux « droits féodaux », aux privilèges nobiliaires et corporatifs, bref à cette usurpation aristocratique qui dépouille le peuple, paralyse et humilie l'Etat. Le Code napoléonien, en distinguant avec la netteté que l'on sait, la propriété qui est privée et l'autorité politique qui est publique, inscrit dans le droit la défaite du féodalisme. Combat à toujours recommencer puisque le mal est sans cesse renaissant. Ainsi les représentations parlementaires, créant une autre forme de corps intermédiaire, qui est à la fois dans l'Etat et hors de l'Etat, tendent elles aussi à se substituer au peuple qu'elles prétendent représenter et à confisquer l'Etat en se subordonnant l'exécutif, c'est-à-dire à reconstituer une nouvelle sorte de féodalité ; d'où dans l'histoire de nos régimes représentatifs des crises de révisionnisme typiquement bonapartistes, avec les mots d'ordre de l'appel au peuple et du plébiscite, de la démocratie directe et du référendum. Et en dénonçant le pouvoir des « monopoles » et d'une féodalité bourgeoise qui entreprend sur le droit fondamental du peuple et tend à accaparer l'Etat, le communisme contemporain retrouve, aisément reconnaissable, sous le langage opportuniste et scolastique de la lutte sociale, les plus profondes et plus réelles motivations politiques du combat bonapartiste contre les « aristocrates », éternels ennemis et du peuple et de l'Etat.

Le bonapartisme est anticlérical — au sens rigoureux du mot, parce qu'il refuse à tous les clercs, les clercs d'Eglise d'abord, mais aussi les clercs du siècle, les idéologues comme on disait au temps de Bonaparte, les intellectuels comme on dirait aujourd'hui, le droit d'exercer, sans l'aveu du peuple et des pouvoirs publics, une intolérable magistrature publique et de prétendre ainsi, alors qu'ils sont sans responsabilité politique, régenter l'opinion et peser sur l'Etat. Ce cléralisme, tel qu'on vient de le définir, est une autre forme de l'usurpation aristocratique. C'était le propre de la société d'avant les lumières, mais en cela, elle rétrogradait en deçà de la civilisation antique, que d'avoir dans l'obscurantisme du Moyen Age toléré, aux côtés d'un pouvoir temporel, un pouvoir spirituel qui était une provocation permanente à l'ingérence des clercs dans les affaires publiques. Il importe selon les formules mêmes de Rousseau, inspirées de l'exemplaire pratique romaine (et ici encore la Révolution et Napoléon ont ressuscité et modernisé Rome) de « réunir les deux têtes de l'aigle », car le pouvoir politique n'est en accord avec sa propre vérité que s'il est un et indivisible. La lutte contre le danger clérical devient alors un devoir de l'Etat qui ne peut, s'il entend être l'Etat, laisser se constituer en dehors de lui un pouvoir des clercs. Le péril vient de ce que le clerc est porté par sa nature même à la métaphysique c'est-à-dire à une idéologie de négation et d'abstraction (et s'il se proclame anticlérical il est pareillement clérical puisqu'il a ses absolus et prétend les imposer à l'Etat), idéologie qui le porte à s'ériger en pouvoir contestataire du pouvoir. Or, dans un Etat régénéré par les lumières et qui place une nation à la pointe du progrès, la contestation ne saurait être que réactionnaire ou contre-révolutionnaire et le clerc, à qui il sera interdit de faire douter un peuple de lui-même et d'ébranler l'Etat, pourra s'employer patriotiquement à commémorer par le tableau ou le poème, les cérémonies et les exploits publics, à célébrer les héros de la guerre et du travail, à rédiger des catéchismes pour le peuple. On sait que cette leçon du bonapartisme a été retenue par

les Etats communistes qui savent bien tout ce qu'il entre de cléralisme et donc de menace pour la puissance publique dans ce que les idéologies bourgeoises appellent liberté de pensée ou liberté d'expression — comme s'il pouvait y avoir de liberté réelle en dehors de l'adhésion à la vérité politique, modèle et mesure de toute vérité.

## LE PROMETHEE DE LA POLITIQUE

Peut-être touchons-nous, au terme de trop longs circuits, à ce qui est le centre et le nœud du bonapartisme. Son antiféodalisme et son anticléricalisme (1) relèvent de la même intention fondamentale, donner à la politique, sa radicale autonomie et son entière dignité, car le peuple et l'Etat, ou plutôt le peuple constitué en nation par l'Etat, sont des réalités et des valeurs exactement souveraines, irréductibles à toutes les autres et qui ne sauraient se subordonner à des régulations étrangères et supérieures. Dans le monde moderne, devait dire Napoléon, le destin s'appelle la politique. Mot profond dans lequel pourrait bien se rassembler la philosophie du bonapartisme, car le destin est la totalité qui apporte sens et qui requiert de l'homme, bon gré, mal gré, adhésion et sacrifice. Napoléon annonce le temps où la politique, libérée des vieilles contraintes, serait à elle seule religion et morale, donnant aux hommes une exaltation unique qui les sauve des platitudes et des mécaniques auxquelles les vouerait l'ordinaire ennui de vivre. C'est ce que déjà voulait dire le mot célèbre de Saint-Just sur « l'idée de bonheur neuve en Europe » — car ce bonheur n'emprunte rien aux fadeurs de l'existence privée, on l'invente et on le répand par une politique devenue missionnaire et en train de régénérer le monde par la vertu civique et le service de la nation ; la gloire de l'existence publique libérée, voilà ce bonheur révolutionnaire, bonheur non encore éprouvé, sauf peut-être dans la cité antique, et dont fait état, à l'ouverture de la « Chartreuse de Parme » le morceau de bravoure décrivant « la masse de bonheur et de plaisir » qui fit irruption en Lombardie et notamment à Milan en 1796 avec l'armée de Bonaparte. Stendhal a admirablement compris de quelle révélation inouïe était porteur ce général en chef de 27 ans : « On vit, écrit-il, que pour être heureux, après des siècles de sensations affadissantes, il fallait aimer la patrie d'un amour réel et chercher des actions héroïques. » Le bonheur par la passion politique qui fait la grandeur de l'homme, tel est le contenu du message, mais bonheur tragique qui ne perd pas son éclat et qui atteint même à une suprême tension lorsque le messie ou plutôt le titan se trouve foudroyé. Un cri de Napoléon à Sainte-Hélène, rapporté dans le « Mémorial » apporte un bon contrepoint à la nostalgie stendhalienne d'un bonheur républicain : « Nous luttons ici contre l'oppression des dieux et les vœux des nations sont pour nous. » Napoléon se prend pour Prométhée — le Prométhée de la politique et du salut par la politique.

Nous sommes proches du centre de l'énigme, sans en avoir trouvé complètement le mot. Napoléon, après la Révolution, a voulu apporter la raison — la raison

(1) Il aurait fallu ajouter « son antiféminisme » car la politique pour le bonapartisme est essentiellement virile dans tous les sens du mot : elle est affaire d'hommes, rejoue la femme et les valeurs dites féminines dans le domaine de la vie privée, cherche des modèles d'autorité et des métaphores « opératives » dans le monde masculin du labeur et de la guerre. Sur ce point aussi les analogies sont aussi éclatantes que peu remarquées entre le bonapartisme d'hier et le communisme d'aujourd'hui.

du XVIII<sup>e</sup> siècle — dans l'ordre de la politique, et ce propos de rationalisation débouche sur d'étranges irrationalités dont l'une des moins médiocres sera le prestige fascinant du chef. On a fait confiance aux lumières du siècle, on a galopé avec les philosophes en croupe, vers un avenir radieux, et voici que du fond de l'horizon accourent à la rencontre de la chevauchée libératrice, opaques et cruels, les phantasmes d'un antique passé, les dieux et les titans, la tragédie et le destin. Tout se passe pour la raison politique comme si, lorsqu'elle prétend être toute la raison et s'enfle jusqu'à se vouloir messianique, elle entraine en convulsion, délirait et se perdait dans l'ombre des mythes. Les contradictions de la révolution française et les contradictions napoléoniennes sont une même suite d'irrationalités qui ont leur source dans le même vertige d'une raison politique qui s'absolutise et se sacralise. L'énumération en est accablante et pourrait indéfiniment se démultiplier : les droits de l'homme et la loi des suspects, l'amitié civique et la terreur, l'annonce d'un âge de réconciliation d'homme à homme, de peuple à peuple, et le redoublement de l'escalade belliqueuse, la guerre civile prenant l'amplitude d'une guerre étrangère et la guerre étrangère l'horreur intime d'une guerre civile : l'égalité de tous les hommes et, haussé sur le pavois, le guide prédestiné ; les lumières ayant enfin raison de la superstition comme du fanatisme et le surgissement de divinités mille fois plus intolérantes, on veut dire : la nation devenue déesse et friande de sacrifices humains (on lui immolera les pires et les meilleurs les traîtres sur les échafauds, et les héros du champ d'honneur), ou encore la raison d'Etat païenne, romaine qui congédie toute piété et toute pitié. L'esprit humain est expert à fabriquer de beaux mythes pour couvrir, déguiser, transposer les contradictions qu'il subit sans les pouvoir dénouer. Ainsi sont nés le légendaire révolutionnaire et la légende napoléonienne.

Paradoxe de la Révolution : elle a surgi d'un prodigieux effort des hommes qui ne voulaient pas subir leur propre histoire comme un destin étranger, et cette Révolution devient elle-même tyrannie mystificatrice, se changeant en un nouveau et plus implacable destin qui, brusquement prend la figure de Napoléon. Sans doute y a-t-il eu deux révolutions dans la Révolution : l'une était personnaliste et universaliste, définissait les droits de l'homme, cherchait obscurément une insertion politique de l'inspiration chrétienne, et peut-être allait-elle découvrir avant le temps une conception démocratique de l'homme et de la société si elle n'avait été très vite refoulée, travestie, éliminée, au bénéfice d'une autre révolution, celle dont Napoléon a été le produit et le bonapartisme la vérité, celle qui a sacralisé la nation et a ouvert la voie à l'absolutisme politique en cherchant ses modèles dans Rome et la cité antique, et de la République sans démocratie qu'elle édifiait à l'Empire et au césarisme la conséquence était bonne.

Le dernier mot sur Napoléon, on le demandera à Nietzsche. L'auteur de « la Généalogie de la morale » haïssait la Révolution française dans laquelle il ne voulait voir qu'une poussée basement démocratique, le triomphe des instincts plébéiens de ressentiment, la revanche « de la Judée » — car le christianisme pour lui n'est que judaïsme — sur cette force et cette noblesse dont la Rome des Césars aurait été à l'en croire le modèle achevé. C'est alors poursuit Nietzsche, qu'« il se produisit tout à coup au milieu de ce vacarme, la chose la plus prodigieuse et la plus inattendue : l'idéal antique se dressa en personne et avec une splendeur insolite devant les yeux et la conscience de l'humanité... en face de la volonté de l'abaissement, de l'avilissement, du nivellement et de la déchéance, en face du crépuscule des hommes... Comme une dernière indication de l'autre voie, apparut Napoléon, l'homme unique et tardif si jamais il en fut, et par lui le pro-

*Le Prométhée du siècle.*

*blème incarné de l'idéal noble par excellence... Napoléon, cette synthèse de l'inhumain et du surhumain.»* (1).

On voit bien à travers ce texte les raisons, et elles sont fortes, qu'avait Napoléon d'enchanter Nietzsche lequel, sans doute parce qu'il fut l'ennemi implacable du christianisme et de la démocratie, sert aujourd'hui de figure de proue à nos vraies ou fausses avant-gardes philosophiques. On s'est appliqué au contraire ici à désenchanter le bonapartisme. C'est peut-être du même coup désenchanter la politique, s'en prendre à ce mélange de rationalité intégrale et d'irrationnel fascinant, à ce mixte « d'inhumain et de surhumain » qui fait au long de l'histoire la séduction de quelques grands animaux politiques. L'entreprise est toujours à recommencer parce qu'elle se révèle plus sérieuse que plaisante mais si elle réussissait — en théorie et en pratique — elle rendrait la politique à la prose, à l'humain, à la démocratie. Il y faudrait, outre les rigueurs d'une vigilance critique, cette sorte de foi laborieuse et austère — que méprissent les amis du destin.

Etienne BORNE ■

(1) *Généalogie de la Morale Princièrre, Dissertation, Ed. Ibid N.R.F., p. 16.*

*Les jeunes aujourd'hui : débats, discussions, contestation, communication.*

## Forum

# Les revendications des jeunes et leur mode d'expression

AVEC MONIQUE HEULINE, PIERRE BROSSON, DOMINIQUE BAUDIS, ANDRÉ LOTTIN,  
DANIEL MITRANI.

*Henri Bourbon.* — Depuis mai 68, vous, les jeunes, suscitez dans l'opinion publique des sentiments divers et contrastés qui vont de l'admiration et de l'envie à l'inquiétude et à l'irritation.

Vous êtes en permanence au cœur de l'actualité. La Presse, la radiotélévision, la littérature, le cinéma vous décrivent, vous analysent, vous courtisent...

Mais qu'êtes-vous ? Que pensez-vous ? Que voulez-vous ? C'est essentiellement à vous de le dire.

Voici donc réunis, par « France-Forum », pour répondre à ces vastes questions, des représentants de mouvements de jeunesse diversement et différemment engagés dans l'action éducative et culturelle, dans l'action syndicale, dans l'action politique et dans la vie professionnelle. Cette « Table ronde » groupe : Monique Heuline, dirigeante des Guides de France ; Pierre Bros-son, dirigeant du Centre National des Jeunes Agriculteurs ; Dominique Baudis, secrétaire général des Jeu-

nes Démocrates ; André Lottin, journaliste à « La Croix » ; Daniel Mitrani, secrétaire général adjoint des Foyers Léo Lagrange.

Mais cette confrontation se déroule devant un auditoire de jeunes, garçons et filles, qui ne resteront certainement pas passifs dans le débat et qui pourront intervenir s'ils le désirent et discuter avec les participants de la « Table ronde ». Nous avons choisi, d'un commun accord, comme thème de débat : les revendications des jeunes et leur mode d'expression. Je vous propose de l'articuler sur quatre interrogations.

### *Premier point :*

— Y a-t-il ou non conflit de générations entre les jeunes et les adolescents ? et entre les jeunes et leurs aînés ?

### *Deuxième point :*

— Quelles sont les revendications globales des jeunes ?

· *Troisième point :*

— Comment les jeunes, aujourd'hui, expriment-ils ces revendications ?

· *Quatrième point :*

— Quelle est l'attitude prospective de la jeunesse à l'égard des problèmes et des mutations de la société moderne ?

## Y A-T-IL CONFLIT DE GENERATIONS ?

Abordons la première interrogation : Y a-t-il ou non conflit de générations entre les jeunes et les adolescents, entre les jeunes et les adultes ? Si certains d'entre vous estiment qu'il y a conflit, quels sont alors les clivages sur lesquels se fonde ce conflit ? Cette question nous amènera sans doute à examiner l'attitude des jeunes d'aujourd'hui devant les idéologies, devant la conception et les méthodes de l'action politique, devant la place des hommes dans la société, devant la vie ?

*Monique Heuline.* — Je suis moins à l'aise sur la question concernant le conflit entre les jeunes et les adolescents. Ce conflit dans mon mouvement des scouts et guides n'apparaît pas directement. Ce sont les jeunes qui animent les plus jeunes, ils se situent donc comme animateurs. Je me demande si le conflit auquel vous faites allusion, n'est pas plutôt un vide qui existe entre la génération des 25 à 35 ans et celle des « 18-25 ans ». Il semble qu'il y ait un creux et que par conséquent il n'y ait pas eu de « relais » avec les générations précédentes. Par contre y a-t-il conflit entre les jeunes et les adultes ?

Les clivages sont nombreux, il y a d'abord cette absence de partage du savoir et du pouvoir dont on a beaucoup parlé en mai 68. Comment le savoir et le pouvoir sont-ils partagés ? Il y a une sorte de crainte chez les adultes envers « ces » jeunes qui peuvent prendre leur place. Les jeunes ne comprennent pas les adultes, les adultes ne reconnaissent pas les jeunes en tant que personne. Les adultes en outre sont plus lents à comprendre les mutations. Un exemple : L'Algérie était française, c'est ce qu'on leur avait dit, or l'Algérie n'est plus française, qui a aidé les adultes à faire le cheminement qu'exigeait ce changement ? Les jeunes plus aptes au changement ne saisissent pas qu'ils pourraient aider les adultes à cheminer. C'est une sorte de malentendu permanent entre des gens qui ne veulent pas se comprendre et qui ne peuvent pas se comprendre. Une sorte de déphasage.

*Pierre Brosseau.* — Les difficultés que rencontrent les jeunes de 20 à 30 ans dans leurs relations avec les aînés, viennent plutôt du fait, à mon avis, que ces jeunes saisissent concrètement les problèmes auxquels ils s'affrontent et accusent leurs aînés de ne pas être allés assez vite pour les régler. Les jeunes voient tout de suite un objectif précis qu'ils voudraient atteindre dans un délai très court. En ce qui concerne les rapports des 20-30 ans à l'égard des adolescents, je dirais que c'est le même phénomène. Les adolescents veulent aller plus vite que nous, et de temps en temps on est amené à leur dire : attention ! Nous avons donc une petite expérience. Si la remise en cause qu'ils font peut-être enrichissement, il ne faut pas pour autant

la mettre aveuglement en exergue. Je crois que le conflit se situe à ce niveau là. Question d'échéance, peut-être ? Conflit, peut-être ?

*Daniel Mitrani.* — La Fédération Léo Lagrange est un mouvement qui groupe quelques dizaines de milliers de jeunes d'inspiration socialiste, l'immense majorité des adhérents ont entre 16 et 25 ans et c'est un peu ennuyeux que ce soit quelqu'un de 37 ans qui vienne parler à cette table ronde. Mais puisque c'est moi qui étais libre ce soir... Je crois qu'il n'y a pas de conflit de génération entre jeunes et adultes, mais il y a une différence de langage. Les problèmes au fond, sont fondamentalement les mêmes, mais on ne les ressent pas de la même manière et on ne s'exprime pas de la même manière non plus. Les gens qui sont plus vieux que moi me parlent de juin 36, moi je parle aux jeunes de la guerre d'Algérie et finalement c'est autre chose qu'ils sont en train de vivre et qu'ils projettent de vivre dans les mois et les années à venir. Nous sommes un peu conservateurs en ce qui concerne les structures, en ce qui concerne le vocabulaire, alors que les jeunes inventent sans cesse de nouvelles choses, de nouvelles méthodes ; mais face aux grands choix, aux grands impératifs de vie, je ne crois pas qu'il y ait conflit et quand les structures ne sont pas trop sclérosées on se retrouve facilement sur les mêmes longueurs d'ondes.

*Henri Bourbon.* — Il me semble que jusqu'à présent, les trois réponses vont dans le sens d'une différenciation de générations plutôt que d'un véritable conflit.

*Dominique Baudis.* — Il existe effectivement un débat : Y a-t-il ou n'y a-t-il pas conflit de générations ? Ce débat a rebondi, en particulier, au lendemain des événements de mai 1968. Certains commentateurs ont estimé que le processus initial de ces événements était l'expression d'un conflit de génération. Ils fondent cette thèse sur l'observation du comportement non seulement des étudiants mais également des jeunes travailleurs au sein des entreprises au cours de cette période. A l'inverse, d'autres estiment qu'il ne s'agissait en aucun cas d'un conflit de génération. Ils affirment que la participation importante des jeunes à ces événements doit être attribuée au fait qu'ils se mobilisent plus facilement. La réalité du conflit serait alors de caractère exclusivement politique et social.

Pour ma part, je crois que la première interprétation recouvre une certaine réalité. Toute génération réagit de façon très différente des générations qui les ont précédées. Il s'agit là d'un phénomène général que l'on observe, je pense, à toute époque. Je crois, néanmoins, que la différenciation s'est accrue considérablement durant ces dernières années. Etant donné qu'il s'agit d'un phénomène de psychologie collective, il est bien évident que la mesure en est difficile. Je citerai néanmoins les résultats de deux sondages parallèles publiés par « l'Express », l'un en 1957, l'autre en 1968. A 11 ans d'intervalle, la même question est posée aux jeunes lecteurs de ce journal : « Votre génération sera-t-elle très différente de celle de vos parents ? » En 1957, 16 % des interrogés répondent « oui ». En 1968, le pourcentage de ceux qui donnent la même réponse s'élève à 92 %. Il ne s'agit pas d'un sondage effectué selon des critères parfaitement scientifiques, mais l'écart entre les deux pourcentages cités nous amène à penser qu'une évolution très nette s'est produite.

Pour ma part, je crois qu'il existe à l'heure actuelle, parmi les jeunes, une interrogation sur le fait de savoir s'ils acceptent de participer à un certain type de société.

*Henri Bourbon.* — Participer à la société ou au contraire la remettre en cause ? Le fait de dire qu'il y a une remise en cause de la société de la part des jeunes, n'implique pas un conflit de générations, tous ceux qui ont été jeunes ont remis en cause la société. Admettons que nos générations — celles des hommes de plus de quarante-cinq ans — aient échoué, cela ne signifie pas pour autant qu'elles n'ont pas désiré cette remise en cause ; nous verrons bien si vous, vous réussirez. Avant de passer la parole à André Lottin qui a réalisé une enquête pour le journal « La Croix » sur ce sujet et à qui je demanderai d'exprimer non pas simplement son opinion personnelle mais d'apporter aussi un témoignage sur les leçons de cette enquête, je voudrais vous dire que les conflits de générations — ou ce que l'on se plaît à appeler ainsi — m'apparaissent surtout provoqués par une attitude différente des jeunes devant le problème des mœurs, de la morale et du style de vie, bien sûr, mais davantage encore devant les relations entre les idées et le combat politique. Ma génération était passionnée par les idées et les idéologies, la génération suivante a été très concrète. Est-ce que les jeunes croient encore à la valeur des idées, des doctrines comme ferment, comme aliment du combat politique et social ? Est-ce que les jeunes ont la même conception que les aînés des méthodes et des buts de l'action politique ? Comment les jeunes voient-ils la place de l'homme dans la société ? Ce que vous avez dit jusque-là n'implique pas qu'il y ait un conflit de générations qui porterait sur des questions ou des options fondamentales.

*André Lottin.* — Il ne s'agit peut-être que d'une façon différente de se situer et de se définir à l'égard de problèmes importants.

*Henri Bourbon.* — Tous les jeunes, à toutes les époques, remettent en cause la société — ou devraient le faire. « C'est la fièvre de la jeunesse qui maintient le monde à sa température normale » disait Bernanos.

*André Lottin.* — Je rejoindrais assez volontiers Henri Bourbon sur sa conclusion. Je me demande si le problème actuel n'est pas plutôt une nouvelle expression historique de quelque chose qui a existé à d'autres époques, comme la Résistance, le Front Populaire. Ce qui semble apparaître d'après l'enquête menée par « La Croix » — qui, je le précise, est un sondage non scientifique, mais présente une valeur indicative intéressante — c'est une façon différente d'appréhender la société actuelle, mais qui ne remet pas profondément en cause cette société. Le conflit ou le problème se place plutôt au niveau du langage, au niveau de l'expérience plus qu'à celui des options fondamentales. Dans l'enquête que nous avons réalisée, il y a deux questions qui peuvent éclairer le débat actuel. D'une part, nous avons demandé aux jeunes s'ils se sentaient d'accord ou non avec la société actuelle. Chez les lycéens, c'est-à-dire des jeunes de 15 à 18 ans, la réponse était partagée, 40 % étaient d'accord, 48 % disaient non. Les garçons étaient plutôt en majorité contre la société actuelle et les filles en majorité pour ; mais la synthèse générale indiquait un partage. Dans la deuxième

question nous leur demandions si le terme « politique » leur semblait recouvrir la même chose chez les adultes et chez les jeunes. Là, la différence est beaucoup plus nette, 77 % des lycéens ont répondu qu'ils n'entendaient pas la même chose que les adultes par ce mot. En creusant le pourquoi de cette différence, il apparaît que le problème du langage est fondamental. Les adultes arrivent avec une expérience politique et apportent, donc, avec eux, le passé de la guerre, de la Résistance, le passé des différentes luttes de la IV<sup>e</sup> République, mais cela est totalement étranger aux jeunes et, pratiquement, cela ne les intéresse pas. Les jeunes ont tendance à poser les débats politiques en termes neufs alors que les adultes les posent en terme d'expérience. Mais le débat politique en lui-même ne semble pas tellement différent. Par contre, l'amorce d'une incompréhension plus grande apparaît dans la place que les jeunes ne trouvent pas dans la société. Là, il y a une source d'affrontement entre les jeunes et les adultes.

*Daniel Mitrani.* — On peut estimer que les jeunes remettent en cause la société, mais en constatant que cette remise en cause ce n'est pas eux qui l'ont inventée. Les jeunes qui remettent en cause la société ne « balancent » pas tous les adultes dans le même sac. Ils admettent qu'il y a depuis longtemps une remise en cause de la société, qui a commencé bien avant eux et qui continue... Mais à cette remise en cause ils trouvent de nouvelles formes qui sont celles de leur temps. Je suis persuadé qu'ils ne renient pas tout l'héritage, même s'ils pensent que l'on devrait se dépoussiérer un peu !

## REVENDEICATIONS GLOBALES DES JEUNES

*Henri Bourbon.* — Ce n'est donc qu'un dépoussiérage, et ce que vous déclarez confirme ce que j'ai cru comprendre d'après vos diverses réponses : il n'y a pas de motifs d'un conflit fondamental de générations. Il n'y a pas rupture totale. Nous passons au deuxième point qui prend la suite de ce que vient de dire André Lottin : quelles sont les revendications globales des jeunes à l'égard de la société, ce qui peut se traduire en ces termes : la jeunesse se sent-elle ou non, se veut-elle ou non intégrée dans la société actuelle ?

*Dominique Baudis.* — J'apporterai à cette question une réponse très nuancée. Je crois que le comportement des jeunes est ambigu face à cette interrogation : se sentent-ils, se veulent-ils intégrés dans la société actuelle ?

Je crois que les jeunes redoutent d'être rejetés par une société qui leur apparaît comme une société dure ; à toutes étapes de leur existence, ils se heurtent à des difficultés provenant essentiellement du fait que les structures d'accueil qui auraient dû être mises en place pour favoriser l'insertion des jeunes générations sont quasiment inexistantes : difficultés dans le domaine de l'enseignement, difficultés dans la recherche d'un emploi, d'un logement.

Pour ma part, je suis convaincu que les jeunes demeurent très sensibilisés à des questions concrètes de cet ordre. Lorsqu'une crise se produit dans l'économie, les générations nouvelles en sont toujours les premières victimes. Ceci était caractéristique lors de

la crise de l'emploi durant les dernières années, le pourcentage des chômeurs croissant beaucoup plus rapidement parmi les jeunes de 16 à 25 ans que parmi les autres classes d'âge.

Néanmoins, on observe un comportement inverse dans la mesure où, bien souvent, les jeunes redoutent leur intégration dans la société, craignant peut-être d'y perdre leur originalité, leur enthousiasme. Il existe donc une double préoccupation très contradictoire : désir d'insertion harmonieuse et, dans le même temps, crainte des conséquences d'une intégration.

*Monique Heuline.* — Bien avant le mois de mai 68, nous avons avec plusieurs mouvements de jeunesse, dont le mouvement rural de la jeunesse chrétienne qui en était le promoteur, envisagé une grande rencontre de 100.000 jeunes à Grenoble qui devait s'appeler « Zoom ». Certains d'entre vous en ont peut-être entendu parler et ce devait être bien là une explication de la revendication des jeunes par rapport à la société ; le thème était : « Même chance pour tous dans un monde en mutation ». Même chance pour tous : « la justice ». Voilà quelle est la revendication essentielle des jeunes, me semble-t-il.

Même chance pour tous sur le plan professionnel, même chance pour tous sur le plan culturel, même chance pour tous les hommes. La révolte de mai 68 a éclaté avant « Zcom », mais beaucoup d'éducateurs avaient pressenti ce besoin d'une expression de la jeunesse au travers d'un groupe. On parle d'expression, on parle de langage, je crois qu'actuellement, et c'est ce que je ressens dans mon mouvement en tout cas, il y a un besoin des jeunes de s'exprimer, de communiquer, au travers de groupes. On ne s'exprime plus tellement individuellement mais on recherche le groupe pour s'exprimer. Ce phénomène est important.

*Henri Bourbon.* — Je constate que si Dominique Baudis a donné l'impression que les jeunes se préoccupaient surtout des problèmes concrets (emploi, logement), Monique Heuline a élevé le débat en disant qu'ils se situaient dans le combat pour la justice. Je suis un peu surpris de voir que c'est la représentante d'un mouvement éducatif qui parle de problèmes de principe et de combats pour la justice et que c'est le représentant d'un mouvement politiquement engagé qui parle de problèmes concrets.

*Monique Heuline.* — Nous avons décidé de faire une recherche en 1966 à partir de « Populorum progressio » et à partir de cette étude de l'Encyclique, nous avons constaté que nous sommes tous appelés au même effort dans un monde en mutation. Donc notre préoccupation, à partir de cette recherche, a été de discerner quelles actions et quelles méthodes pouvaient s'offrir à l'action des jeunes.

*Daniel Mitrani.* — On ne peut pas distinguer entre les mouvements éducatifs et les mouvements politiques. On peut distinguer entre les mouvements « partisans » — et je ne dis pas cela au sens péjoratif puisque je suis moi-même membre d'un parti — c'est-à-dire les mouvements qui sont rattachés aux structures d'un parti ou d'un syndicat et les mouvements d'éducation plus large, mais ils sont tous porteurs d'un engagement ; et finalement le refus de tout engagement, c'est cela qui conduit aux explosions, car la caractéristique du jeune d'aujourd'hui, c'est qu'il est politisé contrai-

rement à ce que l'on dit. Il n'est pas politisé comme nous l'avons été il y a 20 ans et comme les autres l'étaient il y a 40 ans, mais il est politisé et je crois qu'il y a des exigences très fortes chez lui. Monique Heuline en a évoqué. Je crois qu'effectivement il y a d'abord le souci d'un monde « possible » y compris à l'échelle internationale, car la conscience internationale est plus forte chez les jeunes que chez les adultes... un monde où les besoins vitaux de chacun pourraient être satisfaits et où un minimum d'égalité de chance pourrait être garanti. Cette préoccupation de fond étant très fréquente chez les jeunes que nous rencontrons, ils ont un certain nombre de revendications plus précises mais qui très vite s'incluent dans une revendication globale. Comme Dominique Baudis l'a dit, ils s'aperçoivent qu'au fond, leurs problèmes, qu'il s'agisse du logement, du travail, des loisirs, de l'avenir professionnel, de la réforme de l'enseignement, ce sont des problèmes qui concernent tout le monde. Mais comme tous les groupes peu « installés », ils sont plus vulnérables. Ils se rendent parfaitement compte, par exemple, qu'en matière de chômage, s'il n'y a pas une politique globale de plein emploi ce sont les plus vulnérables, c'est-à-dire les jeunes et les immigrés qui « trinquent » le plus durement.

*Henri Bourbon.* — Ainsi les revendications des jeunes ne sont pas essentiellement des revendications spécifiques, mais elles s'inscrivent quelque peu dans les revendications des adultes.

*Pierre Brosseau.* — Notre ami Baudis a évoqué la sécurité professionnelle, sans employer les termes. C'est bien ce que revendiquent actuellement les jeunes agriculteurs. Ils reprochent aux pouvoirs publics un manque de logique dans les promesses qui sont faites et qui demeurent des promesses ou même dans les mesures qui sont prises et qui ne convergent pas toutes dans le même sens. Leurs revendications c'est la sécurité dans le travail ; quelque chose d'extrêmement important. Les agriculteurs sont très pragmatiques, s'ils veulent remettre la société en cause et s'ils la remettent c'est à partir toujours de cas concrets. Les difficultés auxquelles ils se heurtent tous les jours ne sont pas liées à une idéologie, même si une idéologie se dessine au travers de leurs revendications. Ils s'élèvent contre ceux qui freinent leurs ambitions. On pourrait citer beaucoup d'exemples, dans certains cas la bourgeoisie, propriétaire terrienne, dans d'autres les conséquences du libéralisme sur le prix de la terre ou encore la gestion d'organismes agricoles par des aînés accusés de conservatisme. Ces questions auxquelles il conviendrait d'en ajouter d'autres ont motivé en partie les manifestations qui viennent d'avoir lieu.

*André Lottin.* — Ce que je vais dire confirmera ce qui a déjà été dit. Je crois que les jeunes partent d'une constatation qui est l'instabilité de la société actuelle et cela les inquiète profondément. Ils se demandent quelle place ils pourront occuper dans cette société. Face à cela, il y a deux types de revendications. Le premier type concerne la situation que les jeunes pourront occuper dans la société. Là, on retrouve des préoccupations très matérielles, très concrètes effectivement. La profession est le premier problème qui est abordé. Eviter le chômage, trouver un emploi, une profession conforme au goût, aux aspirations de chacun, cela préoccupe énormément les jeunes dès le niveau

du lycée. Cette inquiétude de la situation à l'intérieur de la société, recouvre également le problème de la relation avec les autres. Cette société leur apparaît très individualiste et ils ne voient pas comment arriver à un échange véritable avec les autres, jeunes ou adultes d'ailleurs. De la même façon, et cela répond à ce que Brosson disait, comme ils ont le sentiment que les adultes ne connaissent pas suffisamment leurs problèmes, ils veulent, dans cette société, dès maintenant, avoir une place pour participer eux-mêmes à l'élaboration de ce qui sera le monde dans lequel ils seront adultes.

Le deuxième type de revendication concerne le sens de la société dans laquelle ils se trouvent. La société, — et cette constatation est formulée fréquemment — est matérialiste. Et cela les jeunes le récuse. Ils aspirent à un certain nombre d'idéaux et ils estiment que la société actuelle ne traduit pas ces idéaux dans les faits.

*Henri Bourbon.* — J'aimerais que vous définissiez ces idéaux. Quelle est l'attitude des jeunes devant les idées, les idéaux, les doctrines, la pensée politique ? Est-ce qu'ils s'y réfèrent, ou partent-ils essentiellement de revendications concrètes pour chercher vaguement et confusément un système ? Il m'a semblé lors des événements de mai assister à un ressourcement des idéologies, à un retour aux idées, à la recherche d'une vision globale de la société. Les jeunes ont-ils au-delà de leurs préoccupations concrètes et de revendications précises concernant le niveau de vie, l'emploi, le logement, la qualification professionnelle, la sécurité, une référence à une certaine idée de la société, de l'homme, de la liberté, des rapports entre les êtres ?

*André Lottin.* — Je crois que leurs références n'apparaissent pas d'une façon très précise. Je ne suis pas sûr que ces idéaux soient exprimés toujours avec clarté. Il y a ce que Monique Heuline rappelait tout à l'heure, un sentiment de justice. La justice qu'ils revendiquent c'est d'abord l'égalité des chances, c'est aussi une meilleure répartition des fruits de l'expansion, mais ce n'est pas seulement cela. Leurs revendications ne se placent pas simplement au niveau de leur société mais aussi à une échelle beaucoup plus vaste qui est finalement le monde. La justice ne doit pas exister simplement en France entre les travailleurs, mais également entre les pays. Le problème du Tiers monde apparaît ici nettement, il y a une volonté de solidarité très forte. Dans cet idéal recherché, on peut ajouter encore la possibilité d'épanouissement de l'homme, que la société actuelle livrée à la violence ne permet pas.

*Daniel Mitrani.* — Oui, je crois que l'idéologie est très présente chez les jeunes, plus présente peut-être que chez nous. La différence c'est qu'eux ne se contentent jamais de l'idéologie toute seule ; à chaque temps, ils veulent une mesure concrète. Ils se méfient des gens qui font des promesses, ils veulent qu'on leur montre ce que nous savons faire et ce que, eux, peuvent faire. Mais ceci dit, j'aurais presque peur qu'ils mettent de l'idéologie partout. Là je parle évidemment au nom d'un certain milieu, ce ne serait peut-être pas valable pour un autre milieu. Je suis un peu effrayé, effrayé n'est pas le mot, je devrais dire content, de voir comment des jeunes de 16-18 ans mettent de l'idéologie partout ! Je viens de faire un stage avec des jeunes qui avaient entre 19 et 20 ans, eh ! bien, pour eux il y avait une manière socialiste et une

manière capitaliste de faire un spectacle de marionnettes et si une veillée folklorique était ratée, c'était parce que l'animateur était pénétré de l'idéologie de la classe dominante ! Je crois que finalement derrière les barrières de vocabulaire, de structures mal adaptées, on retrouve au fond les grands choix entre les différents humanismes qui se partagent l'échiquier politique français.

*Henri Bourbon.* — Si je comprends bien vos valeurs sont : la justice, la solidarité, la paix, la non-violence. Les générations précédentes ont peut-être trahi ces idéaux, mais elles s'y référaient également.

*Dominique Baudis.* — Il y a un instant, j'ai peut-être mis en avant des réflexes trop négatifs. Je parlais de la crainte contradictoire que les jeunes avaient d'être mis sur le « bord de la route » et d'être embri-gadés. Je crois, néanmoins, qu'il existe des valeurs positives, des idéaux. Nous venons de parler de paix, de solidarité, du sens de la justice.

Je crois qu'effectivement ces notions sont très vivement ressenties, mais j'ai le sentiment qu'elles sont, en quelque sorte, dépassées par un concept plus général qui les recouvre toutes : le désir de responsabilité. Les jeunes y sont extrêmement sensibles car, à leurs yeux, c'est par cette responsabilité revendiquée qu'ils espèrent résoudre tout ce qui est entorse à la justice, menace contre la paix, entrave à la solidarité. Ce désir de responsabilité me paraît être beaucoup plus aigu qu'il y a quelques années. Prenons des exemples : il y a dix ans encore, les étudiants disaient : « Nous voulons, dans les établissements d'enseignement, des règlements plus libéraux » ; aujourd'hui, ils disent : « Laissez-nous élaborer nous-mêmes nos propres règlements ».

Il ne s'agit d'ailleurs pas d'un phénomène propre aux étudiants. Ce sens de la responsabilité est tout aussi sensible dans le comportement des jeunes travailleurs au sein des entreprises, des jeunes syndicalistes au sein de leurs organisations respectives. On voit très bien que la revendication chez les jeunes n'est plus tant de type quantitatif que de type qualitatif. Ce désir de responsabilité m'apparaît comme étant la caractéristique principale du comportement des générations nouvelles.

*Pierre Brosson.* — Daniel Mitrani a employé le terme de « mesure concrète ». Les jeunes aiment en effet voir concrétiser ce qu'ils souhaitent, ce qu'ils veulent. Je prendrai deux exemples qui illustrent mon information.

Le premier à propos des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural qui réalisent des transactions foncières. Les Centres départementaux de jeunes agriculteurs participent à l'administration des S.A.F.E.R. mais dans plusieurs départements ils sont allés plus loin. Ils ont constitué à l'échelon du canton un comité chargé d'indiquer à la S.A.F.E.R. lorsqu'il y avait une vente de terre, quel est parmi les acheteurs éventuels, l'agriculteur ayant le plus besoin d'agrandir son exploitation. Ceci montre bien qu'ils s'élèvent contre la situation la plus courante qui fait que le plus riche achète, agrandit son exploitation et capitalise dans certains cas.

Deuxième exemple : une coopérative. Dans un département un groupe de jeunes a constitué un conseil

d'administration de jeunes parallèle au conseil d'administration élu. Bien entendu, ce conseil n'a aucun pouvoir de décision, néanmoins il se réunit avant toute réunion du conseil d'administration de la coopérative qui lui remet la liste des questions inscrites à l'ordre du jour. Les jeunes entre eux prennent des décisions comme s'ils étaient membres élus. Un compte rendu est remis ensuite au Conseil qui en prend connaissance. Ces deux interventions ne sont pas dictées par une idéologie bien précise, cependant en les commentant j'aurais pu parler de démocratie ou de socialisme.

*Henri Bourbon.* — Justement vous allez au devant de mon observation ; j'allais vous exprimer mon étonnement de constater que parlant des revendications des jeunes et surtout les situant au niveau des idées, vous n'avez pas ou peu prononcé deux mots importants : ceux de « démocratie » et de « socialisme ».

*Daniel Mitrani.* — Excusez-moi, mais ces deux mots ont sinon été souvent prononcés, du moins ont inspiré certains propos tenus.

La démarche concrète de Brosseau je la retrouve très souvent chez les jeunes. Par exemple, ils se mettent à laver des voitures dans le cadre de la campagne contre la faim et ensuite ils découvrent la détérioration des termes de l'échange, le néo-colonialisme, etc... Bien souvent, s'ils se mettent en chemin, c'est à la suite d'un choc ressenti au niveau de la sensibilité, à la suite d'une révolte face à un fait précis... mais une fois qu'ils sont en route ils débouchent très vite sur un choix idéologique. Ce n'est pas fatalement un choix de type socialiste, mais ils finissent par se rattacher à un courant idéologique et ils le disent.

*André Lottin.* — Je me demande si le fait que les termes de démocratie et de socialisme n'aient guère été prononcés n'est pas significatif. Tout à l'heure, Henri Bourbon a parlé des idéaux que les jeunes proclament aujourd'hui. Les jeunes d'autrefois avaient, eux aussi, des idéaux semblables. Seulement les jeunes d'aujourd'hui constatent que si leurs prédécesseurs effectivement avaient des idéaux, ceux-ci ne sont pas passés dans la réalité. Or les jeunes de maintenant veulent les faire passer dans la réalité. Les adultes peuvent juger utopistes les jeunes, au contraire ils veulent ne pas échouer. D'où la volonté de mesures concrètes, comme disaient Brosseau et Mitrani. D'où la volonté aussi peut-être de ne pas vouloir employer des termes comme démocratie et socialisme qui finalement ont été beaucoup déflorés par l'histoire. Nous sommes en démocratie, or les jeunes n'ont pas de place dans cette démocratie. Ils n'ont pas la possibilité d'assumer des responsabilités effectives, ce n'est donc pas une vraie démocratie. De même pour le socialisme : tout le monde en parle ; à quelle sauce est-il ? On ne s'y retrouve plus.

*Monique Heuline.* — Un mouvement éducatif comme le mien n'a pas à promouvoir une idéologie. Il s'agit de former des gens, de les structurer, de les mettre librement devant un choix ; ce qu'il faut c'est leur permettre de choisir en connaissance de cause. Donc si l'on parlait tout de suite en terme de partis politiques, il est probable que nous ne jouerions plus le jeu et que notre mouvement éclaterait.

*Dominique Baudis.* — Effectivement, nous n'avons pas prononcé le mot de démocratie et nous avons peu prononcé le mot de socialisme. Vous noterez cependant que le terme de justice est souvent revenu dans notre débat ; la justice qui est, je crois, l'une des finalités essentielles du socialisme. Le terme de responsabilité a été cité également à maintes reprises ; la responsabilité qui est, je crois, l'une des finalités de la démocratie. Votre observation, Henri Bourbon, me paraît justifiée ; elle met en pleine lumière le fait que les jeunes attachent, à la différence de leurs aînés, plus d'importance aux objectifs qu'aux instruments.

## COMMENT LES JEUNES EXPRIMENT-ILS LEURS REVENDICATIONS ?

*Henri Bourbon.* — Je note donc que pour les jeunes Justice et Responsabilité expriment davantage que socialisme et démocratie. Quant à la réflexion d'André Lottin, à savoir que les générations précédentes avaient les mêmes idéaux mais n'avaient pas su les réaliser concrètement, j'en suis parfaitement d'accord. Nous allons passer au troisième point du débat qui a été ébauché par Dominique Baudis tout à l'heure quand il parlait de la spécificité de la revendication des jeunes, notamment dans l'action syndicale. Je voudrais que l'on aborde la question de savoir comment les jeunes expriment leurs revendications aujourd'hui, c'est-à-dire la discussion sur les types de contestations : D'un côté, nous rencontrons les fameuses thèses que l'on a vues triompher en mai 68 avec le Mouvement du 22 mars, sur la spontanéité créatrice et la révolte sauvage, reprises en ce moment par des mouvements d'extrême-gauche italiens ; de l'autre côté, un autre type de contestation ou de revendication qui se situe au niveau de formes constructives, plus élaborées et plus réfléchies.

*André Lottin.* — L'enquête de « la Croix » n'a pas porté exactement sur ce sujet. Je vais donc avancer des opinions plutôt personnelles ; je vois trois façons différentes pour les jeunes d'exprimer leurs revendications. Deux sont apparues sous-jacentes à diverses réponses données à notre enquête. La première c'est la révolte ; l'action politique, surtout sous la forme de révolte. La seconde, c'est la non-violence. Mais, tout au moins pour la première attitude, je nuancerai car, dans une certaine mesure, il me semble que l'échec de mai 68 a été assez durement ressenti. Mai 68 a été une explosion idéaliste ou utopiste assez extraordinaire en elle-même. Or, il n'en est pratiquement rien sorti. Les jeunes ont accusé le coup et ils se posent la question ; est-ce que la voie adoptée (celle de la violence) était la meilleure solution, reste-t-il une possibilité de faire quelque chose, ou bien est-on bloqué ? La deuxième attitude politique chez les jeunes engagés dans des mouvements organisés et structurés qui repoussent les surenchères de la violence et les tactiques « gauchistes » consiste à se dire : occupons le plus possible de postes pour peser sur les décisions. C'est finalement une attitude d'efficacité qu'ils recherchent ; le monde des adultes ne leur laisse pas de place, malgré tout, ils veulent prendre leur place. La troisième attitude est celle des hippies qui est finalement une attitude de contestation un peu en retrait, apparemment. On est contre la société car on ne voit pas comment chan-

ger cette société de l'intérieur. On se tient à l'écart. On peut juger qu'il s'agit d'une attitude passive, mais on peut aussi considérer que cette attitude de contestation non violente oblige la société à s'interroger sur le nombre élevé de marginaux qui refusent de s'intégrer, d'accepter l'ordre établi. Il y a donc, par là, une possibilité de peser sur l'évolution de la société.

*Pierre Brosson.* — On a parlé de spontanéité créatrice, personnellement je n'y crois pas. Je pense que les revendications doivent être formulées par des groupes organisés. Sinon la « spontanéité créatrice », à l'insu de ses promoteurs, profite toujours en fin de compte, à des mouvements puissants et organisés.

*Daniel Mitrani.* — L'attitude finale des jeunes dépend surtout de ce qu'ils ont rencontré devant eux, au départ dans la vie. C'est souvent une contestation assez positive, assez constructive, qu'on pourrait définir par la vieille formule du réformisme révolutionnaire. Au départ — je parle encore des jeunes que je fréquente, c'est-à-dire ceux de mon mouvement et des mouvements avec qui nous coopérons — presque toujours il y a une contestation, une remise en cause de la société. Leur itinéraire doit aboutir à la transformation totale, sans cependant exclure les réformes, sans exclure non plus des épreuves de force à certains moments. Alors, ou bien ils arrivent à trouver une structure qui leur permet de réaliser cette volonté de réforme révolutionnaire, ou bien ils trouvent des carcasses figées. Dans ce cas, beaucoup en viennent à la passivité ou au « hippysme » au sens que vous définissiez, c'est-à-dire à une sorte de poujadisme, ou encore à la contestation systématique, mais au départ ils ont vraiment un sens du constructif, du positif qui est assez net. Mais encore une fois, cela va dépendre de ce qu'ils rencontreront en face : nous l'avons senti au mois de mai 68 ; dans certains mouvements où il y avait un refus total de se remettre en cause de la part de ceux qui dirigeaient, ce fut l'explosion... dans les mouvements où les communications humaines étaient bonnes, il y a eu un coup d'accélérateur mais il n'y a pas eu de drame.

*Dominique Baudis.* — Durant les dernières années, nous avons connu la dichotomie classique : Jeunes organisés — Jeunes inorganisés. On sait d'ailleurs à quel point certains ministres, M. Missoffe en particulier, ont exploité ce débat pour s'en prendre aux organisations de jeunes en mettant en lumière le fait qu'elles ne regroupaient qu'une minorité et en cherchant à passer par dessus ces structures pour s'adresser directement à la masse des jeunes inorganisés. Ceci a provoqué une irritation tout à fait compréhensible des organisations de jeunesse qui sont conscientes du fait qu'elles ne regroupent qu'une minorité, mais qui, à juste titre, considèrent être des interprètes valables du comportement d'une génération. Cette attitude des pouvoirs publics fait songer à celle de l'apprenti sorcier : à vouloir affaiblir les organisations, à ne vouloir reconnaître que l'existence d'une masse de jeunes inorganisés on finit un jour par se trouver confronté à des mouvements de révolte qu'aucune structure ne peut canaliser et endiguer ; c'est bien ce qui s'est passé lors des événements du mois de mai 1968. Nous avons vu se développer des mouvements non structurés, se manifestant d'une façon violente, imprévisible et sauvage.

Depuis cette époque, on peut d'ailleurs observer au sein des entreprises ou des universités une resurgence de ce phénomène : il est fréquent qu'un licenciement, qu'un abus d'autorité provoquent une manifestation imprévisible et brutale que personne ne contrôle.

Pour ma part, je pense que ce phénomène est dangereux. Ces mouvements inorganisés et sauvages provoquent des réactions qui les dépassent très largement et qui, au niveau de la réalité, aboutissent bien souvent à des résultats diamétralement opposés. En effet, il n'y a que des organisations puissamment structurées qui soient en mesure de contrôler les phénomènes et réactions créés par ces mouvements de type sauvage. Ces organisations les exploitent dans une direction parfaitement définie à l'avance et nul ne peut prévoir sur quoi ce type de conflit peut déboucher.

Comment résoudre ce problème ? Je crois que la responsabilité des organisations quelles qu'elles soient est engagée. Il s'agit pour elles d'accepter la démocratie interne, l'ouverture vers l'extérieur afin que les jeunes, tentés par l'action politique, s'engagent délibérément dans des structures où ils trouveront des instruments de formation, des moyens de recherches et des interprètes pour leurs revendications.

*Monique Heuline.* — J'en appelle au jeune journaliste que vous êtes, André Lottin, et je vous demande : que faites-vous pour informer les gens, que faites-vous pour que les gens — et notamment les jeunes — soient mieux informés ? Que faisons-nous pour aider les jeunes à découvrir les systèmes économiques en présence, car c'est sur ce plan là qu'ils peuvent mieux prendre conscience qu'ils ont une action à mener.

*André Lottin.* — Je crois que l'enquête que nous avons faite répond à ce souci. Elle porte sur le problème des jeunes. Les jeunes qui prennent connaissance de cette enquête se sentent compris dans un ensemble, ils constatent que leurs réactions individuelles sont partagées par d'autres. Ainsi nous aidons à une prise de conscience beaucoup plus large qui peut déboucher sur des attitudes plus constructives. Pour le reste, nous sommes sans doute trop liés à l'actualité de chaque jour sans avoir toujours le souci de réaliser le lien entre les actualités quotidiennes pour que les jeunes s'y retrouvent. On rejoint d'ailleurs, dans cette perspective, un des problèmes essentiels de notre époque qui est ce problème des mutations rapides, des bouleversements de la société. Si on présente ces bouleversements de façon fragmentaire, effectivement il y a un sentiment d'inconnu, d'écrasement. Si on essaie d'analyser, de restituer les différents événements dans une perspective, les jeunes pourront peut-être trouver une attitude plus positive à l'égard des problèmes soulevés.

*Pierre Brosson.* — Le C.N.J.A. quant à lui consacre les 8 et 9/10<sup>es</sup> de ses activités à l'information et à la formation des jeunes agriculteurs, car nous estimons que pour revendiquer il faut d'abord connaître. Il est regrettable de constater que des groupes revendiquent systématiquement sans bien connaître les problèmes. Toutefois, j'admets que dans certains cas la revendication demeure le seul moyen de se faire entendre. Il faut même être dur dans la protestation revendicative.

## L'ATTITUDE PROSPECTIVE DE LA JEUNESSE

*Henri Bourbon.* — Nous allons passer à la quatrième question qui est l'attitude prospective des jeunes à l'égard de la société. La question est la suivante : Trente ans avant l'an 2000, est-ce que les jeunes ont une vision précise ou confuse de la manière dont ils pourront surmonter les contradictions et les tensions de la société. Notamment réfléchissent-ils aux aspects et aux conséquences du conflit entre l'homme et la technique, entre l'homme et la machine. Les jeunes préparent-ils un nouvel art de vivre ? Comment les jeunes pensent-ils faire face demain, lorsqu'ils seront devenus des adultes, aux aliénations nouvelles qui les menacent dans la société technicienne ? Les jeunes ont-ils conscience des périls qui se profilent à l'horizon et du combat qu'ils doivent mener ? de la manière de le mener ? des valeurs qu'il faudra défendre pour sauver la liberté de l'homme et ses chances de bonheur dans la société de l'an 2000 ?

*André Lottin.* — Nous avons posé dans notre enquête de « La Croix » une question qui rejoint un peu celle du débat : Avez-vous l'impression de jouer un rôle dans la préparation de la France de l'An 2000 ? Je vais distinguer les scolaires, c'est-à-dire les lycéens 15-18 ans, les étudiants, 18-23 ans. Au niveau des scolaires, il y a un sentiment d'impuissance assez net. Nous avons classé les réponses en trois catégories. Ceux qui répondent : non, nous n'avons pas la possibilité de préparer maintenant l'an 2000. Ceux qui répondent oui, mais de façon passive, et les oui actifs. Il y en a quand même plus du tiers qui disent non. Selon ceux-ci, la société de l'an 2000 ce n'est pas eux qui la préparent actuellement, dans la mesure où ils ne peuvent pas être écoutés, prendre leurs responsabilités. L'an 2000 est préparé par les adultes. Eux finalement subiront la société de l'An 2000 comme les adultes subissent la société actuelle. Il y a ceux, peut-être moins critiques, qui répondent qu'en l'an 2000, ils seront devenus les adultes. Donc, nécessairement, l'an 2000 leur appartient un peu, mais c'est une réaction purement passive. Enfin, il y a quand même ceux qui veulent préparer l'an 2000 dès maintenant et ils sont minoritaires. Ils sont 15 % environ, ce qui constitue un faible pourcentage. Pour eux, préparer l'an 2000, c'est avant tout critiquer la société actuelle et s'engager syndicalement, politiquement, ou dans les mouvements de jeunesse. Toutes les revendications actuellement formulées concernent une possibilité de modifier la société dans les années à venir. Chez les étudiants cette attitude critique est beaucoup plus développée et la plupart, s'ils ne prétendent pas qu'ils peuvent dès maintenant préparer l'an 2000, en tout cas le veulent. Ils ont la volonté d'agir autant qu'ils le peuvent pour que l'an 2000 ne leur soit pas imposé.

*Henri Bourbon.* — Est-ce que les jeunes ont pris conscience des problèmes de civilisation qui vont se poser au cours des années à venir, car il me semble que nous allons assister à une mutation profonde de la civilisation ? Comment pourront-ils faire face à un progrès technique extraordinaire qui libère l'homme par certains côtés mais qui crée une nouvelle aliénation ? Comment vont-ils créer une harmonie, une synthèse, un équilibre, de façon à assurer le respect de la personne et de la liberté humaine dans cette société de plus en plus contraignante sous de nombreux aspects.

*Dominique Baudis.* — L'an 2000 cela devient une perspective de plus en plus proche et de plus en plus hypothétique. Les jeunes nés après la seconde guerre mondiale n'auront pas atteint 60 ans à la fin de ce siècle, mais il arrive que certains d'entre eux se demandent parfois s'ils atteindront cette date.

Certains sourient lorsque l'on parle des périls de la période qui nous sépare de l'an 2000, ils y voient une sorte de crainte évoquant « la grande peur de l'an 1000 ».

Pour ma part, je suis convaincu que les 30 années à venir vont être cruciales pour l'Homme. Nous allons avoir à résoudre une accumulation de phénomènes consécutifs à ce que j'appellerai « les contradictions du progrès ». Par le progrès scientifique et technique, il y a eu une domination progressive de l'homme sur un certain nombre de fatalités naturelles. Cette recherche, c'est, en fait, l'histoire même de l'homme sur cette terre. A partir de maintenant, je crois que les capacités inventives de l'espèce humaine vont devoir s'exercer non plus tellement contre l'environnement naturel mais contre l'environnement technique et scientifique que nous avons nous-mêmes créé. Les jeunes me paraissent très sensibles à cette situation : la « Société des Adultes » s'indigne souvent de constater que les jeunes ne sont pas émerveillés par le monde où ils vivent ; ces adultes songent alors aux difficultés qu'ils ont dû surmonter pour en arriver là où nous sommes, alors que les jeunes sont inquiets des périls qui nous menacent et soucieux de l'effort qu'il faudra accomplir pour sortir de la situation où nous nous trouvons. C'est bien naturel : lorsque l'on a moins de 30 ans, on est plus sensible au cri d'alarme des futurologues qu'aux récapitulations des historiens.

Prenons quelques exemples : L'histoire se caractérise, en particulier, par la recherche incessante de nouvelles sources d'énergie affirmant notre puissance sur la matière. Aujourd'hui, la source d'énergie suprême est découverte et déjà, avec le péril nucléaire, ses virtualités se retournent contre l'homme lui-même.

Durant des siècles, l'humanité a été à la recherche de moyens de communication de portée de plus en plus vaste. On s'aperçoit, aujourd'hui, que ces moyens de communication et d'information servent infiniment moins à la promotion intellectuelle de l'individu qu'à son asservissement idéologique.

Par la puissance industrielle, nous avons toujours affirmé notre capacité à maîtriser l'environnement naturel. Aujourd'hui, les déchets de l'industrie en arrivent à rendre inutilisables des éléments naturels de base tels que l'air et l'eau.

Nous avons sans cesse développé la complexité de nos structures sociales. Elles aboutissent, aujourd'hui, non pas à l'épanouissement de l'individu mais à son écrasement, non pas à son insertion, mais à son isolement.

Certains estiment que tous ces problèmes sont des sujets de reportage pour revues à grand tirage mais qu'ils ne concernent pas la politique... C'est là une attitude profondément conservatrice, c'est un comportement de démission.

L'homme peut découvrir les moyens de résoudre les périls que ses propres inventions ont engendrés et c'est à la politique de mettre en lumière cette urgence nouvelle. Je crois que les responsabilités politiques des nouvelles générations se situeront à cet échelon.

*Monique Heuline.* — La réflexion de Dominique Baudis rejoint l'interrogation que je me suis posée en mai 68. J'étais en mai 1958, cheftaine à Paris, je m'occupais de petites filles de 8 à 12 ans ; je me suis dit que ces mêmes filles étaient sur les barricades. Je me suis demandé ce que j'avais fait pour les former à contester, mais à contester d'une façon positive. Je me suis interrogée mais je n'étais pas très certaine de la réponse : Actuellement, je me demande encore ce qu'un mouvement, comme le mien, fait pour permettre aux jeunes d'être à l'aise dans les mutations du monde. Ne faudrait-il pas définir une sorte de pédagogie de la mutation ? Ce que nous essayons de faire c'est que les jeunes de 17-22 ans se mettent en marche, se mettent debout dans ce monde où ils vont avoir à accomplir quelque chose. Mais à partir du moment où l'on respecte l'expression de chacun, il est bien difficile de dire ce qu'il fera. Je suis incapable de répondre à une question comme celle-ci. Je souhaite que les 18-23 ans prennent conscience de tous les problèmes, sans être découragés par leur ampleur et leur complexité.

*Daniel Mitrani.* — Je crois que les nouvelles aliénations qui menacent l'homme dans la société technique, les jeunes les ressentent très fort et dans l'ensemble, ils les refusent mais de diverses manières. Il y a un stade de refus instinctifs. On refuse de deux manières. Ou bien l'on donne une pseudo réponse, c'est le nihilisme, le phénomène des « hippies », ou bien il y a une réponse qui est assez saine, qui consiste à dire : les adultes ont tellement échoué... ils tiennent encore les rênes, ils vont encore échouer une fois... vivons le mieux possible, le plus intensément possible pendant les quelques années qui nous restent encore à vivre tranquilles. Ce sont les explosions du samedi soir, les bals où l'on se défoule à propos d'une bagarre, et au fond on s'aperçoit que ce sont ces mêmes jeunes que l'on retrouverait très engagés positivement si l'occasion se présentait.

Il y a les refus plus élaborés, ceux que nous voyons dans les « 15 % d'engagés » évoqués par André Lottin. Là, je crois qu'ils ont le sentiment que tous les phénomènes, toutes les mutations du monde moderne peuvent être maîtrisés. Je crois que, sans le savoir, ils appliquent le mot de Marx : l'humanité ne se pose les problèmes que quand elle peut les résoudre. Ils pensent que ces problèmes peuvent être résolus, que c'est une affaire de choix politiques, économiques, sociaux. Dans les solutions qu'ils envisagent en fonction d'un choix idéologique, ils donnent une place importante aux problèmes d'éducation permanente. Face aux nouvelles techniques d'information, ils ne croient absolument pas aux histoires de censure, ni que l'on va contrôler pour les rendre plus éducatifs la télévision, le cinéma, la presse dite du cœur ; ils pensent plutôt qu'il faut « vacciner » le maximum de gens contre les dangers de cette civilisation et les « maladies » qu'elle crée, en attendant que l'on ait efficacement transformé la société. Justement, ce qui me frappe chez eux, c'est cette double prise de conscience : il y a un cap lointain à se fixer si l'on veut arriver à quelque chose, mais se fixer un cap sans prévoir les étapes, sans construire les solutions au jour le jour, ce n'est pas très sérieux. Ils ne veulent pas de la « bonne action » si elle ne s'inscrit pas dans une perspective idéologique, mais ils ne croient pas à la perspective générale qui ne se concrétise pas. Je pense que les mouvements que Monique a évoqués tout

à l'heure avaient bien défini les choses lorsqu'ils avaient appelé leur grande manifestation 68 « Zoom ». Il y a un journaliste qui, lors d'une conférence de presse, n'avait pas compris ce que signifiait « Zoom ». Et il lui avait été répondu : « Zoom » c'est un phénomène photographique qui consiste à faire de temps en temps un mouvement en avant pour prendre en gros plan un aspect des choses, et de temps en temps un « Zoom » arrière pour prendre une perspective générale. Je crois que des jeunes font ce va-et-vient, du travail concret à la perspective générale, et vice-versa, et qu'ils le font sérieusement. Même s'ils ne sont que 15 %, c'est capital !

*Pierre Brosseau.* — Je crois que les jeunes agriculteurs sont moins inquiets en ce qui concerne les problèmes prospectifs de la civilisation de consommation. Cependant le secteur agricole, chacun le sait, est celui qui évolue le plus vite actuellement. Constatant l'évolution du progrès technique, les jeunes agriculteurs s'inquiètent de leur avenir. Combien d'entre eux demeureront à la terre demain ? Combien y aura-t-il d'agriculteurs en l'an 2000 et même en 1985 ?

Il y a quelques années, un élevage de 10 ou 15 vaches occupait un homme à plein temps, actuellement il n'est pas rare de rencontrer une seule personne pour 50 vaches. On comprend fort bien que les plans Vedel et Mansholt aient suscité des réactions. En ce qui concerne les contradictions de la société de consommation à laquelle il a été fait allusion, je ne crois pas — dis-je — que les jeunes agriculteurs soient inquiets. Pour eux la société de consommation n'apparaît pas encore comme une société aliénante. La voiture, la machine à laver, etc., ne sont pas du luxe mais un besoin pour l'agriculteur. Il y a quelques années les agriculteurs lisaient le journal le dimanche en revenant de la messe, maintenant, un certain nombre — pas tous malheureusement — ont la télévision. C'est pour eux la possibilité de découvrir d'autres milieux, d'autres pays, d'autres standings de vie. Les jeunes ruraux souhaiteraient plutôt que tout le monde puisse profiter des améliorations apportées par la société dite de consommation, qu'il n'y ait pas autant de différence entre les secteurs sociaux, et d'abord pour ce qui les concerne, entre les agriculteurs du Bassin Parisien, par exemple, et ceux du Massif Central ou de Bretagne.

*Henri Bourbon.* — Quand Dominique Baudis parlait de l'accumulation des contradictions et des menaces qu'entraîne le progrès, il voulait justement attirer l'attention sur le fait que se pose un problème qui dépasse celui de la société de consommation d'aujourd'hui.

*Dominique Baudis.* — On parle, aujourd'hui, de société de consommation, on parlera peut-être demain d'une société de destruction... Je crois que la société est de plus en plus porteuse de ses propres germes de destruction.

J'imagine parfaitement que le problème ne se pose pas actuellement au niveau des agriculteurs, mais je voudrais dire à Pierre Brosseau que ceux des jeunes agriculteurs qui seront amenés à quitter l'exploitation et à aller à la ville se trouveront confrontés à ce phénomène. L'automobile, par exemple, ne sera plus, comme à la campagne, un instrument de libération

mais un engin qui, dans le cadre de la civilisation urbaine, posera, sur le plan psychologique et physiologique, des problèmes menaçants. Ces jeunes agriculteurs deviendront sensibles au problème de la pollution de l'air et de l'eau dès qu'ils vivront dans une grande agglomération. Tout ce que j'ai dit dans ma précédente intervention se rapportait, bien évidemment, au phénomène urbain caractéristique de la société industrielle.

*Henri Bourbon.* — Je voudrais revenir sur un propos qu'a tenu Daniel Mitrani quand il a parlé tout à l'heure, avec un certain dédain, des hippies en les qualifiant de « poujadistes ». Il me semble que le phénomène hippy mérite une plus grande attention et qu'il est peut-être tout de même l'expression, ou le résultat des inquiétudes et des craintes que ressentent un certain nombre de jeunes à l'égard de cette société mécanique, bureaucratique, technicienne qui porte si souvent atteinte aux libertés et aux valeurs naturelles, je dirais même aux valeurs du sacré. Cela dit, je n'oublie pas les réserves graves qu'appelle le comportement des hippies et le danger que constituerait l'extension d'un phénomène qui fait la part trop belle aux drogués et aux désaxés.

*André Lottin.* — Je crois qu'Henri Bourbon a entièrement raison. Il me semble que les jeunes sont très sensibilisés par ce problème de l'accumulation des contradictions évoqué par Dominique Baudis. Lorsque j'ai parlé tout à l'heure de société matérialiste, cela impliquait la notion de société de consommation. Les jeunes finalement sont hostiles à cette société de consommation, non pas dans la mesure où elle apporte un confort, mais dans la mesure où par des préoccupations essentiellement matérielles et matérialistes, elle détruit le sens que peut avoir leur existence. Face à cette société de consommation, quelle est l'attitude à prendre ? La solution des hippies ? Je ne pense pas que les hippies soient simplement des gens qui recourent à une attitude de fuite par un certain refuge hors de la société et un certain refus de la société. On les connaît probablement mal lorsque l'on n'est pas hippy soi-même ! Il semble qu'il y ait dans le mouvement hippy un certain nombre de valeurs extrêmement valables et positives, telles que l'amour, la solidarité, le pacifisme, la volonté d'éliminer les sources de conflits. Beaucoup de ces gens-là sont hantés par la perspective d'un conflit atomique, pour eux ce n'est pas une hypothèse aberrante mais quelque chose de probable. A partir du moment où les hommes ont construit la bombe atomique, il n'y a pratiquement aucune raison pour qu'ils ne s'en servent pas un jour, estiment-ils. Face à ce danger, ils essaient de faire prendre conscience à la société actuelle de valeurs qu'elle noie sous l'accumulation des biens matériels, des objets de confort et de luxe. Si l'on considère l'impact qu'ils ont eu à différents moments, que ce soit aux Etats-Unis mais aussi aux Pays-Bas — je pense à ce phénomène un peu différent : les « provos » étaient une sorte de hippies plus engagés politiquement — je ne crois pas finalement que l'on puisse les considérer comme des gens qui soient passifs et lâches ; estimant qu'ils ne peuvent pas de l'intérieur modifier la société, les hippies essaient de recréer une autre société où subsisteraient les valeurs auxquelles ils tiennent profondément.

*Daniel Mitrani.* — J'ai le plus profond respect pour le poujadisme, même si je le combats, car à mon avis le poujadisme a été aussi une réaction très humaine face à l'insuffisance de réponses que les forces politiques ou syndicales apportaient à la disparition prochaine d'une certaine forme de vie économique. Et de même que le hippy s'attache à la paix, à l'amour, à la non-violence, le poujadiste, sauf quand c'était un politicien comme M. Pierre Poujade lui-même, s'attachait à certaines formes de distribution commerciale, à certains rapports humains dans la vie économique, qu'il voyait écrasés par le super-marché et sa réaction était très justifiée, et si les uns et les autres avaient apporté des réponses moins schématiques à propos des problèmes de la petite entreprise, le poujadisme ne se serait pas développé de la même manière. De même, je respecte le phénomène « hippy » mais je crois que c'est un phénomène comme l'espérantisme, comme le nudisme, qui sont aussi des tentatives d'échapper à la société moderne. C'est une réaction qui est respectable, qui est compréhensible, mais qui ne va pas loin et qui est plutôt stérile.

*Monique Heuline.* — Moi aussi, sur le fond je suis entièrement d'accord avec toi. Mais n'y a-t-il pas chez beaucoup de hippies le besoin de retrouver un certain sens de la cérémonie, du rite, de la fête ? N'est-ce pas la recherche d'une espèce de para-liturgie ?

## INTERVENTIONS

*Henri Bourbon.* — Nous n'avons pas épuisé les questions à l'ordre de la discussion. Mais je vais demander maintenant à ceux et à celles qui viennent d'assister à ce débat s'ils désirent formuler des observations ou des interrogations que leur auraient suggéré les propos échangés par les participants à la « Table ronde ».

*Intervenant anonyme.* — Je crois que l'on a escamoté le problème le plus important, celui du conflit de générations. Je crois que l'on a conclu à peu près qu'il n'existait pas. En fait, il y en a un, mais il est insoluble. Que vous le vouliez ou non, à partir du moment où un être humain prend de l'âge, il se sclérose et ses sentiments se rétrécissent. Ce qui exaspère la jeunesse, c'est l'absence d'idéal des vieilles générations, c'est cela qui la pousse à la révolte ; il est très caractéristique, justement, qu'à partir du moment où l'on se marie, où l'on a des enfants, les sentiments se rétrécissent à la petite famille et ignorent les grands intérêts de la société.

Pourtant dans les fameuses années 30, les vieilles générations offraient aux jeunes des idéaux extrêmement, fanatiquement, exaltés, on leur disait alors : le communisme, le fascisme, le nazisme sont la jeunesse du monde. Alors on était ou communiste ou fasciste ou nazi ; on suivait un certain nombre de leaders adultes, par exemple, les anciens combattants ; qui se lançaient dans les partis extrémistes de droite. Aujourd'hui on en est revenu à peu près à cette période de la Restauration, où triomphait la mentalité de la bourgeoisie : « enrichissez-vous ». Il n'y a rien là d'exaltant pour des jeunes. Alors ou ils se rebellent ou ils acceptent, et là plupart, insatisfaits, acceptent en se résignant progressivement.

. Quant aux idées répandues dans la jeunesse, la jeunesse tout simplement a les idées qu'on lui a données, elle subit le plus souvent passivement l'information et la propagande. Vous avez parlé de la solidarité des jeunes avec le Tiers Monde : dans tous les journaux, dans toutes les revues, on ne leur parle que de ce problème là. Ce n'est pas les jeunes qui l'ont inventé. Vous parlez aussi de la non-violence chez les jeunes, on leur en a aussi parlé depuis 10 ou 20 ans tandis qu'en 1939-44, pendant la guerre mondiale, on ne faisait pas de propagande pacifiste.

En ce qui concerne le phénomène hippy c'est tout simplement une forme d'idéalisme, une forme de romantisme, c'est une sorte de poésie que recherchent les jeunes.

Quant à votre histoire de l'an 2000, je voudrais attirer votre attention sur le fait que pour un garçon ou une fille qui a 20 ans, l'an 2000 c'est très éloigné en définitive. De 1970 à 2000 c'est loin... Ceux d'entre nous qui sont un petit peu historiens savent qu'il est impossible de prévoir sérieusement ce que sera le monde dans un délai de 30 ans. En particulier, vous avez cité la pollution de l'atmosphère mais dans dix ans la question sera réglée, on aura trouvé des procédés techniques efficaces. Quant à la société de consommation, contre laquelle la jeunesse est censée se révolter, vous oubliez que dans tous les journaux et revues on ne parle que de ses méfaits. Le procès de la société de consommation a d'ailleurs été fait avant mai 1968. Le conflit de générations réside dans le fait que le besoin d'idéal, l'enthousiasme qu'il y a chez les jeunes se perdent et se dégradent lentement chez les hommes d'âge à mesure que leur esprit se sclérose. C'est peut-être vexant, mais c'est la vérité. C'est biologique.

*Yves Pitette (Caen).* — Les conflits de générations je les vois de deux manières ; comme une espèce de lutte pour la vie d'une part, car malgré tout lorsqu'il y a un vieillissement, il y a une lutte pour les places. Je vois aussi ce conflit d'une autre manière, pour un certain nombre de jeunes il y a un refus des règles du jeu... Que remarque-t-on dans les manifestations des jeunes à divers niveaux ? On parle, par exemple, d'opposition extra-parlementaire. En Allemagne c'est devenu un terme consacré. Les étudiants à 17 ans se mettent en grève. On a arraisonné un ministre. Ce sont des choses qui ne se faisaient pas, il y a un certain temps. Dans la bonne société un ministre était un homme que l'on respectait. Pourquoi ? Les jeunes se sont aperçus qu'en respectant les règles du jeu on n'était arrivé à rien. En voulant respecter le jeu complexe de la démocratie, on n'a pas réussi à éviter les guerres, on est passé par des crises très dramatiques et l'on n'est pas arrivé à grand chose. Il y a un point sur lequel vous avez parlé longtemps mais pour lequel vous n'avez pas fait assez de distinction, c'est celui des idéaux et de l'idéologie. Pour moi, ce n'est pas du tout pareil. Vous avez cité sur le plan des idéaux, la paix, la justice, la non-violence, la solidarité. Sur la paix, la justice, la solidarité, il y a un accord assez général, mais la non-violence ne me semble pas partagée par tout le monde. Il faudrait d'ailleurs s'entendre sur ce terme. Si l'on entend par non-violence, l'absence de guerre, d'accord ; mais il faut remarquer que pour une minorité assez importante et assez agissante, les changements et les réformes qu'ils veulent obtenir passent par une voie de force et de combat.

Personnellement, j'ai une grande méfiance à l'égard du phénomène hippy, vu l'exploitation qui en est faite ; il pouvait être intéressant au départ, mais depuis quelque temps déjà, il n'a plus aucun intérêt.

*Henri Bourbon.* — Le phénomène hippy que l'on connaît en France n'est tout de même pas très représentatif du phénomène hippy qui existe aux Etats-Unis.

*Yves Pitette.* — Il y a le problème de l'avenir que vous avez cité et qui est, je crois le nœud de la question. Ces conflits d'idéologies qui existaient avant la guerre se sont atténués car les idéologies ont été complètement démystifiées, puisqu'elles avaient abouti à des choses absolument épouvantables. Que reste-t-il en présence ? Il reste le marxisme. Ceux qui obéissent à un schéma marxiste ont une analyse de la société qu'ils essaient d'appliquer. Puis il y a les autres. Quelle idéologie s'offre à eux ? Le capitalisme n'est pas une idéologie, c'est un système économique. On parle de socialisme, qu'est-ce que c'est que le socialisme ? Chacun essaie de le définir à sa manière. Il se trouve une catégorie de gens que l'on appelle les réformistes. A ceux-ci, on a donné quelques moyens. Petit à petit, ces gens-là se sont aperçus qu'on les avait complètement bernés, qu'ils n'ont aucun pouvoir et qu'en fait, leurs seules activités est de cautionner le régime actuel. Ceci montre la difficulté d'être dans le camp des réformateurs sans être un instrument des conservateurs. Pour l'avenir quand on demande aux jeunes quelles sont leurs idées originales, je crois qu'il est un peu difficile d'exiger qu'ils en proposent pour demain alors que des gens qui font profession d'idées ou d'idéologies depuis de longues années ne sont pas arrivés à présenter un projet original. La pensée politique ne s'est guère renouvelée. Quand on décide de s'engager et que l'on accepte d'entrer dans le système, on risque de se faire « récupérer ». Quant à la contestation systématique elle est facile, on veut tout casser, on affirme son refus en disant qu'on va essayer de tout recommencer à zéro. Et finalement on n'aboutit pas à grand chose. Mais si l'on part de ce qui existe, réformer le système est extrêmement difficile, on est tenté de croire alors que la meilleure force que l'on puisse opposer est ... la force d'inertie...

*Henri Bourbon.* — Si vous pensez que la contestation systématique est négative, alors où en êtes-vous ?

*Jean-Pierre Lloret (Toulouse).* — Je crois que nous sommes à peu près tous d'accord pour constater que le phénomène le plus apparent au niveau de la jeunesse actuellement, est le refus de la société, de ses cadres et de ses règles. La question qui se pose est de savoir pourquoi les jeunes refusent les règles du jeu. A mon avis, je crois qu'il faut remonter à l'éducation des jeunes d'abord parce que nous sommes soumis à une éducation qui est totalement inadaptée à la société, ce qui provoque chez le jeune qui va entrer dans la vie d'adulte, un traumatisme face à un monde que ses maîtres ne lui ont pas appris à connaître.

Le deuxième problème vient peut-être du fait de la prolongation des études universitaires ; par exemple, il y a 30 ou 50 ans, le jeune entrait dans la vie active vers l'âge de 14 ans, il y avait une acclimatation plus facile, il était jeune, il était plus maniable. Actuellement, le jeune qui entre dans la vie active

a déjà 24-25 ans ; jusqu'à cet âge il s'est trouvé dans sa petite sphère universitaire, d'un seul coup il se voit projeté dans un nouveau monde auquel il lui est très difficile de s'adapter.

*Henri Bourbon.* — Dois-je comprendre que l'étudiant prolonge parfois ses études et sa présence dans les universités par crainte d'affronter le monde dur des adultes et de se confronter avec les problèmes de la vie professionnelle ?

*J.-P. Lloret.* — Oui cette attitude existe chez certains qui éprouvent une inquiétude devant les contraintes et les difficultés qui les attendent.

*D. Cazabone (Bordeaux).* — Quand un adulte d'une génération précédente parle, il y a deux idées qui reviennent fréquemment dans ses propos. La première c'est que de son temps la jeunesse n'avait pas autant d'importance. C'est très net, il y a heurt, sinon conflit. L'autre réponse est : « quand tu auras mon expérience, on verra ». Là c'est une opposition, donc un conflit.

*J. Tunc (Paris).* — Quand vous parlez de non-violence cela me fait rire. La non-violence chez les jeunes c'est de la théorie, du bavardage mais dans les faits c'est très rare. En Faculté, mes positions politiques passent encore, mes positions universitaires aussi, mais dès que je parle de non-violence cela fait rire ; mai 68 cela n'a pas été de la non-violence, les jeunes agriculteurs ce n'est pas de la non-violence... Au niveau des jeunes, la non-violence n'existe pas. Une question que je voudrais poser concerne le monde agricole car je crois que c'est un secteur où l'évolution est ressentie d'une façon très aiguë. En tant que conflit de générations, je crois que vous auriez pu, vous responsable du C.N.J.A., nous donner un exemple : sur le plan des responsabilités, n'avez-vous jamais senti, avec disons l'état-major de la F.N.S.E.A., quelques tiraillements ? C'est un premier point. Mais je crois qu'il y a quelque chose de plus important qui tient aux capacités, aux modalités de travail et aux façons de procéder dans la vie. Je pense qu'il y a un changement très profond dans la manière d'exploiter la terre et d'obtenir des rendements. N'y a-t-il pas là conflit entre les jeunes ruraux et leurs aînés ?

*J.-J. Pons (Montpellier).* — Monique Heuline et Pierre Brosson ont dit qu'en grande partie leur finalité c'était de former des jeunes en leur donnant des éléments de compréhension et en ne leur définissant — et c'était salutaire selon eux — aucune solution assortie à cette formation. Je voudrais donc vous demander si vous ne sentez pas une ambiguïté, une insatisfaction de ne pas passer au plan politique et vous demander aussi quelle est votre position par rapport aux mouvements de jeunesse politiques.

*Intervenant anonyme.* — Il y a des jeunes qui, à cause de certaines décisions qui sont prises notamment dans le domaine de l'Education nationale, voient leur avenir bouché. Or, ils n'ont aucun moyen légal d'intervenir. Ne croyez-vous pas que leur réaction est telle qu'ils sont tentés de devenir hippy... ou de choisir la solution de la violence ?

Je voudrais demander aussi à Dominique Baudis ce qu'il pensait du vote amené à 18 ans pour les jeunes.

Enfin je désirerais signaler que l'idée européenne n'est mobilisatrice pour les jeunes que si elle s'inscrit dans un projet mondial, dans la perspective d'une organisation de la vie internationale qui établisse des rapports de justice, de paix et de coopération entre tous les peuples.

## REPONSES

*Daniel Mitrani.* — Je crois que vous commettez une erreur fondamentale quand vous dites que des jeunes ne peuvent pas s'intéresser à ce qui va se passer dans 30 ans. Je crois qu'ils se rendent compte qu'il y a un certain nombre de problèmes qui sont les problèmes de leur génération et que dans 30 ans c'est eux qui vont en vivre les conséquences. Il y a aussi ce phénomène que les gens se marient tôt et ont des enfants de bonne heure ; ces jeunes-là pensent à l'avenir de leurs enfants, je suis persuadé que les jeunes de 20-21 ans sont très préoccupés par ce qui va se passer dans 30 ans et très conscients qu'ils peuvent influencer d'une manière ou d'une autre.

Vous nous avez dit : on a parlé aux jeunes du Tiers Monde, oui, on a parlé du Tiers Monde mais à tous les gens de tous les âges, pourquoi les jeunes ont-ils réagi davantage ? parce qu'ils se sentent plus directement touchés par ce problème. Vous avez traité de la sclérose des adultes. La sclérose existe au plan individuel, c'est certain. Je suis plus sclérosé qu'à 16 ans, sans doute ! Seulement la sclérose individuelle n'est pas un danger si les structures sont telles qu'il n'y a pas une accumulation de scléroses et si finalement il n'y a pas la classe des vieux et la classe des jeunes. Or, certaines structures permettent aux sclérosés que nous sommes, de baigner dans un milieu qui n'est pas sclérosé. J'ai discuté, au mois de mai 68 avec des jeunes de mon mouvement, la conclusion à laquelle ils arrivaient souvent était de nous dire : vous les dirigeants de notre mouvement, vous ne valez pas mieux que les dirigeants de tel autre mouvement ; la seule différence, c'est qu'on peut vous le dire. C'était essentiel qu'ils puissent nous le dire. A mon avis, il n'y a pas de sclérose si l'on prend un certain nombre de mesures qui garantissent l'équilibre entre les forces de sclérose et les forces de renouvellement. Il faut trouver un contre-poids à chaque fois qu'une sclérose apparaît. Actuellement nous avons un corps électoral qui est vieux et qui va encore vieillir pendant quelque temps ; c'est pourquoi, non pas pour rajeunir la société française mais simplement pour la rééquilibrer, il faut absolument abaisser l'âge de vote à 18 ans même si la majorité des jeunes ne le demande pas pour l'instant.

*Monique Heuline.* — J'ai été amenée à travailler avec le mouvement rural de la jeunesse chrétienne qui est l'ancienne J.A.C., mais je n'appartiens pas à cette association, mon association est une association de scoutisme féminin catholique. Nous avons aussi avec des mouvements très divers, d'idéologie socialiste, avec certains mouvements laïques, avec d'autres mouvements confessionnels, de nombreuses coordinations où sur des actions précises nous nous retrouvons.

Vous m'avez demandé si nous amenions nos participants, nos membres, à s'engager politiquement. Nous voulons former des citoyens, des gens qui soient

conscients des problèmes et des mécanismes en présence. Quel sera leur engagement ? ce n'est pas à nous de le définir, c'est ce que j'ai dit tout à l'heure ; mais nous essayons de leur faire découvrir objectivement toutes les structures existantes et c'est à eux de faire leur choix ensuite. Le scoutisme même s'il s'est modernisé, et même s'il est actuellement beaucoup plus en prise sur les problèmes réels de la société, a comme moteur celui de l'engagement progressif. Mais il ne substitue pas aux organisations politiques qui ont une vocation propre. Le scoutisme affirme des valeurs essentielles qui nourrissent toute action. Notre rôle est d'être un relais.

*Pierre Brosnon.* — En ce qui concerne le mouvement syndical qu'est le C.N.J.A. et ses structures locales, je crois pouvoir formuler la même réponse. Il est bien évident que certaines revendications dépassent plus ou moins largement le seul caractère professionnel. Au départ les revendications sont professionnelles, mais l'aboutissement ne dépend pas seulement d'une organisation de la profession. En ce qui concerne l'attitude de l'organisation vis-à-vis de ses adhérents, le C.N.S.A. n'a jamais interdit à qui que ce soit de s'engager dans le parti politique qui lui convient ; nous avons à tous les échelons des gens qui sont engagés dans des partis politiques très différents. Cela ne les empêche pas de dialoguer et d'avoir d'excellents rapports. Ce que nous demandons simplement c'est qu'ils ne mélangent pas tout, qu'ils ne prennent pas l'organisation syndicale comme une courroie de transmission. Je peux prendre un exemple qui concrétise d'assez près l'aboutissement politique d'une décision ou d'une option syndicale. Lors de son dernier congrès, le C.N.J.A. a affirmé que l'agriculture ne se développerait pas si l'industrie ne se développait pas rapidement. Les jeunes agriculteurs de l'Ouest en sont conscients. Contrairement aux autres régions agricoles il y a chez eux une surpopulation de jeunes. Il va de soi que ces jeunes quitteront beaucoup plus facilement des exploitations peu rentables si l'industrie peut les accueillir sur place, s'il y a une véritable décentralisation industrielle dans l'Ouest, en Bretagne notamment. Or, cette décentralisation dépend d'une décision politique, gouvernementale. Nous avons vu précédemment que la situation des agriculteurs a beaucoup changé ces dernières années. On dit fréquemment qu'être agriculteur fut pendant longtemps un état, un fils d'agriculteur demeurait agriculteur, alors qu'il s'agit maintenant d'une profession parmi les plus exigeantes. Quel que soit le niveau de formation générale et technique d'un agriculteur, il doit sans cesse compléter ses connaissances, se recycler.

En ce qui concerne l'unité syndicale, je souhaite qu'elle soit conservée. Un syndicalisme pour « agriculteurs aisés » et un syndicalisme pour « agriculteurs pauvres », clivage auquel certains pensent, conduirait à des conflits néfastes pour tous.

L'existence du C.N.J.A. montre qu'il y a eu un conflit de générations, rappelait un intervenant. C'est vrai, si le C.N.J.A. s'est créé, c'est parce que des jeunes agriculteurs ne pouvaient se faire entendre comme ils le souhaitaient, au sein des organismes existants. Avant 1956, les organisations professionnelles agricoles étaient essentiellement entre les mains des agriculteurs, les plus évolués, ceux qui avaient le plus de moyens, « la grande culture » et d'abord le Bassin Parisien. Il n'en est plus de même maintenant.

*Dominique Baudis.* — Je suis parfaitement d'accord avec les interventions faites concernant le problème de la violence, et sur le fait que bien souvent les jeunes cherchent à retarder leur entrée dans la vie active.

Concernant le vote à 18 ans, les jeunes démocrates y sont favorables, étant entendu que cet abaissement de la majorité civique pourrait passer par un premier palier établissant, pour une ou deux consultations électorales, le vote à 20 ans, ceci afin de créer une préparation psychologique et d'encourager la formation civique et la prise de conscience des responsabilités futures.

Sur un tout autre problème, j'estime que les jeunes n'assimilent pas passivement, comme on l'a prétendu, tous les slogans et toutes les idées reçues que l'on cherche à leur imposer. Je crois qu'ils trient l'information et que les valeurs qui leur sont proposées passent à travers un tamis. Si vous prenez l'exemple du racisme, il est particulièrement frappant de voir que, dans divers pays, les jeunes, consciemment ou inconsciemment, refusent certains comportements racistes qui, pourtant, sont fort répandus dans l'ensemble de la société.

*Monique Heuline.* — Sur le problème des étudiants qui continuent leurs études, en semblant craindre l'engagement dans une profession, je me demande si la cause n'est pas due à l'absence d'une politique systématique de recyclage permanent, d'éducation permanente dans notre pays. Les jeunes savent bien que lorsqu'ils auront terminé leurs études ils devront entrer dans une profession et qu'en fait leurs possibilités de formation seront épuisées ! C'est un problème politique.

*André Lottin.* — J'approuve pleinement ce que vient de dire Monique Heuline sur le problème du recyclage. Les jeunes ressentent très fortement que, face au rythme de l'évolution de la société, on ne leur donne pas les armes pour dominer ce rythme. Alors, effectivement, ils tardent à entrer dans cette société d'adultes d'autant plus qu'ils craignent très fortement d'être « récupérés » par elle. Je crois par ailleurs que l'esprit critique des jeunes peut être extrêmement développé par rapport à l'information. Ils peuvent être capables de filtrer tout ce que la presse à sensation peut leur donner.

En ce qui concerne la violence et la non-violence, la jeunesse assume une contradiction : D'une part, les jeunes sont obligés pour se faire une place dans la société, pour se faire entendre dans ce monde d'adultes, d'être combattifs et même violents, effectivement mai 68 le prouve. Mais par delà cette violence, on pourrait je crois trouver chez les jeunes des signes de non-violence qui correspondent au besoin de paix, de solidarité, de communication.

*Henri Bourbon.* — Dans le nécessaire combat pour que l'avenir appartienne aux hommes, la jeunesse a un rôle important à condition qu'elle ne se cantonne pas dans la contestation et le refus systématiques et qu'elle participe à l'effort de recherche et d'imagination, en prenant conscience des inévitables tensions entre la pensée et l'action.

# DE MAI EN MAI...

## Les revendications des jeunes et leur mode d'expression

*Cette table ronde qui a réuni quelques jeunes responsables, politiques et syndicaux, animateurs et journalistes, apporte des éléments de réponse nouveaux à une vaste enquête qu'abordait en 1958 « France-Forum » (mai 1958, n° 10).*

*L'approche était certes différente: il s'agissait de provoquer et de recueillir auprès de lecteurs de moins de trente ans, les réactions que faisaient naître en eux les problèmes politiques d'alors: Algérie, stabilité gouvernementale, Europe, monnaie. Les enquêteurs avaient cherché par ailleurs, et cela nous rapproche de ce présent débat, à décrire les positions des jeunes devant l'action politique proprement dite.*

*On parlait à l'époque de « nouvelle vague ». Le mot est aujourd'hui tombé dans l'oubli.*

*« France-Forum » titrait alors: « Après la génération passionnée des lendemains de la Libération, une nouvelle jeunesse sans illusions, mais non-désillusionnée »... Tout se passe comme si, aujourd'hui, une nouvelle génération de jeunes passionnés était née.*

*Il était peut-être moins question, il y a dix ans, de « conflit de génération ». Mai 1968 se faisait attendre.*

*Mai 1958 lui-même, n'avait pas encore bouleversé notre univers institutionnel. Ce qui explique sans doute une attitude sensiblement différente devant l'engagement social.*

*Comme aujourd'hui, s'exprimait une nette attirance vers la « chose publique ». Mais combien plus sage! combien plus consentante! Déjà l'on n'évoquait plus guère les termes usés de « Socialisme » ou de « Démocratie ». Mais on n'y parlait pas encore de remise en question globale de la société!*

*Attirance, certes, mais combien « tempérée, disait le « France-Forum » d'alors, par un sentiment de répulsion à l'égard des compromissions et déficiences du « pouvoir » mêlé à une réprobation de l'attitude des parlementaires jugée trop souvent équivoque et sans courage ». L'emprise du personnel politique sur la « machine » de l'Etat décourageait une action désirée et motivée tant par le sens du devoir moral que du goût d'agir. Continuons à relire « France-Forum » de mai 1958: « Cherchant à vaincre indétermination et incertitude, cette deuxième vague est toute à la netteté, voire à la sécheresse; elle estime la lucidité de l'analyse; elle veut s'armer d'une objectivité savante et ne redouté pas la technicité... »*

*...« D'où ce fond de résignation ou même de scepticisme qui est comme l'arrière-pensée des plus lucides parmi les garçons et les filles de la deuxième génération. D'où cet excès de sérieux. D'où cette sagesse trop calme et un peu trop appliquée. Une certaine sagesse. Cette jeunesse serait-elle au fond sans jeunesse?... »*

*Elle était au moins mûre et prête pour un changement complet de nos institutions et pratiques politiques. Ce fut mai 1958, la Constitution de la V<sup>e</sup> République et dix ans d'un régime qui chercha précisément, et comme en réponse à ces aspirations, à rationaliser les problèmes et le fonctionnement même des organes publics et administratifs.*

*Après cette seconde vague sans passion, à la recherche du sérieux et de la technicité, voici le troisième flot d'aujourd'hui, fait de poètes de la rue et de la politique.*

*Il n'est plus question dans cette table ronde d'antiparlementarisme; il n'en est plus besoin, le Parlement ne remplit plus aujourd'hui le rôle qui lui est traditionnellement dévolu.*

*Il y est moins question encore d'objectivité, de lucidité que d'imagination, de ferveur et de responsabilité.*

*Le clivage des générations apparaît moins dans le fait d'avoir vécu un événement ensemble, que d'avoir grandi et mûri de longues années sous l'influence d'un certain style de gouvernement. Mai 1958: le verbiage et la confusion font aspirer à la technicité. Mai 1968, c'est de cette politique gestionnaire que jaillit l'appel à l'invention et à la poésie.*

*La politique, qui était victime d'un préjugé défavorable, réinvestit toute chose. Elle reprend couleur de mystique. Les valeurs avouées de « Justice », de « Paix », de « Solidarité » sont plus nettement exprimées qu'il y a dix ans, comme si la technicité, le savoir, l'efficacité étaient aujourd'hui choses acquises, incontestées et par là, secondaires. Il en naît inévitablement l'inquiétude qui est absente de l'enquête de 1958. Mais elle est la rançon de toute passion, de tout idéal toujours cherché, jamais trouvé. D'où l'échec des générations que brûle une certaine fièvre...*

*Geneviève M. Pascaud.*

# Aux U.S.A. : Jeunesse, Changement et Violence

par *Kenneth Keniston*

L'étude que l'on va lire est une version abrégée, avec l'autorisation de l'auteur, d'un article paru dans *The American Scholar*, article lui-même tiré du dernier livre du professeur Keniston : « *Young Radicals: Notes on Committed Youth* (1968) publié chez Harcourt, Brace and World. M. Kenneth Keniston est professeur de psychologie sociale à l'Université de Yale. —

**O**N a souvent l'impression qu'il y a « quelque chose de changé » dans la jeunesse d'aujourd'hui, qu'elle n'est plus « la même ». Certains aspects du monde moderne semblent avoir éveillé chez les jeunes une inquiétude nouvelle, une impatience croissante à l'égard des « hypocrisies » du passé, ce qui n'exclut pas chez eux une grande bienveillance et un désir de sincérité beaucoup plus marqués que chez les jeunes d'autrefois. Bien des traits propres aux étudiants et même aux non-étudiants nous sont, évidemment, familiers : en un certain sens, être jeune, c'est toujours la même chose. Mais c'est aussi nouveau et différent, chaque fois qu'une génération est confrontée avec son rôle et sa position historique spécifiques.

Pourtant, il n'est pas facile de définir cette différence. La difficulté tient en partie à la nature insaisissable de la jeunesse. En partie aussi, à la diversité et au nombre des « jeunes » dans une société où l'adolescence se prolonge souvent jusqu'à vingt-cinq ans. Il n'existe pas de terme unique pour définir à la fois ceux qui poursuivent leurs études et ceux qui les ont abandonnées, les éperviers et les colombes, les enthousiastes et les flegmatiques, les radicaux et les conservateurs, tous ceux en un mot qui composent la jeunesse américaine. Mais on a beau savoir que les jeunes d'aujourd'hui, dans notre société complexe, sont aussi divers que leurs anciens, on n'en continue pas moins à penser qu'ils « ont changé ».

Deux mouvements ont contribué à donner à la jeunesse américaine d'aujourd'hui sa résonance et son style particuliers : la Nouvelle Gauche et les hippies. L'un et l'autre groupe sont une création spontanée de la jeunesse ; l'un et l'autre sont nettement hostiles au « système organisé » et cherchent à trouver des formules de remplacement aux institutions de la vie bourgeoise. Mais radicaux et hippies sont cependant dissemblables sur bien des points, qui vont de la psychodynamique à l'idéologie. Le hippie s'est détourné d'une société qu'il juge irrémédiablement mauvaise : tous ses efforts se portent sur sa vie intérieure et sur l'élargissement du champ de sa conscience. Le radical (1), lui, n'a pas renoncé à la société actuelle, mais il veut à tout prix la transformer et la rendre meilleure. Ajoutons que ces deux « mouvements » réunis ne constituent qu'un faible pourcentage de la jeunesse américaine contemporaine. Cependant, tout en n'étant ni les uns ni les autres « représentatifs » de leur génération, radicaux et hippies contribuent à lui donner son caractère particulier. C'est en examinant attentivement le style de ces jeunes que l'on arrivera peut-être à comprendre un peu mieux ce qui rend leur génération « différente ».

## LE STYLE POST-MODERNE

La jeunesse d'aujourd'hui est la première à avoir été élevée par des parents « modernes » ; elle constitue la première génération « post-moderne ». Ce fait à lui seul suffit à la différencier des générations précédentes et à expliquer son humeur actuelle, née du moder-

(1) N.D.L.R. Sont qualifiés de « radicaux » aux U.S.A. les jeunes de la Nouvelle Gauche. Un sondage effectué par Harris au printemps 1968 parmi les étudiants américains indique environ 100.000 radicaux activistes, soit à peu près 1 à 2 % de la totalité du monde étudiant, donc une petite minorité.

*Manifestation et non-violence : « Nous aussi, nous aimons l'Amérique, Monsieur le Président ».*

nisme, de l'abondance, de la rapidité des changements sociaux et de la violence. Aussi difficiles et incertaines que soient les tentatives de définition du style post-moderne, il semble que l'effort vaille d'être tenté. Car il n'y a pas qu'en Amérique que de nouvelles formes de mécontentement et de désordre sont apparues, révélatrices de l'éclosion progressive du style d'une jeunesse modelée par l'histoire des vingt dernières années et qui en même temps la refuse.

Quand je mets l'accent sur un « style » plutôt que sur une idéologie, un programme ou un ensemble de caractéristiques, je veux indiquer que les éléments communs aux groupes de la jeunesse post-moderne apparaissent dans la façon dont cette jeunesse aborde le monde moderne, plutôt que dans son comportement proprement dit, ses idéaux ou ses buts. En fait, cette importance donnée à la démarche plutôt qu'au fond est tout à fait typique du style post-moderne, qui reflète un univers toujours mouvant où le changement est plus évident que le but lui-même. La jeunesse post-moderne, en Amérique du moins, est en pleine évolution, encore mal définie par bien des aspects, et psychologiquement ouverte à un avenir dont la tournure historique reste imprévisible. Dans un monde comme le nôtre, où un mode de pensée chasse l'autre, où le changement révolutionnaire est la règle, il est plus facile de définir un style, une façon de faire, que des buts précis ou des constantes dans le comportement.

La jeunesse post-moderne fait preuve d'une particulière ouverture de cœur et d'esprit, d'une grande facilité d'adaptation, tout en gardant quelque chose d'inchangé. Même si bien des jeunes gens d'aujourd'hui ont acquis un sens très net de leur identité interne, le mot « identité » évoque pour eux quelque chose de fixe, de stable et de « clos » qu'ils hésitent à accepter. La notion d'un avenir personnel et d'une « carrière » reste pour eux encore plus vague : même arrivé à l'âge adulte, on ne doit pas cesser de chercher à se transformer, à se redéfinir, à se réformer.

Cette fluidité et cette disponibilité s'étendent à tous les domaines de la vie. Les hippies, tout comme les

jeunes de la Nouvelle Gauche, se révèlent ennemis des idéologies, des doctrines et des formules. Dans la Nouvelle Gauche, l'accent est mis surtout sur la « tactique » ; chez les hippies, on pense surtout à des manifestations simples d'amour et de fraternité. Ni l'un ni l'autre de ces groupes n'ont de plans pour un avenir précis ou un mode de vie clairement défini. Pour eux, l'avenir, tant personnel que collectif, reste imprécis et vague : ils ne veulent pas décider de ce qu'ils feront plus tard.

#### IDENTIFICATION « GÉNÉRATIONNELLE »

La jeunesse post-moderne se voit comme faisant partie d'une génération, bien plutôt que d'un mouvement. Elle s'identifie à ses contemporains considérés comme un groupe, plutôt qu'à ses aînés ; elle n'a pas de leaders ou de héros bien déterminés. Chez les jeunes radicaux, par exemple, l'absence de modèles révéérés ou de grands aînés est frappante : il suffit parfois d'avoir cinq ans de plus que la moyenne d'âge du groupe pour se voir traiter avec ironie ou avec méfiance.

Se savoir tous du même âge, voilà donc l'essentiel, plutôt que d'appartenir à un mouvement où tous les âges se mêlent, ou encore à une idéologie qui ne tient pas compte de l'âge ; voilà ce qui distingue la jeunesse post-moderne de ses parents et de la génération « précédente ». Qui plus est, cette identification crée des distinctions entre jeunes et « moins jeunes » qui portent parfois sur une différence de cinq années ou moins. Dans la Nouvelle Gauche, on fait très nettement la différence entre la « vieille Nouvelle Gauche » (âge moyen 30 ans), la « Nouvelle Gauche » (entre 22 et 28 ans), et la « nouvelle Nouvelle Gauche » (en dessous de 22 ans). Les générations sont donc séparées par de très faibles écarts, et le temps de jeunesse au cours duquel chacun est susceptible de se rendre utile (en qualité d'organisateur par exemple) se limite en somme à quelques années. Ainsi, quoi qu'il entreprenne, le jeune sait qu'il n'aura que peu de temps pour le réaliser.

Cette conscience de génération entraîne aussi un sentiment de rupture psychologique avec les aînés, leur mode de vie et leurs convictions. Les jeunes radicaux sont convaincus que les idéologies anciennes sont dépassées ou vides de sens, conviction qu'ils manifestent par un mépris amusé des discutailleries doctrinaires de la « vieille gauche » et beaucoup d'agacement à l'égard des « vieux libéraux ». Les hippies sont encore plus détachés de tout le passé familial : s'il existe une source de sagesse, c'est dans les traditions millénaires de l'Asie qu'on la trouvera, et non dans les croyances de la génération américaine d'il y a vingt ans. En tout cas, pour chacun de ces groupes, ce qui compte avant tout, ce sont les valeurs reconnues à l'heure actuelle par le « Mouvement » lui-même.

## UNE SORTE DE « PERSONNALISME »

Les deux groupes sont eminemment « personalistes » (2) dans leurs modes d'échanges. Chez les hippies, le « personalisme » entraîne généralement un certain repli, le refus de se mêler des affaires de la société ou d'y changer quoi que ce soit ; tandis que chez les radicaux, le « personalisme » s'accompagne de la volonté de transformer le monde. En dépit de ces différences, les deux groupes ont le désir profond de créer, au sein de petites communautés, des rapports étroits d'amour et de confiance. Les écrivains qui déplorent la dépersonnalisation du monde moderne, qui réclament des rapports de « toi-à-moi », ont beaucoup de succès auprès de la jeunesse post-moderne. A quoi reconnaître la valeur d'une vie, si ce n'est à la qualité des relations personnelles qu'on aura nouées ? La faute imparadonnable, c'est de ne pas savoir établir avec autrui des rapports directs, uniques, d'individu à individu.

L'envers du personalisme est le malaise que l'on ressent dans les rapports impersonnels, « objectifiés » et, surtout, d'exploiteur à exploité. Manœuvrer les gens, leur imposer une domination, un contrôle, une autorité, c'est vivre en contradiction absolue avec l'idéal du « toi-à-moi ». Ne pas traiter les autres comme des êtres humains, ne pas réussir à établir avec ses semblables des contacts personnels, voilà des fautes qui vous atterrent quand on les découvre chez autrui, et qui vous font honte quand on s'en rend soi-même coupable. Même avec les adversaires, il importe d'établir des confrontations intimes et de discuter ouvertement des points de désaccord. Quand des détracteurs refusent de « rencontrer » les jeunes radicaux, ceux-ci se mettent en colère et souvent ripostent par des manifestations.

## ANTI-ASCÉTISME

La jeunesse post-moderne est ennemie de l'ascétisme, s'exprime sans contrainte, et se sent sexuellement libre. La liberté sexuelle des hippies a souvent fait l'objet de débats ou de blâmes dans la presse, à la radio et à la télévision. On trouve la même absence de contrainte sexuelle chez beaucoup de radicaux, bien que ceux-ci aient une façon moins provocatrice de l'exprimer. D'une manière constante, on retrouve chez les jeunes le désir de se libérer des tabous du purita-

nisme, de laisser leur corps suivre librement ses penchants, de pouvoir établir des relations d'amitié, en un mot de jouir de la vie.

A l'époque de la pilule, il est de plus en plus aisé d'avoir des relations physiques en dehors du mariage, tandis que la sexualité tend à se dégager des interdits, du sentiment de crainte et de culpabilité qui l'accompagnaient. En même temps que l'ascétisme disparaît la « promiscuité ». Le « personalisme » de la génération post-moderne exige que l'acte sexuel s'accomplisse dans un contexte de rapports humains et amicaux, et qu'il apporte quelque chose à chacun des partenaires. L'acte sexuel est convenable et naturel dans la mesure où il est un échange, un engagement mutuel, tandis que l'exploitation sexuelle — où l'un des partenaires n'existe pas en tant que personne — est sévèrement réprouvée.

## LE DESIR D'INCLUSION

Le besoin d'« accueillir », à titre personnel ou au sein du groupe, est un autre trait marquant de la jeunesse post-moderne. Les jeunes veulent que leur propre personnalité, aussi bien que leur mouvement, s'ouvre à tous les contrastes, à toutes les notions, à toutes les variétés de types humains, si éloignés d'eux qu'ils puissent paraître. Psychologiquement, cette attitude implique un effort pour accepter les moindres sentiments, désirs et fantaisies des autres, pour en faire la synthèse et les admettre au lieu de les analyser et de les réprimer, pour se garder de rejeter ou d'exclure quelque aspect que ce soit de la personnalité ou des possibilités d'une autre personne. Dans les rapports avec autrui, le besoin d'inclusion implique la capacité de se préoccuper de ceux qui, superficiellement, apparaissent étrangers, de s'identifier à eux, de coopérer avec eux, qu'il s'agisse du paysan vietnamien, des pauvres d'Amérique, des gens de couleur, des dépossédés, des handicapés physiques.

En vérité, le désir d'accueillir tout ce qui est « étranger » est si fort, surtout chez les hippies, que ce qui a l'apparence de l'inhabituel a souvent plus de succès que ce qui a l'apparence du familier ; et ce respect, cet intérêt pour les individus et les idées étranges et lointains, n'est pas toujours accordé aussi volontiers à ce qui est « ressemblant », s'agit-il de ses propres parents ou de leurs valeurs bourgeoises.

Un des corollaires de ce désir d'inclusion est un internationalisme total. Ce qui importe pour les hippies et les jeunes radicaux, ce n'est pas d'où vous venez, mais le genre de relation que l'on peut établir avec vous. L'origine nationale des idées n'a guère d'importance : le bouddhisme zen, le pragmatisme américain, l'existentialisme français, le mysticisme indien ou le communisme yougoslave reçoivent la même attention. La suppression des barrières raciales, elle aussi, est un corollaire du désir d'inclusion : l'union de deux êtres de races différentes — qu'elle soit sanctionnée ou non par le mariage — est considérée comme parfaitement naturelle et normale, en dépit des complications sociales qu'elle entraîne généralement. Chez les jeunes post-modernes, par conséquent, les identités et les idéologies sont dépourvues désormais de références régionales ou nationales : de plus en plus on fait partie du monde, et les divisions et subdivisions de l'espèce humaine n'ont plus cours.

(2) N.D.L.R. Ce personalisme d'une certaine jeunesse américaine ne prend pas exactement ses sources dans la pensée d'Emmanuel Mounier.

La jeunesse post-moderne est loin d'approuver tous les aspects technologiques du monde contemporain. La déshumanisation de la vie, la recherche du profit, l'ambition et le népotisme, la bureaucratisation et l'organisation complexe des nations très industrialisées — tout cela paraît intolérable à cette jeunesse, qui réagit en s'efforçant d'inventer de nouvelles formes d'action et d'association pour lutter contre l'envahissement de la technologie. Ce qui est gigantesque, impersonnel, classifié et hiérarchisé est rejeté, de même que tout ce qui pourrait favoriser le progrès des valeurs technologiques. Contre ces valeurs, la jeunesse réagit en recherchant la simplicité, le naturel, la personnalité, voire même la pauvreté.

Mais une révolte contre la technologie n'est évidemment possible que dans une société dominée par les techniques ; et, pour être efficace, cette révolte est forcée d'utiliser la technologie pour en vaincre les excès. Ainsi pour la jeunesse post-moderne, les fruits de la technologie — hallucinogènes synthétiques chez les groupes hippies, procédés modernes de communication parmi les jeunes radicaux — tout comme l'abondance rendue possible par la société technologique, sont les conditions préalables du style post-moderne. Le dénuement spectaculaire du hippie, par exemple, perdrait tout sens dans un milieu où tout le monde serait pauvre ; quant au radical, le fait qu'il *choisisse* de gagner son pain à la sueur de son front laisse entendre qu'il existe un choix, ce qui n'est pas le cas dans la majeure partie des pays du monde. De plus, pour « s'organiser » contre les méfaits de la technologie, il faut soi-même être capable d'utiliser parfaitement les techniques modernes d'organisation : téléphone intercontinental, *mass media*, transports ultra-rapides, machines à polycopier, etc...

En fin de compte, ce ne sont pas tant les effets matériels que les effets moraux de la technique que combat la jeunesse post-moderne ; il arrive souvent, dans les nations en voie de développement, que les mêmes jeunes gens qui se réclament d'un style post-moderne soient à l'avant-garde des campagnes de modernisation. Ce que cette jeunesse refuse *catégoriquement*, c'est de laisser contaminer la vie par les valeurs du système technologique d'organisation et de production.

## PARTICIPATION

Une des exigences de la jeunesse post-moderne est la recherche de nouvelles formes d'action, de groupement, d'organisations, où les décisions seront prises collectivement, où les divergences seront résolues en « déballant son sac », où seront mêlées l'auto-critique, les critiques générales, les décisions collectives. Ce qui importe, c'est de créer de nouveaux styles de vie et de nouveaux types d'organisations susceptibles d'humaniser et non de déshumaniser, de stimuler et de fortifier les participants au lieu de les décourager et de les affaiblir. Le meilleur terrain d'essai pour cette expérience de participation, c'est le groupe restreint de camarades qui discutent en toute égalité. Il ne s'agit pas là d'une tentative purement américaine : on trouve des formules analogues dans les pays communistes par exemple, qui accordent une grande importance aux petits groupes où l'on « s'empoigne » à coups de critique réciproque et d'auto-critique.

### *Dénuement spectaculaire et recherche de nouveaux rapports humains.*

Cette recherche d'un système dans lequel efficacité et participation iraient de pair a également entraîné l'apparition de « nouveaux » styles d'action politique et sociale. On peut évidemment se demander ce qu'il y a de très nouveau dans les défilés et les manifestations ; ce qui a changé, peut-être, c'est le *style*, la façon dont sont utilisées ces vieilles méthodes de lutte sociale. Ce qui compte avant tout, c'est d'obliger l'adversaire à confronter directement son point de vue avec celui de son vis-à-vis. Les occupations de locaux, les marches pour la liberté, l'appel constant à la discussion, les manifestations silencieuses et non violentes : tout cela vise essentiellement à « atteindre » le camp adverse, pour l'obliger à réfléchir, pour lui faire connaître votre point de vue, et pour le convaincre de la valeur de vos idées.

On retrouve là bien des procédés qui ne sont pas nouveaux, quoique un petit nombre de hippies et de jeunes radicaux d'aujourd'hui soient ralliés aux théories de Gandhi sur la non-violence. Pourtant l'intention profonde que l'on retrouve dans presque toutes les formes nouvelles d'action politique et sociale — qu'il s'agisse des *human be-ins*, des *love-ins*, des marches pacifiques ou des *teach-ins* — a une motivation nouvelle : l'espoir qu'en faisant connaître ses propres principes, en « manifestant » ses idées, on parviendra, par le seul pouvoir de conviction, à venir à bout de ses adversaires, et même à leur faire adopter son propre système de valeurs.

## ANTI-ACADEMISME

La jeunesse post-moderne est dans l'ensemble radicalement hostile à tout ce qui est « purement académique ». C'est là un des aspects d'une exigence plus générale relative au savoir, qui doit présenter une utilité, un usage et un sens pour l'individu. Il serait faux toutefois de considérer cette tendance comme simplement « anti-intellectuelle », car beaucoup de nouveaux radicaux et d'assez nombreux hippies sont eux-mêmes d'un tempérament hautement intellectuel. Ce qu'ils exigent, c'est que l'intelligence soit tournée vers le monde en général, tout comme ils veulent que leurs connaissances servent à épauler leurs combats. Dans la Nouvelle Gauche, en tout cas chez les leaders, on professe le plus grand respect pour le savoir et l'information, et l'on supporte difficilement les amateurs qui agissent au hasard. Même chez les hippies, où l'on accorde moins d'importance au savoir et à l'information, le mépris du monde académique ne saurait signifier une indifférence systématique à l'égard de l'intelligence, du savoir et de la sagesse.

C'est pourquoi, aux yeux de la jeunesse post-moderne, presque tout ce que l'on enseigne dans les écoles, les collèges et les universités est sans intérêt pour les exigences de la vie en ce dernier tiers du vingtième siècle. La plupart des professeurs sont considérés comme des défenseurs, directs ou indirects, du « Système » tel qu'il fonctionne aux Etats-Unis ; presque tout ce qu'ils enseignent apparaît sans rapport avec l'expérience de la jeunesse post-moderne. D'où la recherche d'un nouvel enseignement : un enseignement qui combinerait l'action avec la critique de l'action, et qui mêlerait l'« engagement » à la compréhension du monde. A une époque où tout change si rapidement, on se demande s'il est bien nécessaire d'avoir une science approfondie du passé, et la jeunesse cherche non seulement un savoir nouveau, mais des méthodes nouvelles d'étude et de connaissance.

## LA THEORIE ET LA PRATIQUE

Les grands bouleversements sociaux qui se sont produits dans l'après-guerre ont eu sur la jeunesse des effets multiples : ils ont notamment contribué à lui faire prendre conscience très vivement du désaccord qui apparaît entre la théorie et la pratique. Car, en cette période de transformations sociales rapides, les jeunes se sont avisés qu'il y avait un écart souvent considérable entre les principes auxquels leurs parents étaient profondément attachés et qu'ils appliquaient dans les moments de crise, et les conceptions, les idéaux et les valeurs plus « modernes » qu'ils avaient adoptés et tenté d'appliquer dans l'éducation de leurs enfants. Cette découverte de l'inconsistance de leurs parents, de l'écart entre la théorie et la pratique, suffit peut-être à expliquer ce sentiment, très répandu dans la jeunesse post-moderne, que les gens de la génération précédente sont tous des « hypocrites ».

Chez bien des adolescents d'aujourd'hui, la principale cause de révolte contre les parents semble résider dans cet écart : les enfants prétendent que l'acceptation par leurs parents de leur désir d'indépendance et de liberté est « hypocrite », car elle ne cadre pas avec la manière dont ils réagissent quand leurs enfants veulent effectivement vivre à leur guise. « L'hypocrisie parentale », ils la découvrent aussi à propos des pro-

blèmes raciaux : beaucoup de parents, partisans en paroles de l'égalité raciale et religieuse, sont bouleversés quand ils apprennent que leurs enfants fréquentent une fille ou un garçon d'une race ou d'une religion différente de la leur. Les mêmes contradictions apparaissent en matière de politique. Combien de parents se font les champions, en principe, d'une entière liberté d'opinions politiques, mais se gardent eux-mêmes de prendre parti et veulent empêcher leurs enfants de le faire, de peur qu'ils « se fassent mal voir » ou « compromettent leur carrière future ».

Naturellement, il n'existe pas de groupe humain qui vive en complet accord avec ses idéaux. Il y a dans toutes les sociétés un écart évident entre les pensées et les actes et, dans toutes les sociétés, la prise de conscience de cet écart est un puissant facteur de transformations sociales. Mais dans la plupart des cas, surtout s'il s'agit d'une société qui évolue lentement et qui est dotée d'institutions puissantes et stables, il se produit ce que l'on pourrait appeler une *institutionnalisation de l'hypocrisie*. Les enfants et les adolescents apprennent par une sorte de routine dans quelles circonstances il est « raisonnable » de s'attendre à ce que les gens agissent en accord avec leurs principes, et dans quelles circonstances ce ne l'est pas.

Ainsi, l'existence d'un écart entre le credo proclamé et sa mise en pratique n'est pas du tout inhabituelle. Mais ce qu'il y a de particulier dans la situation actuelle, où l'échelle des valeurs change constamment, c'est, d'abord, que les parents eux-mêmes sont pris entre deux influences contradictoires : celle de leur petite enfance et celle de leur âge adulte. C'est ensuite, qu'on n'a pas encore établi de règles ou d'institutions permettant de juger la part du mensonge dans une existence. Dans ces conditions, il ne reste plus aux jeunes qu'à constater plus clairement que ne l'avait fait la jeunesse d'autrefois l'écart irrémédiable qui existe entre la théorie et la pratique.

Ceci nous amène à souligner un des traits les plus marquants de la jeunesse post-moderne, qui consiste à vouloir prendre au pied de la lettre toute une série de principes politiques, individuels et sociaux, que « nul être raisonnable » n'avait jusqu'alors songé à appliquer à des cas tels que les rapports avec les étrangers, les relations entre les races, ou la politique internationale.

## NON-VIOLENCE

En fin de compte, les jeunes gens post-modernes de tous credos s'accordent sur un point, qui est la non-violence. Chez les hippies, l'objectif essentiel est d'éviter la violence et de la calmer quand elle se produit ; cet idéal est symbolisé par leur geste d'offrir des fleurs aux policiers, et par leur slogan : « Faites l'amour, pas la guerre ». Et, bien que la notion de non-violence, en tant que principe philosophique, ait perdu beaucoup de son pouvoir dans la Nouvelle Gauche, elle reste, en tant que facteur psychologique, d'une immense importance — peut-être ce qui compte par-dessus tout. Il ne faut pas confondre la non-violence de la jeunesse post-moderne avec le pacifisme : ces jeunes gens-là ne sont pas forcément de ceux qui tendent l'autre joue, ou qui refusent de combattre lorsqu'il s'agit de défendre leurs convictions. Mais la ten-

dance fondamentale commune aux radicaux et aux hippies est de condamner la guerre, les destructions et l'exploitation de l'homme par l'homme, ainsi que l'emploi de la force brutale, que ce soit entre individus ou entre nations. Même ceux qui ne considèrent pas la non-violence comme une fin en soi, s'accordent avec les autres pour penser qu'il faut se vacciner psychologiquement contre la violence, et même apprendre à en avoir peur.

Comment s'étonner qu'il en soit ainsi dans le monde moderne ? Chacun sent peser sur sa tête la menace continuelle de la violence technologique, une violence plus insensée, plus absurde, plus complète et plus imprévisible que tout ce qu'on avait pu imaginer jusqu'alors. La vie individuelle répercute toujours les fluctuations de l'histoire, car l'histoire n'est pas seulement une toile de fond devant laquelle se déroule la vie : c'est le terrain même de la vie. Or, avoir vécu l'histoire des vingt dernières années, c'est avoir subi, directement ou indirectement, de violentes secousses, assisté à une brutale révolution mondiale, et éprouvé la peur toujours présente d'une destruction totale du monde.

Quoi d'étonnant, par conséquent, à ce que le problème de la violence soit devenu le souci majeur des jeunes d'aujourd'hui, en particulier de ceux dont la conscience historique est la plus éveillée ? Le slogan du hippie : « Faites l'amour, pas la guerre » traduit cet état d'esprit, bien qu'il soit formulé dans un style que les « réalistes » des générations précédentes trouveraient sans doute sentimental et romantique. Encore que peu de jeunes radicaux soient prêts à accepter les termes de cette déclaration, elle n'en est pas moins conforme à leur tendance profonde. Pour eux, comme pour beaucoup d'autres de leur génération, il est primordial d'arriver à contrôler la violence par des moyens à la fois psychologiques, politiques et internationaux.

On s'aperçoit en fait que bien des dilemmes où se perdent aujourd'hui les jeunes radicaux ont trait aux efforts considérables qu'ils déploient pour éviter toute action ou contact qui risqueraient de provoquer des réactions de violence, en eux-mêmes ou chez les autres. C'est ce dégoût pour la violence qui inspire aux jeunes d'aujourd'hui cette profonde indignation à l'égard de la guerre du Vietnam, tout comme elle est à l'origine d'une indignation comparable en face de l'exploitation ou de la domination de l'homme par l'homme. Le même état d'esprit fait que les jeunes radicaux ont évité de se choisir des chefs, de peur que l'autorité, sous sa forme traditionnelle, ne conduise à la tyrannie ; de même ils ont mis l'accent sur la parti-

cipation et la « confrontation » d'individu à individu, et vont jusqu'à refuser de « jouer le jeu » pour faire progresser leur action sur le plan politique. Et il n'est pas jusqu'à leurs tentatives de grandes démonstrations politiques dépourvues de tout geste de violence — tentatives que des événements récents ont mises sévèrement à l'épreuve et rendues un peu vaines — qui ne fassent la preuve d'un profond dégoût pour toute forme directe d'agression.

Je ne prétends pas insinuer par là que la jeunesse post-moderne soit une pépinière de pacifistes qui rongent leur frein ou d'enragés qui font violence à leur vraie nature. Chez les jeunes gens d'aujourd'hui, au contraire, l'exubérance, la passion, l'ardeur sont la règle plutôt que l'exception. Et que l'on n'aille pas croire non plus que les hippies et les jeunes radicaux soient à l'abri de la colère, de la fureur ou de la rancune... surtout si l'on touche à leurs principes. Mais, dans la plus grande partie de la jeunesse, la petite enfance et la période d'après-guerre ont laissé des traces qui l'ont particulièrement sensibilisées au problème de la violence, chez eux-mêmes et chez les autres.

Il n'empêche que la position d'un jeune homme psychologiquement non violent dans un monde de violence est souvent difficile et paradoxale. Car, en cherchant à réduire la violence, il la provoque souvent chez les autres. Au même moment où il tente par tous les moyens de réaliser son rêve d'un monde pacifique, il est amené à constater, plus directement et plus fréquemment que ses semblables, que le monde n'est ni pacifique, ni juste. D'être ainsi perpétuellement déçu et découragé dans ses efforts réveille chez lui des mouvements de colère, qu'il est constamment obligé de dominer. Et comme il est sans cesse amené à constater la fureur de destruction et l'injustice qui font rage dans le monde, son propre potentiel de destruction et d'exploitation fait naître en lui un grave sentiment de culpabilité.

Les jeunes qui composent actuellement la Nouvelle Gauche américaine ont, comme les autres jeunes post-modernes, beaucoup moins de mal à régler leurs problèmes sexuels que n'en ont eu leurs parents ; mais ce qui contribue toujours à leur difficulté d'être, et qu'ils s'évertuent sans cesse à réfréner, à éviter et à dominer, ce sont leurs propres instincts de violence. L'avenir dira si, à la faveur du mouvement de « résistance » et de rupture amorcé par les jeunes de la Nouvelle Gauche, l'idéal de non-violence qui habite les jeunes d'aujourd'hui continuera à se refléter dans leurs actes.

Kenneth KENISTON ■

*De temps en temps, remarque Léopold Labeledz, rédacteur en chef de la revue britannique « Survey », une lueur d'autocritique éclaire l'Occident... Ainsi raconte-t-il la réaction de David Caute, jeune sympathisant de la Nouvelle Gauche britannique, qui, après sa rencontre en juillet 1968 avec des étudiants tchécoslovaques, déclarait dans le « New Statesman » : « Les constatations que j'ai pu faire à l'époque, et depuis, m'ont révélé une certaine perversité dans ma propre attitude. Nostalgie pour les émeutes d'étudiants, chocs avec la police, mini-jupes, suggèrent un faux romantisme, un désir irritant d'infliger le chaos — et un mode de vie superficiel et nihiliste — à une société apparemment saine. La manière dont se conduisent les jeunes Tchèques est un modèle de discipline civique et de lucidité, alors que nous sommes devenus des drogués de la sensation et de la violence ».*

# Ce que veulent les étudiants américains

## Point de vue de la gauche libérale

par Edward Schwartz

*L'auteur est titulaire du grade de Bachelier ès-sciences politiques d'Oberlin College. Il a assuré en 1967-68 la présidence de la National Student Association (Association Nationale des Etudiants), la plus nombreuse organisation d'étudiants aux Etats-Unis. Son action a été prédominante parmi les tenants du Student Power, du « pouvoir étudiant », dont il a aidé à vulgariser le slogan. Il fréquente actuellement l'Ecole de Service social de Brandeis University et fait partie de plusieurs comités consacrés à la réforme de l'enseignement supérieur. Les pages qui suivent sont extraites d'un article paru dans la revue The Progressive.*

**A** PRESQUE toutes les réunions où l'on m'invite à parler devant nos aînés, il se trouve un auditeur chagrin pour demander : « Au fond, qu'est-ce que vous voulez, vous, les étudiants ? » Les images que la protestation étudiante, que le *pouvoir étudiant* font surgir à l'esprit de cet auditeur sont celles de l'anarchie, de la promiscuité, de la subversion étendue à tout le pays. La riposte stratégique la plus propre à exalter son conformisme consisterait en représailles massives contre ces gosses arrogants, afin de sauvegarder l'hégémonie des parents sur ce qui regarde leurs enfants.

Les événements récents qui se sont produits dans diverses universités — et notamment à Columbia où les étudiants militants ont occupé les bâtiments administratifs pendant plus d'une semaine — ont fourni des arguments à ceux qui évoquent de telles images. Cependant, pour évaluer le mouvement étudiant dans une perspective suffisamment large, et sans préjugés, il ne faut pas s'arrêter au seul style de l'activisme et à son large faisceau d'expressions : manifestations, chahut,

excentricités ; il faut tenir compte de la substance même de la contestation.

Que veulent les étudiants ou, plus précisément, que veut la première génération de l'après-guerre, celle qui a émergé après la crise économique, après l'apparition de la télévision, de la technologie, de la bombe atomique ? Que veut la génération de l'ère spatiale ? La connaissance de nos besoins présents exige une vue claire du milieu où nous évoluons. Notre éveil à la vie a été marqué par deux paradoxes : 1) l'abondance actuelle nous impose moins de responsabilités que n'en eurent nos parents à l'époque de la Dépression pour pourvoir à leur existence, tandis que notre liberté nous pousse à exiger plus de responsabilités ; 2) les problèmes essentiels pour nous-mêmes et pour les autres sont justement, au sein d'une société de masse, ceux que l'individu est le moins à même de dominer. Le désir d'éliminer ces paradoxes, c'est-à-dire d'obtenir des responsabilités dans un contexte de liberté et d'affirmer son pouvoir dans un climat d'impuissance, est l'élément moteur de tous les principaux mouvements étudiants. Ceux-ci ne proposent pas une solution unique. La communauté étudiante est partagée en groupes nom-

breux, dont le moindre n'est pas celui — bien connu — des tièdes. Cependant, dans le cadre des paradoxes que je viens de mentionner, certaines questions se posent et, sur les réponses à leur apporter, toute notre génération s'accorde à peu près.

## LES ETUDIANTS FACE A LEURS AINÉS.

Pour commencer, quel est l'état de nos relations avec nos aînés ? S'il est un élément qui mette d'accord les étudiants de toutes convictions, c'est bien l'autorité, universitaire ou autre, qui conteste le jugement, le sens des responsabilités, les intérêts ou les capacités de l'étudiant lui-même. J'ai vu des présidents de *collèges* (1), dont pourtant les positions politiques s'accordaient largement avec celles d'une partie des étudiants, perdre l'adhésion de ces derniers, simplement parce que ces présidents leur parlaient de haut, essayaient de se mêler de leurs petites affaires, refusaient de les écouter, ou leur disaient de rentrer dans leur chambre et de se tenir tranquilles. En revanche, j'en ai vu d'autres, avec des idées politiques très différentes, s'attirer une énorme popularité auprès de leurs étudiants parce que ceux-ci comprenaient qu'on les prenait au sérieux, qu'on prêtait l'oreille à leurs requêtes, parce que les points de désaccord étaient clairement détaillés et que l'interlocuteur semblait trouver quelque chose d'constructif dans ce que disaient les étudiants.

Entre les deux cas, il y a plus qu'une différence de style : il y a une différence d'attitude. Une société qui a le culte de la jeunesse produit inévitablement des individus qui craignent les jeunes, qui redoutent qu'avec eux « ça ne colle pas ». Tout le reste est autodéfense : leurs invocations de l'autorité légitime, leurs attaques polémiques à propos du sens des responsabilités, leurs allusions à notre allure et à nos vêtements ; ou bien, assez souvent, ils font de timides efforts pour entrer dans nos bonnes grâces, pour jouer les chefs boy-scouts, pour parler notre argot qu'ils ne comprennent pas vraiment. Lorsqu'un étudiant rencontre l'un ou l'autre de ces spécimens, il lui tourne le dos. Si l'« ancien » est un despote, il provoque une révolution ; s'il veut jouer au boy-scout, il devient ridicule.

On dit que l'étudiant est une personne, et qu'il veut être traité comme telle. Les anciens avec lesquels « ça colle » sont ceux qui ont des rapports sans réticences avec l'étudiant, ceux qui le considèrent comme un ami possible et qui sont prêts à entamer des relations sur cette base.

La plupart des étudiants ne considèrent pas seulement l'« éducation » comme le temps qu'ils passent à apprendre par cœur, en vue d'un examen, le cours du professeur Untel. Les années de dix-huit à vingt-trois ans sont, avant tout, celles où nous devons clarifier notre identité, définir notre conduite, nos relations avec les autres, les responsabilités que nous sommes capables d'assumer, le rôle qui nous attend et celui que nous pourrions remplir. Les salles de cours sont, au mieux, une sorte de banque dont nous utilisons les réserves pour cette exploration — un centre d'information, un lieu où nous pouvons apprendre à former notre jugement et réfléchir sur ce qui a été dit des caractéristiques de la nature, de l'homme, de la société.

(1) Par collège il faut entendre le collège universitaire américain qui dispense le premier cycle d'enseignement supérieur.

## PERSONNALITE ET COMMUNAUTE.

Cependant, le processus d'« intégration », de développement de la personnalité intime demeure la chose décisive, et nous pensons qu'il ne peut s'effectuer que dans l'expérimentation personnelle. L'université est, peut-être une communauté d'une espèce particulière, elle n'en demeure pas moins une communauté, et nous aimons avoir le sentiment d'y jouer des rôles d'adultes en façonnant son cadre et en prenant part à la conduite de ses affaires. Or, les occasions d'expérimenter nos aptitudes civiques seront perdues si l'on met en échec notre liberté et si l'on s'oppose à notre participation.

Réclamer le droit de décision — quitte à faire des erreurs — va à l'encontre de la théorie pédagogique qui pose en principe que les jeunes ne sont pas « prêts » à faire certaines choses, pas « prêts » à jouer certains rôles. Et même si nous ne sommes pas « prêts » quel que soit le sens donné à ce terme — la plupart d'entre nous pensent que nous priver de responsabilités est une piètre manière de nous encourager à les accepter. Les autorités universitaires nous disent souvent : « Attendez donc de nous avoir quittés ». Et pourtant, nous savons bien que celui qui ne revendique pas de responsabilités au niveau du collège n'en revendiquera pas à une époque ultérieure, et qu'il se laissera englober dans cette masse prolétarienne qui vit sa vie « dans un tranquille désespoir », comme disait Henry Thoreau.

Par conséquent, le cri du « pouvoir étudiant » est un appel à l'identité intime. Bien que les questions de cités universitaires, de règlement intérieur, de budget, de presse étudiante indépendante, de relations entre filles et garçons paraissent banales en elles-mêmes, elles sont importantes en tant que symboles de certaines « zones » de notre existence, zones où notre personnalité est mise à l'épreuve et trouve l'occasion de s'exprimer. Si, en ces matières, nos possibilités d'expérimenter nos propres règlements et la conduite de nos affaires sont limitées, alors notre aptitude à prendre des décisions personnelles est également limitée. Dans ce contexte, les forces en jeu sont considérables.

Une autre facette de la lutte est la recherche d'une communauté. Les étudiants disaient autrefois : « Libéralisez les règlements ». A présent ils disent : « Laissez-nous établir les règlements ». C'est différent : la première phrase n'exprime aucun intérêt pour une prise de décision au niveau de la collectivité, elle réclame la liberté à titre individuel ; le but de la seconde est d'obtenir le droit de décision. Chacune de ces revendications a pour objet une extension des responsabilités, mais le « pouvoir étudiant » est bien davantage une quête existentielle du respect de soi-même et de celui de la société.

Sur les campus où l'orientation de l'enseignement est devenue litigieuse, le conflit s'est invariablement développé entre ceux qui limitent l'éducation à la transmission du savoir, à l'initiation aux procédés d'analyse, et ceux qui considèrent que le processus devrait nécessairement avoir plus d'ampleur. Lorsqu'ils demandent une éducation plus « pertinente », la plupart des étudiants n'exigent nullement que leur programme soit entièrement consacré aux problèmes d'actualité et aux questions sociales.

Ce que « pertinence » signifie le plus souvent dans les théories étudiantes à propos des programmes, c'est *individualisation*. Comment le programme s'accorde-t-il au développement de ma personnalité, à mon aptitude à

résoudre des problèmes ? Dans quelle mesure répond-il aux questions que je me pose sur moi-même et sur le monde qui m'entoure ? Est-ce que les professeurs se soucient de tout cela ? De telles inquiétudes naissent dans des salles de cours où l'étudiant ne se sent pas provoqué, où il n'est pas engagé dans le sujet, et où d'ailleurs les sujets ne se rapportent pas, même de loin, à l'aventure humaine.

Il est inutile de dire à un jeune homme de ne pas prendre de risques ; l'essence de notre jeunesse, de notre capacité à nous définir nous-mêmes est peut-être justement la faculté de prendre des risques, d'assumer de nouveaux rôles, d'étudier notre comportement dans différents milieux, d'essayer de nouvelles manières de changer les autres. L'université est le laboratoire où tenter ces expériences. Elle nous en fournit — ou non — l'espace et les moyens. Si c'est *non*, alors, nous essayerons de nous faire de la place, même s'il s'agit de lancer un défi à l'institution elle-même.

### PLONGEON DANS LA POLITIQUE.

Lorsque les étudiants cessent de s'intéresser à leurs problèmes personnels pour plonger dans la politique, il y a en général une raison déterminée à ce changement. Pour les uns, c'est une campagne locale réussie en faveur du pouvoir étudiant qui les aura « politisés », qui leur aura fait comprendre que les autorités ne sont pas des images sacro-saintes, et qu'ils peuvent faire quelque chose pour transformer le monde. D'autres auront été galvanisés par une grande figure, par un Martin Luther King ou par un John F. Kennedy. Beaucoup effectuent leur « prise de conscience » à l'occasion d'une question politique qui les touche directement, comme le service militaire ou les frais d'inscription à l'université.

Peu de problèmes unissent les étudiants, et ce sont en général ceux qui concernent leurs intérêts personnels. La plupart des étudiants sont d'accord pour l'abaissement du droit de vote à dix-huit ans ; ils ont été unanimes à réclamer le maintien de la gratuité des études dans les universités d'Etat du New Jersey, de New York et de Californie ; ils s'opposent aux ingérences du gouvernement dans les affaires universitaires locales et leur unanimité est encore renforcée quand de telles ingérences se traduisent par une réduction du budget, la répression des groupes politiques sur le campus, ou la mise à l'index de certains conférenciers.

Pour l'étudiant en quête de son identité, le rejet par la société de ceux qui ne « s'alignent pas sur la classe moyenne » s'apparente directement à l'attitude de la société envers lui, et c'est son désir de défendre les non-conformistes qui détermine sa morale politique. La gauche libérale sait bien que les dissidents sont sans pouvoir réel, mais le fait de soutenir la dissidence lui importe plus que l'éventualité d'une vraie victoire. La « victoire », les étudiants ne l'envisagent encore que très vaguement. Celles qu'ils ont remportées jusqu'ici ont été locales et non pas nationales, décisives. Le point important est de sauvegarder l'intégrité du groupe, l'unité de ceux qui défient la société de masse.

### LES GAUCHISTES FACE AUX LIBÉRAUX.

La bataille entre libéraux et gauchistes tourne autour de cette question. Après avoir utilisé toutes les ressources de sa rhétorique et de son emphase idéo-

logique, le type d'extrême gauche vous dira qu'il a peur de se laisser « récupérer », d'être bouffé par les banlieues, par I.B.M., par la machine. Il lutte contre tout ça avec ferveur. Il ne fait pas confiance à ceux qui « composent avec le système », qui soutiennent des candidats aux élections, qui discutent avec les autorités gouvernementales, qui s'« habillent » à l'occasion. Le libéral, prétend le gauchiste, sacrifiera en fin de compte sa bataille pour la liberté culturelle, pour lui-même, pour les Noirs et les Vietnamiens, en échange d'une position confortable au sein de la société. A vrai dire, le gauchiste s'imagine peut-être que le libéral est incapable de comprendre les gens pour lesquels il est censé se battre, puisqu'il ne s'écarte pas lui-même des normes établies par la société.

Quand le débat porte sur des points précis, il devient très brutal. Le gauchiste cherche à se différencier de la masse ; le libéral, lui, cherche à découvrir dans la tradition américaine tout ce qui peut aider sa cause, et il s'en sert comme point de départ. Le gauchiste utilise, presque par principe, une tactique de confrontation dans le but de « choquer » la masse ; le libéral, presque par principe, essaye d'éviter cette tactique, par peur d'« indisposer » la masse ; le gauchiste parle de « détruire » le système ; le libéral, de le « reconstruire ». Cependant, ni le gauchiste, ni le libéral ne s'entêtent beaucoup à établir des objectifs et à les poursuivre stratégiquement jusqu'à leur réalisation. La manière dont se déroule la bataille est aussi importante que la bataille elle-même, pour les uns comme pour les autres.

Il est faux, cependant, de prétendre que ce qui divise gauchistes et libéraux se rapporte seulement à des questions d'identification et de tactique ; leurs objectifs aussi sont différents. Les libéraux, en vérité, sont les produits de leurs propres traditions ; ils cherchent à effacer les échecs essayés par la société américaine en face des problèmes de la vie urbaine et de ceux des jeunes nations. Ils espèrent que de « bons » leaders engageront la politique dans une « bonne » voie. La gauche voit la réponse américaine aux problèmes urbains et à ceux des pays en voie de développement comme une émanation de l'Amérique elle-même, de sa culture, de ses valeurs, de ses attitudes, une réponse qui, peut-être, aliène la majorité aussi durement qu'elle aliène ses propres minorités et les autres minorités dans le monde.

### STRATEGIES ET PARADOXES.

Si la voie électorale ne semble pas adéquate aux gauchistes, c'est qu'ils reconnaissent à ces problèmes des caractéristiques qui empêchent de les résoudre par un simple changement de politique ; pour eux, les institutions doivent être transformées de fond en comble, et le fait qu'ils n'aient pas trouvé une manière cohérente de réaliser cette transformation reflète aussi bien la nature des problèmes que leurs propres entraves émotionnelles. Il faut, d'ailleurs, signaler que certains radicaux de la Nouvelle Gauche sont en train d'ébaucher une stratégie à long terme dans les ghettos, les universités, les banlieues et les entreprises qui pourrait bien finir par rallier les libéraux.

Voici donc nos préoccupations : entretenir avec les adultes des relations fondées sur le respect mutuel ; développer des communautés universitaires au sein desquelles l'expérience et la capacité d'agir seront jugées aussi importantes pour la maturité de l'étudiant que

sa faculté d'assimiler des connaissances et de prendre des décisions ; encourager la tolérance envers un pluralisme culturel dans notre pays et à l'étranger. Bien que les problèmes (et les tactiques) varient d'une année à l'autre, ces thèmes sont demeurés constants et le demeureront sans doute aussi longtemps que nos institutions « de masse » conserveront ce caractère.

Au début de cet article, j'ai cité deux paradoxes : obtenir des responsabilités dans un contexte de liberté et affirmer son pouvoir dans un climat d'impuissance — comme étant au cœur des revendications étudiantes

en cette décennie. Si je n'ai pas utilisé les termes traditionnels de libéralisme, emploi, éducation, logement, bien-être, c'est que les étudiants vont au-delà de ces problèmes. Ceux qu'ils affrontent sont plus profonds car ils englobent la structure et les valeurs d'une culture de masse. Si nous poussons des cris, c'est que l'animal ne veut pas démarrer. Démarrerait-il en définitive ? Cela dépendra de ce que nous aurons su dire, et de ce que la société aura bien voulu entendre.

Edouard SCHWARTZ ■

# L'opinion d'un conservateur

*par Arnold Steinberg*

*L'auteur, étudiant à l'Université George Washington dans la capitale fédérale, est rédacteur en chef de The New Guard, organe mensuel de l'organisation des jeunes conservateurs Young Americans for Freedom. Arnold Steinberg, en 1968, a pris une part active à la campagne électorale, du côté des républicains. Il participe souvent, sur les campus et à la télévision, à des débats publics sur les questions universitaires. Cet article est extrait de Dialogue, revue publiée par les Services Américains d'Information et de Relations Culturelles.*

**G**RACE à leurs idées extrémistes et à leurs tactiques spectaculaires auxquelles la presse, la radio et la télévision font un large écho, les activistes connus sous le nom de Nouvelle Gauche accaparent l'attention du public d'une manière tout à fait disproportionnée à leur petit nombre. Beaucoup d'autres étudiants sont conscients des problèmes touchant l'université et la société, mais comme ils s'intéressent davantage aux solutions qu'aux slogans et qu'ils évitent d'employer des méthodes destructives, ils sont beaucoup moins connus du grand public.

A mon avis, la Nouvelle Gauche remet en question deux préalables à l'existence de toute société civilisée : le premier est le concept de rationalité, c'est-à-dire le recours à l'analyse objective et à la raison pour traiter des problèmes d'intérêt public ; le second est le concept d'ordre, parce que l'ordre procure un climat de sécurité, de confiance et de permanence qui favorise le progrès. Ces deux préalables sont complémentaires : une analyse objective ne peut s'effectuer que dans une atmosphère d'ordre. S'il est un lieu où la raison devrait prévaloir, c'est bien à l'université. Or, l'université est aujourd'hui attaquée par la Nouvelle Gauche.

Certes, des problèmes bien réels ont joué un rôle dans l'agitation étudiante que l'on peut constater aux Etats-Unis et dans le monde entier, mais ceux d'entre nous qui se rallient aux deux préalables que je viens de mentionner résistent à la tentation d'exploiter ces problèmes soit pour se défouler, soit pour attiser une ardeur révolutionnaire. L'histoire est remplie d'exem-

ples d'utopies révolutionnaires bien pires que les maux auxquels elles cherchaient à remédier ; l'impétuosité ne résout pas les problèmes, elle complique les choses.

Les étudiants — y compris moi-même — avons tendance à être impatients. Nous tentons une épreuve difficile : nous voulons des résultats tangibles, et nous les voulons maintenant. Nous prôtons la sincérité et nous condamnons l'hypocrisie. A vrai dire, quand nous insistons pour que les erreurs passées soient reconnues et réparées, nous menaçons des « chasses gardées », dans le secteur public aussi bien que privé. La Nouvelle Gauche fait siens ces attributs de l'agitation étudiante mais, de plus, elle se complait à exprimer sa colère à l'aide d'une dialectique des plus recherchées. Ses leaders énumèrent des problèmes sans offrir de solutions. Le « système » tout entier doit disparaître, disent-ils, la démocratie ne fonctionne pas.

## ELITES ET DEMOCRATIE.

En fait, il apparaît que la démocratie fonctionne *trop bien* pour quelques-uns des « néo-gauchistes ». Ainsi, dans la ville de New York, à l'Université Columbia, les trois quarts des étudiants étaient favorables à une politique de « recrutement à découvert », permettant à d'éventuels employeurs d'interviewer librement, sur le campus, les jeunes gens intéressés par les situations disponibles à la fin de leurs études. C'est alors que les membres du S.D.S. (Etudiants pour une Société démocratique), la principale organisation de la Nouvelle Gauche, émirent la prétention d'interdire l'accès du

campus aux représentants des entreprises qu'ils désapprouvaient. Comme la décision de la majorité ne cadrerait pas avec sa politique le S.D.S. essaya d'empêcher les interviews par la violence.

Le philosophe Herbert Marcuse, professeur à l'Université de Californie, est souvent cité par les leaders de la Nouvelle Gauche. Marcuse demande explicitement que le droit de prendre librement la parole soit refusé aux individus et aux groupes qu'il désapprouve. Il préconise une société au sein de laquelle la majorité serait façonnée selon les directives d'une élite ; les leaders de la Nouvelle Gauche ont évidemment décidé qu'ils feraient partie de cette élite.

Ainsi, la Nouvelle Gauche se rend coupable des mêmes maux qu'elle attribue au système établi, auquel elle reproche d'exercer un contrôle centralisé. Les porte-parole du S.D.S. plaident en faveur d'une « démocratie de participation », entendant par là que « les décisions doivent être prises avec la participation des individus concernés ». Dans la pratique, cependant, les leaders de la Nouvelle Gauche conservent par-devers eux ce droit de décision.

Ils ont adopté une « politique d'affrontements » qui se manifeste par des batailles entre police et étudiants. Leur stratégie est de convertir en révolutionnaires actifs les étudiants insatisfaits mais non révolutionnaires ; ils y parviennent en créant le désordre, de sorte que les autorités universitaires hésitent, tergiversent et, en fin de compte, sont obligées d'appeler la police. C'est précisément ce que veulent les meneurs : en provoquant des chocs avec la police, suivis d'emprisonnements et de lentes procédures judiciaires, ils espèrent « radicaliser » les étudiants non engagés ou à demi engagés.

Une méthode typique de la « politique d'affrontement » consiste, par exemple, à entraîner un certain nombre d'étudiants relativement non violents à occuper un local universitaire. Les étudiants reçoivent l'ordre de se disperser ; ils refusent, espérant être évacués de force ; la police envahit la salle comble ; un « dur » de la Nouvelle Gauche attaque un policier qui, à son tour, matraque son agresseur. A présent, imaginez-vous dans cette salle, vous, jeune bourgeois dont les seuls contacts avec la police se résument sans doute à quelques infractions au code de la route ; vous n'avez pas remarqué la provocation mais seulement le matraquage qui lui a succédé ; vous et vos camarades êtes pris de panique, une mêlée s'ensuit, et tous — y compris vous-mêmes — êtes matraqués.

## UN PROBLEME MORAL.

La politique d'affrontement pose un sérieux problème moral : celui de l'exploitation, par des révolutionnaires, de jeunes gens idéalistes et sincères dont la plupart s'intéressent davantage à améliorer les conditions existantes qu'à renverser l'ordre établi. Mais il y a une question plus grave : a-t-on le droit d'imposer aux étudiants une idéologie, *quelle qu'elle soit*, au nom de la solidarité ? Les étudiants, comme la société, représentent tout un éventail d'opinions et d'intérêts. En fait, contrairement à d'autres groupes (tels que les travailleurs d'une branche professionnelle donnée), les étudiants ne partagent une même condition que *temporairement*. L'état d'étudiant est transitoire. Il faut se méfier de ceux qui se proclament leurs porte-parole ou prétendent représenter « l'opinion étudiante » : ceux qui cherchent à imposer aux étudiants une éthique révolutionnaire misent sur l'idéalisme et le manque

d'expérience du groupe le plus vulnérable de la société. En fin de compte, pourquoi les jeunes gens qui se consacrent à leurs études seraient-ils vilipendés par ceux dont le seul rôle semble être de créer du désordre — un désordre qui rend les études difficiles, sinon impossibles ?

Lorsqu'on a bien compris que la Nouvelle Gauche, plutôt que de résoudre d'urgents problèmes sociaux, cherche à créer un climat révolutionnaire où la violence est une nécessité logique, on peut apprécier la valeur des préalables que j'ai cités au début. La plupart des dirigeants gauchistes appartiennent à la classe aisée et leurs familles financent largement les exploits révolutionnaires de leurs enfants. Il est symptomatique que ces leaders n'aient encore eu que peu ou pas de contacts avec la fraction de la société qu'ils se flattent de si bien comprendre ; les « pauvres », les « déshérités » sont pour eux des phénomènes sociologiques, les victimes immatérielles d'une société cruelle. A l'abri des vicissitudes de la vie, des charges financières, et engagés dans la révolution, ces militants contestent que l'ordre soit nécessaire, parce que leur propre vie n'est que désordre ; ils ne regardent pas l'université comme le siège des spéculations rationnelles, de la recherche de la vérité, puisqu'ils possèdent déjà les ultimes vérités.

Il est piquant de constater que la Nouvelle Gauche — qui a pris tant de soin à analyser l'hypocrisie de la société — se soit montrée elle-même hypocrite dans tant de domaines. Ses membres critiquent la société parce qu'elle a dévalorisé l'individualisme, mais ils considèrent la liberté de choix chez les individus comme un procédé inefficace, parce qu'il est l'occasion de « mauvais » choix. Ils sont pour le respect de la liberté d'opinion — et en cela ils ont raison — mais condamnent cette liberté lorsqu'ils prennent les affaires en main. Leurs leaders se défient ostensiblement de la concentration des pouvoirs ; en fait, ils ne contestent pas le pouvoir *en lui-même*, mais seulement le pouvoir que les autres détiennent. Il est des indices prouvant qu'au sein même du mouvement, ce sont des groupuscules qui élaborent les programmes, conduisent les opérations et imposent leurs décisions au gros de la troupe qui, contrairement à ses chefs, est plus intéressée par les réformes que par la révolution.

## LES VRAIS RADICAUX.

Les dirigeants de la Nouvelle Gauche s'intitulent « radicaux ». Le mot signifie : aller au fond du problème, à sa *racine*, mais ces étudiants, si jamais ils recommandent une solution, le font en s'écartant des sources réelles du problème. Par exemple, ils critiquent la centralisation : pourtant, leurs propositions en matière d'assistance sociale conduiraient à un accroissement des pouvoirs du gouvernement central.

Les vrais radicaux se trouvent parmi les « conservateurs-libéraux » qui acceptent que certaines valeurs positives guident leurs recherches en vue d'améliorer la société. Nous attachons de la valeur à l'individu et au respect de son identité, et nous insistons pour qu'il jouisse au maximum d'une liberté cadrant avec les besoins de la société. Le progrès est dû avant tout à l'action de l'individu et non à celle de l'Etat ; aussi la profession de foi des Jeunes Américains pour la Liberté déclare-t-elle : « L'économie de marché, qui distribue les ressources grâce au libre jeu de l'offre et de la demande, représente le système économique le

plus simple, le mieux compatible avec les exigences de la liberté individuelle, avec le gouvernement constitutionnel et (...) est en même temps le plus efficace pourvoyeur des besoins humains ».

Aux Etats-Unis, une multitude d'associations civiques, d'amicales, d'églises, de fondations et d'autres organisations privées forment le secteur *indépendant*. Ces collectivités ont fait beaucoup en vue de résoudre les problèmes de la nation, et elles peuvent faire davantage si on leur propose des objectifs communs et une collaboration réaliste. Déjà, de nombreuses fondations coopèrent avec des sociétés pour réduire les risques du financement d'entreprises noires dans les ghettos. Les citoyens les plus âgés de notre pays — nombreux mais inoccupés — sont prêts à offrir leurs conseils, à mettre leurs connaissances des affaires au service de ceux qui en ont besoin. Les fondations pourraient garantir les risques des projets, tandis que les banques et les sociétés apporteraient les capitaux. Car les planificateurs des grandes sociétés — tellement méprisés par la Nouvelle Gauche — sont actuellement les plus ardents à préconiser une action méthodique pour résoudre les problèmes sociaux (notamment la formation des sans-travail et la recherche de moyens efficaces et peu coûteux pour reconstruire ou aménager les quartiers insalubres). Ainsi, beaucoup d'hommes d'affaires « réactionnaires » sont-ils de véritables radicaux, puisqu'ils vont, avec efficacité, jusqu'à la racine du problème.

#### LES CONSERVATEURS ET LE STATU QUO.

Les étudiants conservateurs — dont je fais partie — ne sont pas les apologistes du *statu quo*. Tout autant que la Nouvelle Gauche, nous abhorrons la centralisation grandissante, la bureaucratisation de la société et le déclin de l'individualisme qui les accompagne. Nous pensons que les derniers vestiges de la pauvreté et du racisme dans notre société peuvent disparaître, mais seulement sous une direction capable de mobiliser la bonne volonté générale. D'autre part nous admettons que la recherche du profit est une des caractéristiques de la nature humaine; en conséquence, si nous pouvons rendre profitable au monde des affaires le recyclage des sans-emploi et l'amélioration de leur habitat, il y aura davantage d'emplois et de meilleurs logements.

Les conservateurs soutiennent, entre autres choses, que des exonérations ou des réductions d'impôts inciteraient les entreprises à assurer la formation des sans-travail ou le développement des zones déshéritées; une telle politique permettrait même d'augmenter le nombre de maîtres qualifiés dans les écoles urbaines. Notre but est de minimiser le rôle du secteur public et, en même temps, de résoudre les problèmes sociaux.

Quant aux libéraux, nous ne les aimons pas tellement et nous désapprouvons leur manière de compter sur l'intervention de l'Etat. Cependant, nous croyons avec eux aux règles du *fair play*, à la courtoisie, à la liberté d'expression et à d'autres droits fondamentaux. Nous avons la même notion de ce qui est constructif et de ce qui est destructif. Comme eux, nous voulons résoudre des problèmes et non pas faire de l'agitation révolutionnaire. C'est pourquoi nous nous sommes souvent alliés à eux dans la poursuite de buts communs, et dans notre opposition aux méthodes de la Nouvelle Gauche.

En dépit de notre conviction qu'il faut œuvrer au sein du système, nous, les conservateurs, présentons

des projets *révolutionnaires*; nous considérons que l'intervention gouvernementale est plus souvent la cause que le remède de beaucoup de nos maux. Plus que les libéraux, nous mettons l'accent sur un changement organisé, fondé sur la tradition, sur la continuité et le développement des valeurs, par opposition à un changement brutal et inconsideré, et à la pratique d'une morale relativiste.

Etant étudiants, nous sommes, par définition, très proches des problèmes universitaires. Et dans ce domaine, nous voyons les effets de l'importance donnée par les libéraux à l'égalitarisme, au secteur public, à l'action collective. Les universités sont trop grandes, trop impersonnelles; l'éducation apporte trop peu de chose à un trop grand nombre. Les contacts sont trop étroits entre le gouvernement et l'éducation. Il n'y a pas assez de liberté sur le campus. Les programmes sont mal adaptés et d'ailleurs, bien souvent, les maîtres *n'enseignent pas*. Peut-être suis-je en train de parler comme ceux de la Nouvelle Gauche, mais avec cette différence que je ne me borne pas à signaler des problèmes évidents. Je reconnais, par exemple, que les libertés universitaires ne peuvent exister que dans l'ordre et dans le respect réciproque des étudiants et du personnel administratif. La liberté signifie aussi le droit de n'être pas d'accord; pas d'accord avec le gouvernement, avec l'université et — oserai-je le dire? — avec la Nouvelle Gauche.

#### LA REFORME DE L'UNIVERSITE.

Je suis favorable à une nouvelle manière d'aborder l'enseignement supérieur. Il faudrait se débarrasser des universités d'Etat. Si les Etats trouvent un avantage à subventionner l'enseignement supérieur, qu'ils déterminent d'abord des normes minimales concernant la qualité des enseignements et qu'ils accordent des bourses aux étudiants suivant leurs besoins. (Avec le système actuel, la subvention profite, en fait, à tous les étudiants sans distinction.) Les fonds alloués pourraient être utilisés dans une institution accréditée, choisie par l'étudiant. Cette politique, décrite ici trop brièvement pour en faire comprendre la complexité et l'audace, a été proposée par un conservateur, le professeur Milton Friedman, économiste distingué de l'Université de Chicago; elle offre aux étudiants plus de liberté dans le choix d'un établissement, une éducation répondant davantage à leurs besoins et présente en outre l'avantage d'une grande simplicité de fonctionnement.

Ce projet — comme d'autres propositions élaborées par des conservateurs, également audacieuses mais qui n'ont pas encore été mises à l'épreuve — exprime un désenchantement en face de l'ordre établi. Les conservateurs sont prêts à soumettre des idées pour améliorer la vie urbaine et les rapports raciaux, pour procurer des emplois plus nombreux, de meilleurs logements, etc. De telles propositions menacent des « chasses gardées », idéologiques ou matérielles. Elles traduisent une prise de position, un jugement de valeur, favorables à la *liberté*.

Ainsi se présentent pour moi la cause et la démarche du véritable radical. Je crois qu'une société ordonnée, décentralisée et démocratique, à condition de savoir imposer des innovations créatrices, a bien plus de chances de résoudre les problèmes du XX<sup>e</sup> siècle que le gouvernement totalitaire d'une élite qui se serait arrogé elle-même le pouvoir.

Arnold. STEINBERG. ■

# Ces mœurs qui vont plus vite que nous

par Charles Maignial

C E que l'on appelle « l'accélération de l'histoire » n'est certes pas également perceptible en tous domaines : des sénateurs discutant les articles d'une Constitution, ou des diplomates les clauses d'un projet de désarmement, ne paraissent souvent pas plus en progrès sur leurs arrières-grands-pères que leurs épouses rangeant la vaisselle. Les idées dont on se sert sont des objets d'usage courant : elles doivent avoir beaucoup servi pour avoir, comme on dit, fait « leurs preuves » telle une marque de rasoir. Il en va tout autrement des mœurs. Leur nouveauté fait leur valeur, et non pas seulement par snobisme. Subies plutôt que voulues, elles sont toujours en avance sur les mentalités, mentalités que nous mettons, de plus, longtemps à reconnaître. Ce sont elles, et non les idées, qui nous montrent que nous sommes « dépassés ». A cela nous voyons que le monde change — et nous avec.

Hommes de quarante ans, faites surgir votre grand-père de son cercueil et promenez-le dans nos rues... Son ahurissement de ce qu'il verrait en mesurerait la nouveauté. Progrès ou pas, ce qui bouge, là, on le voit bouger.

La jeunesse « conteste », l'Eglise, plus sagement, se conteste, la sexualité « explose », et les sexes bizarrement, s'effacent, des mariages se voudraient collectifs et officiels, des grèves se veulent « sauvages », des ministres sont « interceptés », la société en devenant de « consommation » a honte d'elle-même mais consomme de plus en plus; quant à la frontière entre le bien et le mal, elle s'abolit sans effort grâce au L.S.D., que d'aucuns réclament comme un droit de l'homme... Contestation, érotisme, drogue, hippies, contraception, éducation sexuelle, un nouveau glossaire de mots clés (mais ouvrant quelles portes ?) permettrait l'inventaire de ce réel nouveau dont nous participons.

Érotisme : les murs nous en parlent, quarante ans après Freud; ce mot jadis nourri d'encre précieuse, dans l'Enfer interdit des bibliothèques, voici que les enfants d'aujourd'hui peuvent l'apprendre avec l'alphabet, et la civilisation se charge vite de leur en apprendre le sens. Là plus qu'ailleurs, la peur d'être en retard fait souvent manquer le bon autobus et déboucher avec un quart d'heure d'avance dans une impasse, bien des femmes vous le diront, comme chante Brassens. Pourquoi s'indigner ? Je constate. Que certains effets de cet « état (ou étalage) de choses » soient

ou puissent être bénéfiques, certes; mais d'autres beaucoup moins, il faut aussi le constater. Toute la culture « de masse », publicité en tête, baigne dans la sexualité. La « révolution sexuelle », que certains lient à la révolution tout court — et leurs raisons ne sont pas à négliger — constitue, pour quelques-uns, une véritable obsession qui vient remplacer l'obsession sexuelle de jadis, produit du refoulement dû aux contraintes sociales décrites par Freud. Ces contraintes du reste, s'exerceraient plutôt aujourd'hui en sens inverse. « Mais ne reste donc pas pucelle », ce film très récent donne assez bien le « la » de cette musique de chambre (de mineure...). Quel père de famille n'a pu constater que le besoin, pour sa fille, de ne pas le rester (pucelle...), au contraire de la génération-d'avant, relevait beaucoup plus du besoin de faire comme tout le monde que de celui de braver les interdits ou simplement de « vivre sa vie ». En certains cas, le besoin d'avoir un ou une petite amie à seize ans s'apparente à celui, non moins impérieux, de posséder une vespa, un électrophone ou la dernière blouse à la mode — de quoi aurais-je l'air si je ne l'avais pas ? Ce besoin ne semble donc, parfois, sexuel que comme corollaire d'un besoin plus général et plus lancinant : celui de se sentir exister, ou plutôt de compenser d'une façon efficace le sentiment de ne pas exister et l'angoisse qu'il en résulte — à moins qu'elle ne le précède. On se rassure ainsi d'éprouver cette « difficulté d'être », dont on accuse la société. Quoiqu'il en soit, on peut craindre que l'érotisme, au sens adulte du mot, art majeur de l'homme depuis Ovide, et art aristocratique, ne trouve guère son compte dans tout cela. Les peu doués, les plus fermés sur eux-mêmes, les timides-brutaux ne s'évertureront pas et se lasseront — se lassent — de cette chose à laquelle leurs parents — pourquoi ? — semblent attacher tant d'importance (d'où une secrète jalousie). Se plaindront-ils plus tard qu'on ne leur a pas appris à faire l'amour ? — ou au contraire qu'on leur ait laissé trop de facilité ? Et ce défoulement-déferlement se résorbera-t-il de lui-même quand il sera prouvé que nul, à part quelques obsédés de la non obsession, ne veut d'une société fondée sur la primauté du sexe ? Est-ce au contraire cette primauté qui est en train de disparaître ?

Devant ce peu romantique mal du siècle, les autorités s'interrogent, passant du rigorisme au libéralisme et vice versa. Elles entendent protéger la jeunesse contre

un phénomène qui a plusieurs visages : libération, sexualité, licence, débauche, pornographie, obscénité. Mais la jeunesse ne veut pas être protégée et proteste par ailleurs que ce n'est pas elle mais les « vieux » qui fréquentent les « pornoshop » de Copenhague. L'exposition pornographique dans cette ville, en octobre — un record dans le consternant, sinon dans le ridicule — a pourtant fait ses affaires avec toutes les classes d'âge (et a accordé par parenthèse, l'entrée gratuite aux femmes et jeunes filles, ce qui en dit long sur le but qu'elle proclamait de prétendument libérer, ces dernières... Instruisez-vous, mesdames, mais restez nos bêtes à plaisir, car c'est nous qui payons l'entrée...) Qu'on s'en indigne ou s'en attriste, voire qu'on s'en réjouisse, une chose est certaine : une telle Foire du Sexe était-elle seulement imaginable il y a deux ans ? Tout cela va vite, et devant les corps plus que nus qui s'ébattent avec précision au cinéma, au théâtre (ah ! Folies Bergères... spectacle maintenant pour nonnettes), sur les jaquettes des revues et des livres, sur les bandes dessinées, devant des nudités en plastique moulé sur épiderme de mannequin connu en vente au Prisunic et autres fantaisies où une certaine

citée dans l'exploitation commerciale du sexe, réglementation des hallucinogènes, etc. Les solutions données à ces problèmes auront des conséquences incalculables. Devant ces questions, les pays d'Europe s'interrogent, révisent leurs concepts, cherchent un équilibre, c'est-à-dire des lois assez libérales pour éviter des mœurs trop libertines (ou libertaires), assez strictes pourtant pour que la masse des citoyens puisse s'y retrouver, c'est-à-dire puisse muter sans se décomposer.

Si chacun a ses raisons pour expliquer cette soudaine « éro-production » qui clame agressivement « mort aux tabous » (mais ne tue, hélas ! disent les psychiatres, que les faux), chacun sent aussi qu'il ne s'agit là que d'un cas particulier de la course de vitesse que se livrent, dans notre société libérale, la liberté vraie et ses abus ou caricatures. Du Charybde de l'Ordre moral au Scylla de la pornocratie, le passage est aujourd'hui malaisé, plein de remous. Si le premier est hypocrite mépris du réel, le second constitue le pire mépris de l'homme pour l'homme. Mais, de ces passages étroits entre deux écueils également fatals, n'en est-il pas de même, au fond, dans les autres domaines, pour les libertés individuelles, les droits (et les devoirs) du

#### *Libération ? Révolution ? Alinéation nouvelle ?*

imagination est au pouvoir, chacun se sent balancer entre la crainte du ridicule, s'il critique, et la concession au libertinage, s'il ferme les yeux (façon de parler !) et n'est qu'à demi rassuré par l'accoutumance qu'il en prend ou la lassitude qu'il en éprouve. C'est qu'en back-ground, ou plutôt en gros plan de la « révolution sexuelle », d'autres problèmes, du strict ressort du législateur sinon du moraliste, et redoutables, engagent l'avenir : contraception, avortement, homosexualité, droit du vice, droits de l'art et de la publi-

Pouvoir et notamment de la police, les droits syndicaux, la protection des citoyens et la liberté d'expression : tout dans notre vie sociale est aujourd'hui en équilibre instable entre le trop et le trop peu.

La liberté est d'un usage de plus en plus explosif — et elle est toujours plus nécessaire, c'est-à-dire plus exigée. Car c'est cela la leçon des révolutions : l'exigence de justice est l'exacte mesure de sa nécessité. Plus que jamais, chacun sent que quand tout est permis, rien n'est possible, mais que quand rien n'est

permis, tout est possible. Chaque problème n'est qu'un aspect d'un pari global.

La jeunesse contestataire le sait bien, quand elle s'arrête de contester. Elle peut constater aussi que plus elle demande et moins elle donne, mais que le contraire est aussi vrai : plus on lui demanderait et plus elle donnerait. La marée hippy a, en 1969, largement atteint les vieux rivages de l'Europe et ce refus non violent (peut-être le plus radical) de la « société de consommation », assorti du droit au parasitisme, à la drogue, à la liberté sexuelle absolue, est peut-être ce qui trouble le plus, dans ses profondeurs, notre vieille société besogneuse, ordonnée, raisonnable. Si cette dernière a pourtant appris quelque chose de son passé, c'est que considérer comme fou ou criminel celui qui prend une autre voie que celle du groupe est une faute contre l'homme ; aussi s'essaie-t-elle au compromis pour récupérer sans trop de casse ces parias volontaires et culpabilisateurs, dont le bouillon de culture peut sécréter aussi bien la douceur-vague et nonchalante que la violence sauvage — comme on l'a vu dans le cas de l'assassinat de Sharon Tate et de ses hôtes à la villa Polanski. Cet assassinat, comme les provocations sexuelles ou encore cette frénésie nihiliste qui soudain s'empare des doux et des pacifiques, les révoltes individuelles comme les collectives, tout cela ouvre les yeux sur les réalités visibles et sur les autres. Il en est comme de l'iceberg : l'essentiel est dessous. C'est le dessous qu'il faudrait connaître et il n'est pas si rassurant.

Quel psychanalyste de la société nous dira de quels abysses monte ce besoin violent de contestation, qui crée les nouveaux conformismes des jeunes, dont celui de la sexualité n'est qu'un aspect et non sans doute le plus important : chacun mériterait une égale analyse, et probablement y a-t-il, à ces ensembles de conduites, des lieux géométriques communs. Si j'ai laissé ma plume courir — courir après les filles ou les garçons qui s'envoient en l'air (parce qu'ils manquent d'air ? ou parce qu'ils ne savent pas respirer ?), c'est que le « fait sexuel » aujourd'hui, plus visible et plus « choquant », est aussi privilégié, parce qu'il pose, de front, le plus de questions à notre vieille société chrétienne dont l'athéisme et le libertinage des plus radicaux d'entre ses membres baignent encore dans la vieille morale rigoriste, dans le culte de l'Amour avec un grand A, dans celui de la fidélité, dans le culte de la Vierge aussi, qui, vingt siècles durant, a fait couler des torrents de sentiment, ayant formé l'inconscient affectif de la chrétienté, et aussi dans la bimillénaire condamnation (ou ignorance) du sexe-pour-le-sexe, surtout dans le dogme que les passions, et bien plus encore les chienneries, détournent l'homme de lui-même tout autant que de Dieu. Ceci peut, dira-t-on, expliquer cela, et une trop longue oppression avoir suscité une brutale libération. Sans doute. Mais toutes les valeurs de notre civilisation sont liées ; si telle valeur s'écroule ou vacille, si visiblement on peut s'interroger sur ce qu'il advient des autres, alors quelque chose nous fait signe...

... A moins que demain la société des hommes de quarante ans, qui en ont vingt aujourd'hui, soudain saisie de panique devant les effets banalisés de tant de libertés obtenues et usées, ne fabrique pour se protéger d'elle-même des lois, sexuelles ou syndicales ou de presse des plus réactionnaires. Ne soyons pas pessimistes. Mais il faut avouer qu'il y a là de quoi

nourrir — valablement — le pessimisme bien connu de la jeunesse d'aujourd'hui, qui s'exprime ingénument par les condamnations sans appel qu'elle profère. Si tel était le cas cependant, si cette « péripétie » arrivait, cela ne condamnerait nullement la révolution en cours, qui s'oriente vers la liberté comme l'héliotrope vers le Soleil. Cela prouverait seulement que l'homme s'est laissé dépasser par ses mœurs, que l'humanité n'a pas su se contrôler — se contrôler, ce qui, par parenthèses, est une condition de ce fameux érotisme...

En touchant Tahiti, après son tour et demi du monde, ayant volontairement abandonné la course, le navigateur solitaire Bernard Moitessier déclarait — comme un banal hippy en somme — « En Europe, on n'adore que des faux dieux, je veux d'abord sauver mon âme ».

Ces faux dieux qu'il fuyait au péril de sa vie, il faut croire pourtant, qu'ils étaient bien mêlés aux vrais, qui le soutinrent dans un tel exploit et lui permirent d'acquiescer, par-dessus le marché, la sérénité. Mais la question est posée, par tous ces « refuseurs » qui ne se ressemblent pas : trier les vrais et les faux dieux n'est plus un luxe mais une urgence, sinon les faux étoufferont les vrais ; nous y acculer, telle est la justification des « en marge » de tous poils qui prolifèrent en Europe. Cela s'appelle un projet de civilisation. Leur révolte, qu'elle soit d'évasion ou d'agression, en dessine, en creux, les contours.

Entre les vents portants (mais portant vers quoi ?) de la « société de consommation » et les typhons ravageurs et aveugles de la « société de contestation » (où le bateau tourne sur lui-même et, finalement, chavire), nos pays d'Europe doivent naviguer au plus près de leurs idéaux et de leurs intérêts communs, de leurs passés et de leurs futurs assumés. Mais comme les gros navires vont plus vite que les petits et font un meilleur cap, ce projet de civilisation, c'est en commun qu'il doit être dégagé. L'Europe unie peut en être le moule.

On a trop souvent insisté sur tout le passé commun, glorieux, studieux ou douloureux, sur les grandes choses faites ensemble, comme disait Penan : « Europe, ma nourrice, Europe ma raison », mais aussi ma raison de vivre. Or, vivre c'est surtout penser demain pour y vivre. Le moment en est venu : ce sont les « marginaux qui sans le savoir ni le vouloir, le disent. Mais les marginaux — ceux de l'intérieur qui veulent « casser la baraque » et ceux de l'extérieur, qui préfèrent la boycotter — ont à leur insu un autre message, plus facilement captable par les hommes de quarante ans, ce sera à choisir : leur intégration, ou le fascisme. Les hippies barbus qui se font la tête de Jésus-Christ aussi bien que les pétroliers, casseurs de flics, contestataires de prof, maoïstes, anarchistes, tout juste sevrés, tournebouleurs en tous genres de société sont en effet bien plus près d'un certain fascisme qu'ils ne le croient eux-mêmes ou que nous ne le croyons. L'ennui préalable devant toute entreprise et, le dégoût d'avance de toute réussite, il reste cependant à vivre. Comment ? Il y a des précédents...

Fascistes, nous ? Je les entends d'ici : « Eh, va te faire voir chez les Grecs ! » Les Grecs, hélas !...

Les Grecs, aujourd'hui, ce ne sont pas d'abord les libertés sexuelles qu'ils demandent, cette revendication par laquelle, naguère en apostrophant un ministre, Cohn-Bendit avait commencé sa révolution.

Charles MAIGNIAL ■

# A PROPOS DE "MORE"

## Cinéma et liberté d'expression

*Dans notre précédent numéro, Henri Bourbon consacrait une chronique élogieuse à « MORE ». Toutefois, sans mettre en cause le principe de la liberté d'expression au cinéma, il citait les réserves de Jean de Baroncelli : « Il ne faudrait pas que les intoxiqués envahissent les écrans au point de devenir des personnages de la vie quotidienne... » et il faisait appel à la prudence des réalisateurs, à leur sens des responsabilités sociales. De nombreuses réactions nous sont parvenues et nous en publions quelques-unes des plus significatives.*

### Le cinéma et l'exploitation capitaliste

J'approuve pleinement le jugement que vous semblez, mon cher Bourbon, partager de Jean de Baroncelli, au sujet des dangers d'un film tel que « MORE », surtout à l'égard de la jeunesse. Mais quand vous affirmez que c'est aux cinéastes qu'il appartient de ne pas oublier l'influence d'un film, laissez-moi vous dire qu'il s'agit là d'un vœu pieux ; vous savez bien que le cinéma est peut-être l'expression la plus cynique de l'exploitation capitaliste. Un film n'a d'intérêt que pour l'argent qu'il rapporte. Et l'exploitation des vices humains a été toujours d'un excellent rapport. Pourquoi donc s'en priverait-on ?

Mais cela pose un problème car ainsi que vous le dites, le cinéma, comme la T.V., ont une influence sensorielle et intellectuelle considérables. La liberté en matière d'audiovisuel conduit donc tout simplement à la licence et par là à l'autodestruction de la société.

Il est triste à dire que les films soviétiques ont plus de tenue que les films occidentaux qui ne savent trop

souvent que présenter ce qu'il y a de plus pénible et de plus affligeant dans la perversion humaine. Cela pose en fin de compte un problème politique.

Louis BOUR

### Le bonheur ou la mort

Si « MORE » apparaît comme un film très dangereux c'est parce que la séduction de la drogue se double de la fascination du suicide consenti.

Le héros du film, Stefen, n'attend rien de ce qu'il faut bien appeler la vie quotidienne. Il est prêt à tout pour connaître autre chose. Ce désir l'amène d'abord à Paris, dans la fréquentation d'une société de hippies. Là Stefen rencontre Estelle. Coup de foudre, amour fou et immédiatement entre eux ce « troisième amant » : la drogue. Certes, c'est la jeune fille qui l'entraîne. Mais l'important c'est qu'il y est prêt, la drogue faisant de leur amour une suite de moments privilégiés. Ainsi à Ibiza où Stefen a rejoint Estelle, la drogue est inséparable d'une vie qui doit bien figurer une manière de paradis perdu. Pour que chaque jour soit unique, il faut continuer. S'arrêter c'est, d'une façon ou d'une autre, renouer avec les banalités et les compromissions inévitables.

Et l'illusion est mortelle. A un certain moment il faut en revenir ou en mourir. La drogue les tue, mais ils étaient déjà condamnés. Un moment pourtant, grâce à la drogue, Stefen a peut-être vécu au niveau de ses désirs. La clé, le but de son voyage : le bonheur ou la mort, étrange parenté entre les deux.

C'est pourquoi « MORE », un des plus beaux films de l'année, nous paraît si dangereux, (et peut-être dans son article Henri Bourbon insiste-t-il

trop sur la beauté et pas assez sur le danger ?). A l'âge adolescent où l'on accepte assez volontiers de mourir pour une idée, souhaitons que l'idée du bonheur et sa déchirante nostalgie ne fassent pas trop de ravages.

Georgette JORDA

### Les critères de jugement

Comment ne pas être séduit par cet appétit de vivre à la vision de « MORE » ? La dégradation et la mort, dites-vous, sont au bout de cette furieuse recherche de l'inconnu et de l'ailleurs ; mais ne le sont-elles pas de toute façon ?

Et d'abord, pourquoi dégradation, destruction ou déchéance ? De quels critères vous servez-vous pour juger de l'élévation, de la dignité ou simplement de la normalité ? Du danger pour la société ? Bien difficile à soutenir. De la vertu ? Mais n'est-ce pas dans l'ensemble par économie, nonchalance ou paresse que nous sommes ce qu'il est convenu d'appeler vertueux ?

Les « junkies » et les « hippies », Estelle et Stefen dans « MORE » expriment la tragédie de la vie à travers leur vouloir vivre plus intensément, la tragédie de la vie où Dieu n'a plus de place même si la mort est donnée symboliquement avec une croix dans le champ de vision. Et si Dieu n'existe pas, tout est permis, dit le personnage de Dostoïevski.

Quant au vœu d'auto-censure au cinéma à la fin de votre critique, croyez-vous si utile de le formuler ? Les moyens de censure tout court — qui existent — ne vous suffisent-ils pas ?

Jean-Claude VILLENEUVE

## Du bon et du mauvais usage de la liberté

Henri Bourbon écrit que la drogue n'est pas le sujet principal de « MORE ». Oui, sans doute. « MORE » est l'histoire d'une passion amoureuse et de ses égarements érotiques. Mais « MORE » est aussi une histoire de drogue avec l'exaltation qu'elle procure et la déchéance qu'elle entraîne, le spectateur risquant de retenir l'exaltation plutôt que la déchéance... Que l'aspect dissuasif à l'égard de la drogue n'apparaisse, comme le note Henri Bourbon (sans le souligner suffisamment), que dans les séquences finales, cela pose un problème : celui de l'opportunité d'un film tel que « MORE », si beau soit-il.

Face à la drogue, dans les circonstances présentes, il n'y a pas de dissuasion partielle et nuancée, face à la drogue qui menace la santé d'une nation et d'une jeunesse, il y a l'obligation d'une dissuasion totale et convaincante, surtout au cinéma, art qui touche les masses. L'intelligentsia peut bien disserter sur les drogues qui sont dangereuses et celles qui ne le sont pas, écrire que la marijuana fait moins de ravages que l'alcool et qu'après tout il en est de la drogue comme de toute chose : « Il faut savoir s'arrêter à temps... », elle n'apporte ainsi que des justifications supplémentaires aux intoxiqués. L'enquête de Dominique Janinet dans « Le Figaro Littéraire » montre bien la gravité et l'ampleur de la toxicomanie : « La vague — ou la vogue — de la drogue déferle comme un raz-de-marée sur les pays développés. La Scandinavie, l'Allemagne, l'Angleterre ont été atteintes comme la France, et aux Etats-Unis c'est devenu un fléau national, compromettant l'équilibre de toute une génération ». Bien entendu, le cinéma est libre de montrer les défauts, les tares et les vices d'une société, mais certains tableaux trop complaisants amènent à s'interroger sur le bon (et le mauvais) usage de la liberté

Raymond BARTHELEMY

### Vraies questions et faux problèmes

« More » ou « Les chemins de Katmandou » incitent-ils à l'usage de la drogue ? De savants docteurs en dissertent : on les écoute avec gravité. Des docteurs non moins savants craignaient il y a un siècle que « Madame Bovary » pousse les femmes à

l'adultère : on s'en gausse aujourd'hui.

L'héroïne ou la marijuana seraient-elles plus séduisantes ou plus néfastes que le 5 à 7 illégitime ? Merveilleux thème de débat pour les casuistes : on se gardera bien de l'ouvrir.

Ou s'il s'agissait de l'effet de sug-

Devant une telle évocation, comment ne pas rendre les armes ? Mais, à y regarder de plus près, comment ne pas éclater de rire ?

Car d'abord, ces jeunes, ils ne paraissent pas tellement tentés par les illusions et les délires. Toutes les enquêtes — innombrables depuis dix ans

*Satyricon : des images d'une grande beauté plastique, le spectacle horrible d'un monde en décomposition.*

gestion du cinéma, plus puissant, prétendent les augures, que celui du livre ? On devrait pourtant savoir, en ce temps où la psychanalyse rôde de toutes parts, que l'identification procède du sujet et non de l'objet.

« Mais la jeunesse, monsieur, qu'il faut pourtant bien protéger ! L'oubliez-vous, cette belle jeunesse de France que tant de mauvais bergers rêvent de corrompre ? »

— le démontrent l'une après l'autre à qui veut les lire. Voyez la dernière (1) : les deux tiers des « 16-24 ans » interrogés considèrent leur père comme un modèle ; ils critiquent la frivolité, la désinvolture, le laisser aller,

(1) Celle de la Jeune Chambre économique, dont a rendu compte « Le Monde » du 30-12-69.

l'inexpérience de leur génération et apprécient la réussite, l'expérience, la maturité, l'équilibre psychologique qu'ils prêtent — généreusement — à leurs aînés ; ils se voient vingt ans plus tard, mariés, parents d'au moins deux enfants, allant travailler en voiture, logés dans un pavillon individuel. Les mauvais bergers auraient quelque peine à détourner ce paisible troupeau des sentiers battus où il se précipite avec délice.

Il y eut Mai 68, bien sûr. Quelle aubaine, pour donner bonne conscience, qu'aient occupé le devant de la scène les équipages de quelques bateaux ivres !

Mais il faudrait s'interroger enfin sur ce que fut vraiment, sous cette écume, la lame de fond : et si c'était la réaction de la maturité des jeunes à l'immaturité des « adultes » ?

Reste l'écume : ceux qui, au plus profond, ont tous ce trait commun de n'apercevoir d'issue que dans la fuite devant le réel. Cette issue, ils sauront toujours la trouver : drogue, sexe, délinquance, révolution..., les voies sont innombrables ; si une porte est fermée, d'autres seront forcées : qu'importe, en vérité, laquelle ! Ce qui seul importe, c'est l'interpellation qu'ils hurlent — fût-ce en silence : père, qu'as-tu fait de ton fils ?

Ah ! plutôt que d'y faire face, qu'il est plus facile d'étouffer cette vraie question sous de faux problèmes.

Faut-il censurer « More » ? Si la question me fait rire, j'entends aussi murmurer Figaro : « Mieux vaut s'empresser d'en rire... ».

J. CL. SIEBAUER

## Pour la liberté et contre le déclin du cinéma

L'article qu'Henri Bourbon a consacré à « More » provoquera sans doute chez les lecteurs de FRANCE-FORUM des réactions que la production actuelle explique amplement. Je suis de ceux qui se sont interrogés sur le dernier paragraphe de cette critique et j'ai pensé d'abord que Bourbon était fort embarrassé de conclure. Si « le principe de la liberté d'expression ne saurait être mis en cause », peut-on, pour autant, se satisfaire du vœu pieux qui consiste à demander aux réalisateurs « certaines prudences » ?

Il est bien vrai que le cinéma de 1969 justifie quelques appréhensions. Et l'on peut comprendre les spectateurs qui se posent avec inquiétude la ques-

tion : « Où cela va-t-il s'arrêter ? ». Le cinéma n'est-il pas exagérément obsédé par cet esprit de décadence qu'il se complait à dépeindre, et à ne montrer que la violence, l'injustice, la course à l'argent et au plaisir, la luxure, la drogue, n'en est-il pas le pourvoyeur ; moral ou complaisant, juge impitoyable ou corrupteur ?

Beaucoup de spectateurs en arrivent à penser que la censure pourrait avoir du bon pour endiguer la vague et marquer quelques coups d'arrêt, pourvu qu'ils soient pertinemment choisis et nettement circonscrits. Mais où cela commencerait-il et où cela finirait-il ?

*More : soleil, amour, arctique, nuptes...*

Des conditions particulières ont permis la sortie inopinée en France d'« Andreï Roublev ». Or, ce beau film de Tarkovsky — malgré ses défauts et ses obscurités — constitue pour les Russes une œuvre dangereuse. Un moine artiste refuse de peindre selon les normes officielles et s'interroge sur le sens à donner à son art. Il choisit de se taire pendant la plus grande partie de sa vie. L'histoire de ce silence semble suffisamment inquiétante pour que l'ouvrage soit interdit de fait, tant en URSS qu'à l'étranger.

Où est donc le clivage entre ce que chacun estime bon ou mauvais de montrer ?

Il est fort possible — mais pas certain — que notre société se trouve dans cet état de décadence dont nous accablons Pasolini et que dépeint en peplums le « Satyricon » de Fellini, qu'elle soit cette caricature d'humanité, qu'elle attende la nouvelle Religion ou la nouvelle Renaissance qui la sortiraient de son chaos. Le cinéma serait alors en état de prophétie...

On peut — et c'est heureux — montrer aussi maintenant des scènes, des comportements, des conflits, des actes qui sont de tous temps mais qui tombaient jadis sous le coup de certains tabous et de certaines hypocrisies. Il

faut rappeler que le cinéma d'outre-Atlantique, dont la liberté d'expression est étonnante, n'a pas attendu ces dernières années pour décrire les tares et les faiblesses de la société américaine, qu'il s'agisse de la violence, du crime, du racisme, de la corruption, du sexe, de la drogue. On ne peut pas sérieusement penser qu'il provoque tous ces phénomènes, ni que toute l'Amérique est contenue dans tel ou tel de ses films.

Le cinéma ayant une responsabilité et une autorité particulières doit cependant apprécier ses limites. L'écueil serait, en tout cas, qu'il tombât dans des excès, des redites, des ratiocina-

tions qui le rendraient vite assommant et insupportable. Certains signes avant-coureurs devraient faire réfléchir. Pasolini, s'il continue à inquiéter, commence à lasser. Certains pensent que la monstrueuse beauté du « Satyricon » est gâtée par des facilités et des extravagances dans l'outrance. Au fond, l'ennui ferait au film plus de mal que la Censure !

Les producteurs et réalisateurs ont tort de négliger — à quelques trop rares exceptions — d'autres sujets plus sobres, moins provocants et sans doute plus proches de la vérité humaine.

Sans parler du cinéma de divertissement, n'y a-t-il pas énormément à dire sur des thèmes simples et attachants, sur les gens affrontés aux problèmes sans gloire de la vie quotidienne, sur les jeunes qui ne se droguent pas, sur « la vie humble aux travaux ennuyeux... » dont a parlé Verlaine, sur l'amour (et non sur les déviations de l'amour), sur les combats pour la liberté, etc.

Quelques réalisateurs n'ont pas dédaigné, en 1969, de faire des films toniques sur des thèmes réputés ingrats ou ordinaires et ils ont réussi. « Adalen 31 » est d'une merveilleuse limpidité et parvient à une grande émotion en racontant l'histoire d'une grève. « Andreï Roublev », déjà cité, montre avec noblesse des caractères simples et des âmes claires dans un monde violent et dur. « Ma nuit chez Maud » passionne sur le thème difficile des rapports de l'homme, de l'amour et de la religion. « L'Invitée » exprime avec une mélancolie douce, triste et un peu amère la crise du couple moderne.

Puissent ces quelques exemples se multiplier pour éviter un déclin qui ne serait plus celui de la Société, mais celui du Cinéma !

Denis VALFORT

## De l'art du scandale au scandale de l'art...

« More », « Easy Rider », « Macadam Cowboy », et plus près de nous encore, le « Satyricon », « La Fiancée du Pirate », voilà qui, certes, colore rétrospectivement de rose pâle les audaces du cinéma d'hier ! « Le scandale est à la mode », écrivait dans le numéro 96-97, Nadège Forestier. Il est même, analysait-elle plus profondément, volontaire et délibéré. Que ce soit dans la « Prisonnière »

ou dans « Théorème », il s'agit de faire subir au public d'aujourd'hui un choc qui pourra lui faire saisir ce qu'est la Rédemption ou la Révélation. Le scandale est « signal d'alarme », éveil philosophique, signe. La grâce est toujours proche du péché... Saint Paul n'est pas loin, ni Bernanos, ni Mauriac...

En outre, ajoutait Nadège Forestier, le scandale devient un moyen de langage nouveau ; par suite se dessine et se trace son esthétique propre. Et l'auteur de conclure : « *Souhaitons que les cinéastes et les auteurs qui recourent avec sincérité et sans arrière-pensées commerciales ou publicitaires au « scandale » ne soient pas des apprentis-sorciers mais des sages. Le scandale est un monde secret, un langage nouveau. C'est aussi bien au public qu'aux créateurs de consentir à le reconnaître et à le maîtriser.* »

C'est aussi la conclusion d'Henri Bourbon à sa critique de « More » qui suscitera, n'en doutons pas, de nombreuses réactions.

En effet, on peut réagir de diverses manières à ce « déferlement » d'érotisme. Et il n'est pas douteux non plus, que nos réactions ne résultent pas seulement d'une conception ou d'une idée de la société et de l'homme à construire, mais encore de tout un ensemble inconscient, trop largement décrit et vulgarisé d'ailleurs, de nos propres complexes et « frustrations », et surtout de notre tempérament, libéral ou autoritaire, passionné ou tolérant.

On peut se joindre aux pétitionnaires d'Associations familiales catholiques, protestant solennellement contre l'envahissement de tous nos moyens d'expressions publics par une « production érotique et pornographique » provocante et tyrannique qui a pour résultat, sinon pour objectif, avec la complicité apparente des hautes autorités de l'Etat, la dissolution progressive des structures de la nation, par une décadence accélérée de la moralité privée et publique : « *bataille perdue et bataille sans cause si ce n'est sans combattants !* »

On peut regretter timidement les exagérations et satisfaire à bon compte à la fois sa conscience et sa curiosité, saine et malsaine : *complicité !*

On peut ne rien oser dire et suivre « jusqu'où on peut aller », histoire de ne pas être dupe ni en retard sur son époque : *snobisme et conformisme !*

On peut encore ne pas vouloir ni pouvoir critiquer ni se gendарmer, dans

l'incertitude de points de référence et des « au nom de quoi ? », et préférer attendre de voir les conséquences d'un phénomène nouveau : *indifférence ou sagesse !*

Toute réaction de toute façon est ambiguë et vieille comme le monde. Le choix s'est toujours posé de peindre l'homme tel qu'il est ou tel qu'il devrait être...

L'exaltation des vertus morales ou patriotiques est, ne l'oublions pas, le propre des sociétés totalitaires de droite et de gauche, d'hier et d'aujourd'hui, sous principe de religion ou de politique. Le propre aussi des sociétés jeunes ou à construire. La vertu « mobilise », ou plutôt, économise, des énergies. La révolution et le monde à rebâtir réclament des saints et des héros.

Au sortir de son adolescence une société acquiert, en devenant adulte, le sens du relatif, du complexe, du compromis et de la tolérance. Le relâchement apparent des mœurs n'est signe que de maturité et d'intégration. Les infractions aux principes, les petits accrocs à la vertu, ne peuvent plus démolir ni mettre en cause sa construction solide. La fidélité et la force morale sont au-delà des incartades.

C'est peut-être alors que peut apparaître l'ART. Parce que sont nées les conditions de la liberté et que peut s'affirmer un « au-delà » de la nature et de la nécessité.

Une partie de nous-même, adolescente encore, se rebelle contre cette part de gratuité et de jeu introduite alors que tout nous enchaîne sur l'embarcation du monde et nous conduit à la dérive. Comment peut-on se perdre dans l'esthétisme alors que l'action nous appelle ?

Une autre voix pourtant nous invite à l'apaisement et à l'émerveillement. Avec sagesse et fièvre.

La verdeur de notre temps ne nous paraît telle, que par contraste avec la pudibonderie des années précédentes et que comme traduction vulgarisée de quelques vérités anciennes, longues à se développer : la sexualité est peut-être un langage plus accessible que l'art. Elle imprègne, et c'est une découverte, toutes relations humaines.

Mais il faut alors réinventer la famille, le couple et l'amour. Ne plus avoir peur des mots ou des images.

Mais nous tremblons justement de cette peur. De la peur de l'avenir dans un présent mal assuré. On craint pour

la famille de demain, la tenue de demain, la morale de demain, l'amour de demain. Nous refusons le risque d'un monde autre que ce qu'il est ou que ce que l'on veut qu'il soit. Et c'est cette peur qui nous fait finalement préférer que des barrières soient mises à la liberté plutôt que de voir jaillir un jour nouveau.

Nous sommes moins sûrs et de nos valeurs et de nous-mêmes, et des fondements de notre société et des fondements de nos choix personnels.

Alors nous craignons de découvrir si ce n'est notre échec, tout au moins la relativité de notre réussite ou l'atrophie de nos potentialités. Pour ne pas accepter de n'avoir pas su répondre à tous les appels, nous préférons peut-être nous boucher les oreilles, et fermer les yeux.

Et nous risquons de refuser ainsi tout dépassement. Que l'Art soit anti-destin, langage ou vice, peu importe... Il est tout cela, différemment pour chacun de nous.

Mais il est avant tout LIBERTE. Bien sûr, les règles imposées et les contraintes n'ont pas empêché l'éclosion du génie. Mais la compréhension profonde de l'homme, de l'infini du temps et de l'espace appelle les mêmes conditions que celles qui sont requises par le chercheur. Il faut pouvoir errer dans tous les horizons, se heurter contre les parois de la caverne, se blesser au miroir du monde et au contact des autres, désespérer de n'avoir rien trouvé ou d'avoir tout perdu.

Si l'on accepte l'idée même de l'existence de l'Art, ne serait-ce que comme s'ajoutant au nécessaire. — mais « le superflu n'est-il pas une chose nécessaire ? » —, on ne peut limiter sa recherche.

Si l'on croit que l'homme est un infini de possibles on ne peut lui fixer de frontières.

Reste la protection et le respect de tous ceux qui ne peuvent assumer l'inquiétude, l'incertitude et le relatif de notre être. « Malheur à celui par qui le scandale arrive » ? Oui.

Il n'y a pas de solution, car il faut que le scandale arrive et accepter d'en payer le prix.

Il y a un prix à toute chose. Et il y a un prix à la vérité de l'homme et du monde.

Mais veut-on vraiment la vérité ?

Geneviève M. PASCAUD

## Cinéma

### et relâchement des mœurs ?

La discussion et les mises en garde suscitées par la toxicomanie des personnages de « More » risquent d'entraîner des ambiguïtés et un prêchi-prêcha moralisateur. Dans la mesure où le cinéma se complait à décrire le dérèglement et la licence des mœurs et où il encourage l'escalade d'un érotisme qui frôle l'obscénité en présentant comme un phénomène général les jeux pervers et indécentes d'une très petite fraction de la société, on peut à bon droit s'inquiéter et déplorer cette tendance où les préoccupations artistiques n'ont souvent que peu de place. Voilà qu'avec le « Satyricon » de Fellini la querelle reprend. Il convient de faire attention et de ne pas tomber dans un puritanisme désuet et par surcroît irréaliste. Soyons sérieux ! Ce n'est pas la débauche romaine qui a seule provoqué la chute de l'Empire romain ; les orgies romaines se sont multipliées au fur et à mesure que la décadence de Rome s'accroissait. Ce n'est pas l'homosexualité qui est à l'origine du déclin de la Grèce antique. Toutefois un danger existe : c'est que le cinéma, en présentant avec insistance une image faussée et inexacte (parce que partielle et partielle) de nos mœurs, n'impressionne le corps social au point de créer un conformisme de l'amoralité ou de l'immoralité ; ce qui n'est aujourd'hui que marginal pourrait alors cesser de l'être. Comment parler à ce danger ? Pas en renforçant la censure, solution de facilité et sans portée profonde. Mais pourquoi ne pas tabler sur l'esprit critique et la lassitude des spectateurs qui finiront par se détourner d'un cinéma où l'abondance des scènes osées et scabreuses engendrerait l'ennui ? D'ores et déjà il est quasi certain que le public préférera la poésie douce-amère, l'émotion discrète d'« Un Amour de Tchekov » aux provocations de « Je suis curieuse ».

M. POIRIER

### La censure et les "mass media"

Nous croyons intéressant de verser en conclusion de ce débat un passage d'une étude de M. Léo Bogart consacrée au contrôle des *mass media*, c'est-à-dire à ces voies massives d'information et de rêve, dont le développement caractérise le monde moderne : radio,

télévision, cinéma, chansons, etc. L'article a paru dans le numéro 14 de la revue « Communications », cahier consacré à « La politique culturelle ».

Les lignes suivantes nous paraissent compléter utilement les réflexions de nos lecteurs et de nos amis.

« La manière dont on traite de la violence ou de la sexualité dans le domaine de la fiction est nettement du ressort de la politique culturelle ; la manière dont les mêmes sujets sont abordés à propos d'événements d'actualité est généralement envisagée autrement parce qu'elle résulte de décisions prises rapidement, pour faire face à un flot d'événements imprévisibles. Pourtant les deux types de sujets sont étroitement juxtaposés à l'intérieur des mêmes réseaux de communication et ne peuvent pas, dans la pratique, être radicalement séparés. Aux Etats-Unis, au cours des récentes années, une série de décisions de justice a levé des barrières qui interdisaient l'exposition et la vente de littérature et de films érotiques. Il en résulte que des gens appartenant à des publics de masse et, ce qui est plus significatif, des jeunes facilement influençables sont beaucoup plus communément exposés qu'il y a quelques années à la pornographie caractérisée.

La pornographie est aux frontières de la culture de masse. Mais l'étalage de la violence dans les mass media américains est un phénomène beaucoup plus largement répandu.

Les liens entre la violence dans les spectacles et les reportages des media d'une part, et les actes de violence réels dans la société de l'autre, sont difficiles à établir. Les éléments de recherche expérimentale sont difficiles à projeter dans la complexité du monde réel. Mais il est à peu près indubitable que la diffusion par les media, du matin au soir, de scènes de violence a un certain effet sur le niveau d'anxiété et l'échelle de valeurs d'individus faisant partie des publics de masse.

A l'intérieur d'une société libre, le contrôle de la pornographie ou de la violence dans les communications de masse, doit s'exercer, en premier lieu, à travers les règles que s'imposent les responsables des media. Les dangers d'une censure puritaine sont beaucoup plus grands que ceux qu'elle cherche à éviter.

La première tâche d'une politique culturelle éclairée, prévoyante, est sans doute de faire en sorte que les responsables des media soient continuellement confrontés au reflet de ce qu'ils font et ainsi obligés d'en constater les effets. »

# Vérité et contrevérité dans l'information

par Georges Verpraet

Georges Verpraet est Vice-président de la Fédération des associations et syndicats de journalistes professionnels ; il a publié plusieurs ouvrages et notamment « Métiers et visages de l'information moderne » (Ed. Neret).

**L**E préambule de la Constitution française comme la Déclaration universelle des Droits de l'homme, proclament expressément la sacrosainte liberté de la presse. La *censure* est formellement prohibée, sauf en cas de guerre (1), de même que le versement d'un *cautionnement*. Seuls la *déclaration préalable* et le *dépôt légal* des publications sont exigés.

Or la liberté de la presse offre un double aspect. Positivement, elle comporte le droit de publier ce que l'on veut. Négativement, elle exclut toute obligation de publier.

Trois exceptions toutefois à cette liberté de ne pas insérer : l'une au profit de l'Autorité judiciaire qui peut condamner un journal à insérer un texte ; l'autre qui oblige chaque numéro à mentionner le nom et l'adresse de l'éditeur (l'obligation de publier le bilan annuel (2), prévue par l'ordonnance du 26 août 1944, est restée lettre morte !); la troisième au bénéfice de toute personne citée dans un article et qui dispose du *droit de rectification et de réponse*, obligation qui curieusement ne s'applique pas encore à la presse parlée et filmée.

La liberté, en réalité, n'exclut pas la responsabilité avec tous ses risques. Responsabilité *morale* qui relève surtout de la conscience du journaliste, de l'honneur de la presse et de la morale professionnelle (déontologie). Responsabilité *juridique* aussi car la législation impose des limites au grand principe de la liberté d'expression.

De multiples interdictions légales empêchent la publication de certains faits critiques dont l'insertion constituent des *infractions ou délits de guerre* dont le long catalogue couvre une trentaine d'articles du Code : secrets de défense nationale ; apologie des crimes de guerre ; compte rendu d'un procès de mineurs ; relation d'une exécution capitale ; commentaires tendant à exercer une pression sur les témoins ou les juridictions ; informations dangereuses pour la morale, la

vie familiale ou la santé publique ; démoralisation de l'enfance et de la jeunesse ; diffamation, injure, outrages aux bonnes mœurs, offenses au Président de la République (3), aux souverains étrangers, aux corps constitués, aux magistrats et fonctionnaires.

Au surplus, si « l'imprimerie et la librairie sont libres » (loi du 29 juillet 1881), il reste qu'à l'intérieur du journal, le directeur — celui qui a à répondre de tout ce qui s'imprime — a le droit incontestable de s'opposer à certaines insertions dont il estime ne pouvoir porter le fardeau. S'il estime nécessaire de corriger un texte ou de modifier un article, il ne peut cependant le faire contre le gré de l'auteur, hormis certaines retouches de forme ou de détail. S'il passe outre au refus du rédacteur, le directeur doit au moins supprimer la signature de l'auteur, afin que le journal reste seul à supporter la responsabilité du texte amendé.

Le journaliste probe a parfaitement le droit de ne rien écrire qui ne soit contraire à sa pensée ou à la vérité. Des situations délicates, on l'imagine, peuvent parfois surgir s'il refuse d'écrire sous la contrainte qui revêt tant de formes subtiles ! Si la pluralité des points de vues s'étale dans l'éventail de la presse, elle n'existe pas nécessairement au sein d'une même rédaction. La liberté du journaliste, c'est d'abord la liberté de son Rédacteur en chef, de son Directeur.

Avant de collaborer à une entreprise, tout journaliste devrait donc s'efforcer de savoir précisément où il va travailler et comment il va travailler. Chaque collaboration comporte une « règle du jeu » auquel il faut, bon gré, mal gré se tenir. Pratiquement, le marché de la presse demeure si fermé que le journaliste n'a pas toujours réellement le choix de son journal.

Il en résulte d'inévitables tensions avec sa direction dont le journaliste ne partage pas nécessairement toutes les opinions et manières de voir. Le rédacteur se trouve alors amené — s'il n'a pas la vocation de l'héroïsme ou du martyr — à pratiquer spontanément une sorte d'autocensure, par crainte d'ennuis personnels.

La presse accomplit une mission d'intérêt général, au service du public, mais comme pour la construc-

(3) *Condamnations pour diffamation et injures de 1959 à 1962 : 1187. Autres condamnations pour délits de presse : 610.*

(1) *Une exception : la censure fut officiellement rétablie, pendant quelques jours, lors des événements séditieux de mai 1968.*

(2) *Une demi-douzaine de journaux font exception et consentent à se soumettre à la loi qui les astreint à publier leur bilan : Le Figaro, Le Monde, L'Express, Réforme, etc.*

tion automobile, il y a dans la presse un *secteur privé*, c'est-à-dire la quasi totalité de la presse écrite (à l'exception du « Journal officiel » qui apprécie lui-même ses responsabilités) ; et un *secteur public* (journaux parlés et télévisés) qui a des devoirs impératifs à l'égard de la Nation et de l'Etat, mission qui n'a rien à voir avec la propagande gouvernementale.

Tel est le cas d'établissements publics comme l'A.F.P. ou l'O.R.T.F. (dont le futur statut paraît en hibernation) mais aussi de la plupart des stations périphériques contrôlées par l'Etat par l'intermédiaire de la « SOFIRAD ». Celles-ci doivent avoir la même retenue qu'a tout citoyen mesurant le poids et la portée de chacune de ses paroles lorsqu'il voyage au-delà des frontières de sa patrie. Cette mission n'autorise en rien la conception fâcheuse de « l'information équilibrée » dévolue par un ministre de l'information en 1964 aux stations régionales de l'ORTF, pour compenser la tendance prêtée à tort aux quotidiens régionaux qui n'utilisent guère une encre d'une couleur politique déterminée, afin de ménager les orientations diverses d'une vaste clientèle.

Nombreux sont certes les journaux indépendants des gouvernements successifs. Mais des pressions externes sur le « quatrième pouvoir » peuvent parfois revêtir des formes subtiles et variées.

— *Pression juridique* : poursuites judiciaires, blocage avant distribution, saisies abusives de journaux sans ouverture d'une information judiciaire, pratique courante pendant la guerre d'Algérie ; « autorisations de paraître » accordées en 1944-45 quand la presse n'avait pas assez de papier.

— *Pression financière* : préjudice grave des saisies ; amendes, restrictions aux tarifs préférentiels des P et T, à l'aide pour l'équipement des imprimeries, pour l'exportation des journaux ou pour compenser les hausses du prix du papier ; retrait des contrats de la publicité d'Etat (Loterie nationale, Emprunts, Bons du Trésor, P et T) et des entreprises nationales ; les banques nationalisées peuvent peser également sur la trésorerie des journaux.

En revanche, il faut liquider la vicille et tenace légende du « journaliste vendu » et de la « presse achetée ». S'il existe aujourd'hui encore quelques fonds-secrets, ce ne peut être qu'en nombre infinitésimal, en marge de la profession ou dans des feuilles confidentielles. Mais il serait naïf ou injuste de laisser supposer que les 14.500 titres de la presse française sont l'œuvre de prébendiers.

— *Pression professionnelle* : interdiction d'accès à certaines sources d'information ; raréfaction des nouvelles ; ou pression plus habile des flatteurs qui jouent sur la vanité d'une poignée de journalistes (avidés de décorations, d'honneurs, de considération, de figurations à la télévision, de sollicitations des « amis » ou simplement d'invitations à dîner).

Placé au carrefour des influences contradictoires du pouvoir politique, des contraintes financières et des exigences du public, le journaliste intègre affronte chaque jour une tâche extrêmement délicate.

## TOUT DIRE ?

En démocratie, tout droit entraîne un devoir. Le devoir n° 1 du journaliste est naturellement d'avoir le culte du vrai dans l'information. Péguy l'exprimait dans un langage brutal : *Qui ne gueule pas la vérité,*

*quand il sait la vérité, se fait le complice des menteurs et des faussaires !*

Rien que la vérité ? Bien sûr. Toute la vérité ? Distinguons.

Il peut paraître puéril de rappeler que l'informateur s'interdit évidemment de mettre sa plume au service d'une vérité truquée ou tronquée, des travestissements, des « canards » et du « bourrage de crânes ».

Pourtant, une certaine presse (ne généralisons pas !) semble s'être spécialisée dans les nouvelles erronées, exagérées, grossières ou sciemment faussées, dans l'à peu près, dans les gros titres à sensation mais trompeurs qui déforment l'information (4), sans qu'un certain public flatté ne soit jamais rassasié par tant de démagogie imprimée ou sonore ou par tant d'empressément à battre la concurrence. « On crie avec le lecteur, on cherche à lui plaire, alors qu'il faudrait seulement l'éclairer », rappelait justement ici même notre ami Jean Teitgen. A vrai dire, on donne toutes les preuves qu'on le méprise.

Mais plus sérieusement, il est parfois certains silences légitimes ou opportuns. Il est souhaitable d'omettre tout ce qui est de nature à offenser inutilement la réputation d'une personne honorable ; à aggraver certains drames de famille (la presse doit-elle rendre publique certaines affaires privées, particulièrement pénibles, évoquées devant le Tribunal ?) ; à contrarier l'action de la justice sur la piste d'un coupable ; à étaler les relations affriolantes propres à exalter le goût du scandale, le sang à la une, le sexe braqué dans toutes les directions, ou les amours des princesses royales sur lesquels certains périodiques spécialisés renseignent infiniment mieux que sur les grands événements du monde.

Il y a quelque mérite à se contraindre au silence quand une révélation prématurée ou explosive provoquerait plus de mal que de bien (remèdes-miracle, découvertes médicales, noms des victimes d'une catastrophe, alors que leurs familles ne sont pas encore prévenues).

Le journaliste n'a pas non plus à révéler les confidences qui lui ont été livrées à titre personnel (5), à fortiori les confidences surprises entre des tiers. Il s'abstiendra aussi d'escalader le mur de la vie privée, même si trop de vedettes mettent beaucoup de complaisance à l'étaler pour faire parler d'elles à tout prix, même si madame Bardot l'a oublié aujourd'hui. Dans chacun de ces cas le premier censeur du journaliste devrait être lui-même.

Cette auto-censure elle-même a des limites. C'est souvent moins par ce qu'il publie que par ses omissions et sa conspiration du silence, que le journal peut mentir. L'omission règne dans une certaine presse plus ou moins « officieuse ».

Il y a cent manières de fausser une information. Tel

---

(4) *Sans doute une certaine déformation reste inévitable. On ne parle guère de ce qui va bien. Dans une famille, quand tout le monde se porte bien, on n'en parle guère mais dès qu'une mauvaise grippe ou une opération affecte l'un de ses membres, on devient volontiers intarissable...*

(5) *Dans la grève de l'A.F.P., en novembre dernier, se posait la question : un directeur d'agence peut-il faire le reproche à l'un de ses collaborateurs de ne pas avoir diffusé une information « officieuse » (le projet de voyage de M. Pompidou à Moscou), alors que celui-ci avait pris auprès de ses informateurs — très officiels, ceux-là — l'engagement de ne pas la donner ? Les journalistes ont répondu par la négative avec Bernard Winter.*

est le cas lorsque le journal cache ou étouffe sciemment et dans un but intéressé, certains détails importants relatifs à un ensemble de faits, quand cette omission risque de dénaturer l'impression d'ensemble qui se dégagerait normalement de l'exposé complet; ou bien lorsque dans une controverse, il « gonfle » une thèse tout en réduisant l'antithèse (encore qu'il n'est guère facile de maintenir l'équilibre des arguments pour et contre); ou encore en amputant ou en « tripatouillant » avec une habileté machiavélique un communiqué ou une dépêche d'agence au point de le dénaturer.

A cet égard, combien de lecteurs ne supportent la vérité que si elle va dans le sens de leurs propres positions! On l'a constaté encore lors des événements d'Algérie. En face de la question de la torture, des répressions militaires, politiques, policières, judiciaires, combien auraient alors accepté qu'on place sous leurs yeux le témoignage d'un Paul Teitgen par exemple?

Ici, il convient de distinguer entre le *journaliste militant* qui se met au service d'une idéologie, d'un parti, d'une cause et dont la mission est d'abord de « convaincre »; et le *journaliste technicien de l'information* qui se propose simplement d'exercer honnêtement son métier difficile d'informateur et qui connaît lui aussi parfois bien de cruels cas de conscience.

L'exactitude d'un fait, d'une situation, d'une doctrine ne se découvre pas toujours aisément. Ni rapidement. En dépit de beaucoup de zèle et d'application — il existe autant de conscience professionnelle chez les journalistes (6) que dans d'autres corporations, quoiqu'en prétendent certaines lettres d'injures —, combien il est difficile parfois de faire jaillir sur le champ la vérité de témoignages cependant sincères! Déjà, La Bruyère le constatait: « Une chose arrive aujourd'hui et presque sous nos yeux. Cent personnes l'ont vue, la racontent de cent façons différentes ».

Le journaliste est d'ailleurs soumis à d'impérieuses servitudes techniques — rapidité et brièveté — qui restreignent sa recherche de la vérité. Il a l'obligation d'aller vite: un quotidien se fait en quelques heures. Il est limité par la place. Il est conduit à une sélection, à un tri des nouvelles, à une certaine simplification, sans pouvoir traiter à fond une question avec toutes ses nuances souhaitables. L'information impose un choix permanent entre l'essentiel et le secondaire.

L'objectivité, à l'état pur, surtout en matière politique, est un leurre. Elle ne peut exister dans quelque organe que ce soit. L'objectivité de l'information et des idées n'est pas celle du marbre ou du plomb.

Parce qu'il est un homme et que sa compétence n'est pas encyclopédique, le journaliste peut parfaitement se tromper ou être trompé. N'attendez pas de lui la même exactitude rigoureuse que vous demandez à l'auteur d'un livre. Demandez-lui de ne pas mentir. Ne lui demandez pas de ne jamais se tromper. Soyez plus exigeant pour le journaliste de périodique que

(6) Longue est la liste des journalistes tombés au champ d'honneur de l'information, pour faire des journaux vivants: d'Albert Londres (1938), Jean-François Armorin (1947), J.-P. Pedrazzini (1954) à Alain Saint-Paul, tué par un éclat de roquettes sur les hauts plateaux du Vietnam, en décembre dernier. Plus de vingt journalistes ont été tués en trois ans de guerre au Vietnam, dans l'exercice de leur métier.

pour le journaliste de quotidien qui n'a pas toujours quelques heures devant lui pour réunir et vérifier les faits tout chauds.

Mais en toute occasion, il doit rester honnête, sincère, scrupuleux, désintéressé. En cas d'information douteuse, sensationnelle ou contradictoire, il s'efforcera de la recouper et il se doit de citer la source. Si, de bonne foi, il a trahi la vérité, il devient déloyal s'il renonce à démentir ouvertement, à rectifier son erreur sans délai dès qu'on la lui a montrée.

Sont considérées comme des fautes contre la vérité (7):

— Le journaliste qui relate un événement sur les données de son imagination, sans effort de documentation directe ou indirecte. Un vrai journaliste ne se contente pas de travailler en chambre ou par téléphone: il va sur place.

— Le journaliste qui publie comme certain et sans réserve, un bruit dont il n'a pas vérifié l'origine ou contrôlé l'authenticité à une source sérieuse.

— Le journaliste qui donne pour vrai ce qui est faux.

La règle d'or du journaliste reste: *Les faits sont sacrés, le commentaire est libre*. Mais impossible de définir les modalités de cette règle! C'est là surtout une attitude morale que le journaliste doit avoir toujours présente à l'esprit. A lui de n'épargner aucun effort pour traduire cet axiome en actes, dans les circonstances et les cas les plus divers, sans se contenter de l'à peu près. La vérité, il faut d'abord la vouloir.

Quant à la liberté du commentaire, il faut savoir que le commentaire, prohibé strictement dans beaucoup d'organes dits d'information, apparaît trop souvent tendancieux et malveillant dans maints journaux partisans.

Peut-être conviendrait-il de distinguer, même typographiquement, dans un article, le fait de son commentaire, trop souvent étroitement mêlés.

#### « MAIS C'EST LE PUBLIC QUI VEUT ÇA ! »

Indépendamment des prohibitions légales précitées, la Convention collective des journalistes se borne à interdire à ceux-ci toute forme de *publicité rédactionnelle*.

Un journaliste ne peut accepter pour la rédaction de ses articles, d'autres rémunérations ou avantages que ceux que lui assure le journal auquel il collabore. « En aucun cas, il ne doit présenter sous la forme rédactionnelle, l'éloge d'un produit, d'une entreprise à la vente ou à la réussite desquels il est matériellement intéressé. Un directeur de journal ne peut exiger d'un journaliste, un travail de publicité rédactionnelle » (Convention collective).

Voilà qui peut paraître un peu court en matière de déontologie! Nombreux sont pourtant les journalistes de toutes obédiences qui s'élèvent contre certaines mœurs.

« Ce que nous réprouvons, s'écriait un jour Raymond Manevy, devant l'Association des Journalistes républicains, c'est le gros titre provocant qui, dans un dessein purement mercantile, déforme la réalité et, neuf fois

(7) Cf. en particulier L'information moderne et le droit à l'information, Joseph Folliet (*Chronique sociale de France*), 1969; Les métiers de l'information moderne (Ed. Nérét, Paris).

sur dix, ne correspond même pas au sens de l'article dont il est suivi. C'est l'exploitation dans le même dessein de l'affaire crapuleuse qui ne présente d'intérêt que pour les criminalistes. C'est l'éclairage violent projeté sur une nouvelle suspecte, incontrôlée parce que incontrôlable, sur un incident mineur, sur une rumeur malveillante. C'est l'entrée par effraction dans la vie intime des personnalités connues, l'étalage des sentiments et des intentions que, sans fondement, on leur prête ».

A quoi bon multiplier les exemples que chacun connaît ! Sur ses 52 numéros de l'année 1964, *France-Dimanche* titra 31 fois sur Soraya... Mais le seul représentant de la presse française au Conseil économique fut précisément, pendant vingt ans, le responsable du groupe de « *France-Dimanche* » !

Jean Knittel, longtemps éditorialiste aux *Dernières Nouvelles d'Alsace*, traduisait la pensée de nombre de ses confrères, en observant, dans *Le Journaliste*, organe du S.N.J. : « Quand on a, pendant plus de quarante ans, combattu pour que la profession de journaliste soit respectable et respectée, on ne peut que donner raison à celui qui s'élève contre une sorte de journalisme qui n'a plus rien à voir avec la mission qui nous est confiée. Il a raison de protester contre des méthodes qui sont, en définitive des attaques qualifiées contre le respect de la vie privée. Dans ce domaine, on enregistre des cas qui relèvent du plus odieux des gangstérismes ». L'information doit respecter l'*habeas corpus* des personnalités qui ont un rôle dans la vie publique.

Et à Marseille, Léon Bancal, directeur du *Provençal*, après la Libération, ne fut pas moins indigné que son confrère de Strasbourg : « Il existait autrefois dans la presse une limite qu'une sorte d'accord tacite faisait considérer — sauf exceptions justifiées par l'intérêt public — comme inviolable. Cette frontière, on l'appelait « le mur de la vie privée ». Or ce mur n'est plus qu'une ruine. Tous les jours, on le démolit davantage. Bientôt, il n'en restera qu'une seule pierre. On dira : « Mais c'est le public qui le veut ! ». C'est faux. Non, ce n'est pas le public qui est responsable de ce genre de journalisme. C'est vous qui le lui offrez, qui lui en faites prendre l'habitude et qui lui en donnez peu à peu le goût ».

Certes, le journal influence incontestablement le lecteur. Mais les lecteurs ne pourraient-ils mieux influencer les rédactions ? Par leur courrier d'abord, mais aussi par des « amicales de lecteurs », ou même des « sociétés de lecteurs » analogues aux sociétés de rédacteurs (8) et qui auraient elles aussi voix au chapitre, voire aux organismes de direction ?

## LE CODE D'HONNEUR EST-IL ENTERRÉ ?

Le problème est désormais posé. Déjà, dès juillet 1918, à l'époque de la Bertha, le Syndicat national des

(8) Selon l'amendement André Diligent voté, en décembre 1968, avec l'accord de M. Joël Le Theule, dernier secrétaire d'Etat à l'information : « Le gouvernement devra, avant le 1<sup>er</sup> mars 1969, procéder à la constitution d'une commission chargée d'examiner les problèmes posés par la constitution des sociétés de rédacteurs ». Au début de 1970, le rapport de la commission n'a toujours pas été publié par le gouvernement de la « nouvelle société ». Des sociétés de rédacteurs existent actuellement dans trente-deux journaux, parisiens et régionaux.

Journalistes, à peine fondé par René Sudre, Louis Lazarus, Gérard Bauer, Georges Gombault, J. Ernest-Charles et Lucien Descaves, adopta une brève déclaration morale rédigée par Clément Vautel (l'auteur de « Mon Curé chez les riches »), *La Charte des devoirs du journaliste* précise les règles de l'honneur professionnel.

Ce « syllabus » reste reconnu — mais pas toujours respecté — depuis un demi-siècle. Il aurait besoin d'être complété, précisé et mis à jour (par exemple sur le respect de la vie privée des particuliers) et intégré dans la Convention collective, comme l'avait réclamé en 1967 le Congrès du Syndicat national des journalistes.

Une véritable éthique du journalisme dont l'établissement devient indispensable, devrait nécessairement s'en inspirer. Mais elle aurait besoin d'être plus étendue, à l'image des codes en vigueur en Belgique (9), en Italie (10), aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne (11).

Ne conviendrait-il pas de prévoir une Cour d'honneur exclusivement professionnelle, pour examiner les infractions aux règles de la profession qui échappent fréquemment aux juridictions ordinaires ?

Tel est le sens du projet de *Code d'honneur* mis au point et adopté dès 1964 par la Fédération nationale des associations et Syndicats de journalistes, sur le rapport fort documenté et pertinent de Denis Périer-Daville, président de l'Association de la Presse présidentielle. Ce projet, assorti de la création d'un Conseil paritaire de la presse, offre l'avantage d'éviter les objections formulées à l'encontre d'un Ordre des journalistes.

Reste à obtenir sa ratification par les directeurs de journaux — la Fédération patronale de la presse française avait elle-même, en 1959, chargé Mme Ella Sauvageot de préparer un projet mort-né, — dont la responsabilité est encore plus grande que celle des rédacteurs. Est-il équitable que la « faute professionnelle » puisse être imputée aux seuls journalistes et jamais aux dirigeants des entreprises de presse ?

En tout état de cause, tout organe ou code de moralité professionnelle, ne peut être, exclusivement, que paritaire et applicable aux deux parties contractantes. Il ne saurait être évidemment décrété ou octroyé par des éléments étrangers à la profession. Aucun fonctionnaire n'a à s'immiscer dans un domaine qui n'est pas le sien. Les journalistes, après tout, n'ont jamais eu l'idée d'aller siéger autour du tapis vert des commissions de la fonction publique.

Georges VERPRAET ■

(9) Droits et devoirs du journaliste en Belgique, Joseph Demarteau et Léon Duxaerts (Commission belge de déontologie, Bruxelles).

(10) En Italie, la loi de l'Ordre des journalistes prévoit des mesures disciplinaires : avertissement (faute légère), blâme (faute grave), suspension de deux mois à un an, voire radiation. En cas de poursuite pour diffamation par exemple, le Procureur peut avoir recours directement à l'Ordre, sans passer par le canal normal de la magistrature.

(11) Le Conseil de la presse en Grande-Bretagne, tribunal d'honneur qui est saisi chaque année de plusieurs centaines de plaintes lesquelles sont soit rejetées comme infondées, retirées, abandonnées ou effectivement jugées.

# Démocraties populaires

**D**ANS son important ouvrage consacré à « l'Histoire des Démocraties Populaires : après Staline » (1), François Fejtö brosse un tableau de l'évolution et des grandes tendances de ces pays confrontés au problème majeur de la déstalinisation durant les quinze dernières années. Il est évidemment impossible de parler chapitre par chapitre de ce livre fort dense où coexistent l'effort soutenu d'analyse et de compréhension de phénomènes mouvants et complexes à partir d'une recherche des données précises et locales, et le caractère volontairement non définitif des conclusions pour un monde tout en évolution et en contradictions. Des monographies ont été déjà écrites sur l'histoire de telle ou telle Démocratie Populaire, mais l'intérêt du livre de François Fejtö réside principalement dans la vision globale de l'Europe Orientale et dans la recherche de facteurs communs aux divers Etats et dans ceux qui ont assuré leur diversification. La première partie de l'ouvrage est une explication politique de l'évolution des années 53-68, analysée très subtilement au niveau des mécanismes de progrès ou de régression, des intérêts partagés ou divergents ; mais apparaît comme plus originale et plus fondamentale, la seconde partie : étude des changements politiques, économiques et sociaux.

## ● DU MONOLITHISME AU POLYCENTRISME

Sur le plan politique général, il ressort de la pensée de François Fejtö cette notion fondamentale d'une évolution conduisant en quinze années (53-68) du monolithisme à un certain polycentrisme. Pour toute étude des Démocraties Populaires un facteur commun à elles toutes : l'impact de la déstalinisation amorcée dès « le nouveau cours soviétique » de 1953. En ce sens, l'ouvrage de Fejtö reflète « les péripéties de la déstalinisation » et de ses limites possibles, second dénominateur commun à l'Europe Orientale, essentiel lui aussi. En effet, Fejtö souligne avec force et c'est là un thème majeur de son ouvrage, la volonté permanente de l'U.R.S.S. de contrôler. Certes, c'est elle au départ, toujours fidèle au schéma centraliste, qui « importe » la déstalinisation dans les Démocraties Populaires. Du fait de son désir et de sa conscience de la nécessité de nouveaux rapports avec les pays satellites en vue de sauver l'essentiel de sa position dominante, menacée par la permanence des courants nationalistes renaissants malgré la persécution des années 45-53. Mais cette marche en arrière il lui faut la contrôler, d'autant plus lorsque les solutions ne surgissent plus dans un second temps de son impulsion mais sous le propre chef des gouvernements et des peuples. Tant et si bien que l'histoire des Démocraties Populaires après Staline devient celle de la consoli-

ation par la normalisation, avec l'adaptation du modèle soviétique, lui-même toujours modifié, aux conditions propres à chaque Etat. Pour comprendre les diverses phases de la déstalinisation de l'Europe de l'Est, il est nécessaire de reprendre l'analyse de Fejtö sur la bureaucratie soviétique, qui a cru un temps, notamment avec Kroutchtchev, possible et nécessaire de se reconverter dans un régime plus souple, plus libéral du fait de la solidité de l'appareil et de la

1968 : les chars soviétiques à Prague.

situation économique, mais qui ne se montrait en aucune sorte disposée à céder ses privilèges ou le monopole du pouvoir. Tel n'était cependant pas le cas des Démocraties Populaires qui chacune, réagit à sa manière au choc de la déstalinisation ce qui explique le déphasage à partir de 1953 par rapport à l'U.R.S.S. qui aboutira en 1960 à la dissidence de l'Albanie, à l'éloignement de la Roumanie. Et Fejtö de conclure que la résistance des clans staliniens à la déstalinisation a engendré la désatellisation, et ce refus de libéralisation par les dirigeants revêtus des couleurs nationales en fera des staliniens antisoviétiques ! Inversement, la poussée de la déstalinisation joua le rôle d'apprenti sorcier dans la mesure où elle fut récu-

(1) Editions du Seuil, T. II de « L'Histoire des Démocraties Populaires ».

pérée par des courants nationalistes et libéraux qui dépassèrent la pensée de la direction soviétique, et l'U.R.S.S. dût reprendre son rôle de gendarme remettant en question ainsi sa propre évolution et par ricochet celle des Démocraties Populaires. Le cas de la Révolution Hongroise de 1956 illustre ce coup d'arrêt. Cependant, même de cette défaite l'écrivain hongrois émigré Miklos Molnar dans « Victoire d'une défaite, Budapest 1956 » (2) tire les conclusions d'une victoire dans la mesure d'un changement inéluctable non seulement pour la Hongrie, mais pour l'ensemble de l'Europe Orientale. Ce fut « le vrai recommencement de l'histoire des pays de cette région, de pays certes inégaux, mais éprouvant le besoin de passer par la phase historique de l'épanouissement de la vie nationale ». En ce sens le Kadarisme apparaît comme une version nouvelle de despotisme éclairé, élaboré sur les ruines d'une défaite-victoire et cité en exemple dans les autres Démocraties Populaires.

### ● STRUCTURES ET TENDANCES

Dans la seconde partie de son livre, François Fejtö pose les quelques grands problèmes-clés inhérents à l'Europe Orientale. Il part de la contradiction fondamentale du système communiste entre la volonté d'hégémonie soviétique et la tendance de chaque Etat à rechercher l'autonomie. Selon son analyse, au travers du procès Slansky en 1952, exemple de stalinisation et de satellisation totale de la Tchécoslovaquie ou au travers de l'occupation soviétique de ce même pays en 1968 (« nouveau procès Slansky avec d'autres moyens contre tout un peuple ») et en dépit des quinze dernières années de diversification des Démocraties Populaires et de leur éloignement relatif du schéma soviétique, s'expriment les mêmes rapports entre l'U.R.S.S. et les Démocraties Populaires fondées sur l'impérialisme soviétique qui se traduit notamment par le refus des voies particulières au socialisme et du polycentrisme, le stalinisme exprimant cette contradiction et la volonté de la résoudre par la contrainte. Cependant la récente période 1953-1968 se définit par le réveil national et la diversification, « version européenne » de la décolonisation. Il est évident que ce réveil national remet en cause la notion d'internationalisme et de ce fait l'héritage nationaliste-bourgeois que les Etats et Partis communistes vont assumer en récupérant leur identité nationale. Cette « nationalisation » passe par les luttes entre les forces de conservation et celles tendant à « la reconstitution des pluralismes organiques » ; luttes qui ont traversé des phases diverses de pas en avant et de retours en arrière et des points de chute différents. En tête, la Yougoslavie, au destin particulier, jouit d'une marge d'indépendance exceptionnelle, la Roumanie a conquis une certaine liberté mais demeure une « alliée incommode » tandis que l'Albanie sinisée s'oppose directement à l'U.R.S.S. La Tchécoslovaquie illustre le cas-limite du réveil national brisé par l'intervention soviétique. Les autres Démocraties Populaires demeurent des satellites, mais nouent avec l'U.R.S.S. les liens qui leur paraissent les plus conformes à leurs intérêts nationaux.

Face à l'épanouissement des aspirations nationales, François Fejtö souligne l'importance des forces de cohésion et des structures communautaires, elles aussi remises en question. Ainsi, le rôle de direction incontesté de l'U.R.S.S. au sein du Mouvement Communiste International apparaît diminué du fait que les diri-

geants des Pays de l'Est nuancent leur soutien en fonction de deux directions opposées : besoin de protection soviétique et désir d'autonomie. Après l'impossible réunion d'un concile condamnant la Chine, un dirigeant hongrois écrit en 1966 : « Pour ce qui est de la rupture du mouvement communiste, c'est malheureusement un fait historique », rupture aggravée par les prises de position différentes quant aux problèmes allemand, israélien et tchécoslovaque, symbolisée par la semi-dissidence roumaine qui s'opposa à l'intégration politique dans le cadre du Pacte de Varsovie et économique dans celui du Comécon.

Si Fejtö insiste sur ce qui n'a pas changé, à savoir les mécanismes de contrôle soviétique, il relève que le climat politique est tout autre. Les Démocraties Populaires apparaissent diversifiées, en pleine « déstructuration » : une Hongrie après la révolution manquée de 56 transformée sous Kadar en dictature éclairée, une Pologne libérale en 56, revenue à un néo-stalinisme, etc. Des traits sont communs cependant à l'ensemble : la « nationalisation » des Partis, leur caractère moins policier, leur transformation sociale aux dépens des cadres ouvriers et au profit des technocrates, le déclin du monolithisme et du pouvoir personnel, le tout favorisant une participation des citoyens.

### ● LA REVISION ECONOMIQUE

François Fejtö parle de « révision déchirante » à propos des réformes de planification et de gestion économique, solutions qui ne s'imposèrent véritablement que lors de la profonde récession de 1962 et qui remettent en question l'adoption du schéma soviétique des années 45-53 : planification conçue sur une base autarcique et au profit de l'U.R.S.S., priorité à l'industrie lourde et refus du stimulant matériel. Ainsi s'opéra une transformation de la pensée économique avec les thèses de Libermann, Friss et Ota Sik. Si le système stalinien fit ses preuves pour la phase de développement « quantitatif », ce n'est plus le cas pour la phase « qualitative ». Ota Sik, père de la réforme économique tchécoslovaque dans la « Vérité sur l'économie tchécoslovaque » (3) recherche une amélioration des structures économiques fondée sur une synthèse du plan et du marché qui permette la satisfaction des besoins des consommateurs.

Ces réformes supposent l'introduction des notions de rentabilité et, de ce fait, de plein emploi, elles posent le problème du chômage à plus ou moins grande échéance — cas de la Yougoslavie entre autres — face à une démographie qui est pour la plupart des pays en progression et caractérisée par un exode rural massif. Les notions de prix sont désormais fondées sur le coût, la loi de l'offre et de la demande et le principe d'une plus grande décentralisation. A la suite de ces réformes, la planification se maintient dans ses grandes options et pour les investissements importants, mais les entreprises jouissent de plus de liberté et de responsabilité, une part accrue des bénéfices leur est réservée : en Hongrie 40 % au lieu de 8 %. Un marché libre et compétitif à la concurrence nationale — et on l'espère peu à peu internationale — entraîne de ce fait une révision des prix, soit une hausse. Cet effort de rationalisation signifie

(2) Editions Fayard : « Victoire d'une défaite : Budapest 1956 ».

(3) Fayard : « Vérité sur l'économie tchécoslovaque ».

une politique nouvelle des salaires supprimant le nivellement, suppose une mobilité des travailleurs avec la suppression des entreprises non rentables et par là un certain chômage. Ici, comme dans de nombreux domaines, Fejtö souligne le rôle pionnier de la Yougoslavie où la victoire des libéraux depuis 1966 pose le problème en des termes neufs : l'existence d'un plan central est-elle encore conciliable avec une économie de marché ? D'autres secteurs sont touchés par les réformes qui sont beaucoup plus lourdes de conséquences sociales et même politiques. Ainsi la réforme de l'agriculture se heurta longtemps à la crainte de la renaissance d'une paysannerie libre et assez aisée pour remettre en question le régime. Néanmoins la politique de décollectivisation presque totale en Yougoslavie et en Pologne apparaît plus fructueuse que la collectivisation, bien que la propriété privée des tracteurs et machines agricoles constitue une grave entorse au principe de la socialisation des moyens de production. Même dans les pays de collectivisation, la pratique « du lopin de terre » privé est favorisée par son caractère devenu permanent, héréditaire, et l'octroi du crédit aux paysans est payant. De même la renaissance d'un secteur privé (essentiellement de services, distribution et tourisme) présente un intérêt économique certain mais bute contre l'obstacle idéologique. Ici encore François Fejtö relève le rôle de la Yougoslavie avec près de 120.000 salariés en 1967 dans le secteur privé et aussi celui de la Pologne. On peut conclure donc que la tendance est dans une certaine mesure à un renouveau et à un modernisme. Mais l'exemple de la Tchécoslovaquie le conduit à parler du frein soviétique dans ce domaine. En effet, face à ce bouleversement des principes et aussi des structures, face à une certaine libéralisation de l'économie privée, il y a évidemment opposition des éléments conservateurs qui craignent que ne soient remis en question leur position et leur rôle privilégiés, et derrière eux, les épaulant, le concours soviétique.

## ● A MOSCOU

Pour Fejtö, le problème est de savoir en quoi et comment la nouvelle orientation économique des Démocraties Populaires défie certains aspects de l'héritage social de l'époque stalinienne : disparition des classes possédantes et dirigeantes, monopolisation de toutes les fonctions dirigeantes dans tous les secteurs par les cadres du Parti. En effet, ce qui caractérise la société socialiste de type soviétique, c'est l'existence d'une bureaucratie politico-économique, cette « nouvelle classe » selon les termes de Djilas qui remplace l'ancienne classe possédante et dirigeante, mais qui, selon Fejtö, ne se superpose pas à elle dans la mesure où elle ne possède pas les moyens de production et n'est pas héréditaire. Néanmoins, elle s'impose, se maintient le plus souvent par la contrainte, elle contrôle sans subir aucun contrôle et profite. La bureaucratie a essayé de résoudre la contradiction entre la notion toute théorique de la dictature du prolétariat et sa non-participation au pouvoir en tant que classe ainsi que son faible niveau de vie en prétendant identifier ses intérêts avec ceux de la classe ouvrière par toute une politique qui est aujourd'hui mise en question : certains aspects de cette politique se trouvent en effet contestés par la nouvelle orientation économique : persécution des anciennes classes possédantes face à la renaissance du secteur privé, nivellement des revenus face à l'élargissement de l'éventail des

salaires, sécurité de l'emploi face aux licenciements opérés du fait de la rationalisation de l'économie. Mais ce qui est, pour Fejtö, beaucoup plus menaçant pour la bureaucratie, réside dans le fait que ce ne sont pas ses membres qui sont les initiateurs des réformes mais l'intelligentsia qui ainsi s'oppose à elle par son programme et ses idées. Cette opposition et ce conflit étaient inconnus sous la période stalinienne, du moins dans ses dimensions actuelles. En effet, la méfiance de la bureaucratie envers les intellectuels n'est pas nouvelle. On se souvient que les intellectuels furent

*1956 : les chars soviétiques à Budapest.*

les grandes victimes du stalinisme. A présent à partir du choc de la déstalinisation et de l'évolution des dernières années, l'intelligentsia est prête à prendre la relève de la bureaucratie qui a dû se résigner à partager ses responsabilités économiques. L'intelligentsia ne s'en satisfait pas, elle désire participer au pouvoir politique. Dans ce nouveau conflit, la bureaucratie a des atouts, notamment le mécontentement ouvrier, qu'elle veut canaliser par le biais d'une revalorisation des syndicats.

Ainsi décrit, cet univers de l'Europe Orientale apparaît tout en contradictions et en devenir. François Fejtö ne désespère pas d'une solution, mais il conclut sur le rôle moteur de l'U.R.S.S. d'où il ne veut pas exclure la possibilité d'une réforme démocratique, seule solution pour le bloc de l'Est. Il espère, avec tous les pays de l'Est, que « le Dubcek suivant se dressera au centre nerveux du Système. A Moscou » !

Il reste donc à attendre un nouveau « Printemps de Prague » qui s'étende au monde soviétique et qui triomphe des conservateurs, des néo-staliniens et des bureaucrates de la « nouvelle classe ».

Victor GLAYMAN ■

# Israël et la Palestine

**D**ÉPUIS 48, les Français sont extrêmement sensibilisés à la situation du Moyen-Orient. La guerre des Six Jours a suscité un enthousiasme populaire et la décision d'embargo est toujours ressentie comme une profonde injustice. Depuis 1967 toutefois, le courage du peuple palestinien et les misères des réfugiés ont contribué à créer envers leur cause un élan de sympathie.

L'appartenance à l'un de ces deux courants relève le plus souvent du parti pris passionnel : on est anti-arabe ou anti-israélien, pro-occidental ou anti-« impérialiste ». Combien ont vraiment saisi le problème dans toutes ses dimensions ?

*Entraînement de commandos palestiniens.*

Il est intéressant en ce sens de connaître l'opinion des Israéliens eux-mêmes. Après les dizaines d'apologies du combattant d'Israël, voici deux livres qui méritent une attention particulière (1). Leurs auteurs sont des hommes politiques israéliens : André Chouraqui, maire-adjoint de Jérusalem et Uri Avnery, député à la Knesseth du mouvement « forces nouvelles » plaident tous deux pour la réconciliation spirituelle et politique des Juifs et des Arabes.

On ne peut rien comprendre à fond en Israël si l'on ne tient pas compte de l'ombre du génocide. Elle pèse sur le plus petit acte, sur la moindre décision.

Nul peuple n'a jamais connu une aussi effroyable tragédie : « Des 600 000 Juifs crucifiés par les Romains (2) aux six millions de Juifs assassinés par Hitler, il n'est pas de type de tortures que nous n'ayons subies », explique André Chouraqui.

Condamnés pour survivre à se replier sur eux-mêmes, à rester partout des étrangers, les Juifs acceptaient d'autant mieux leurs épreuves qu'elles devaient selon leur foi hâter la délivrance universelle et cette passivité ne faisait qu'encourager leurs persécuteurs. « Le judaïsme n'est pas une religion, c'est un malheur », a dit un jour Henri Heine.

C'est à travers les persécutions nazies qu'André Chouraqui a pris conscience de sa judaïcité : «... Sémite, je l'étais... à cause de mes ennemis... J'essayais de fuir la torture qui devenait mienne en approfondissant ma connaissance de la spiritualité d'Israël. Puisque je risquais de mourir parce que j'étais juif, que du moins je sache pourquoi on devait me mettre à mort ».

Rejetés d'Europe par le plus atroce des conflits, les Juifs ont dû accepter sur la terre de leurs ancêtres un combat barbare et stupide. La cohabitation avec les Arabes n'avait jamais soulevé de graves problèmes depuis l'exil. « Le pus s'est mis à couler du seul endroit de notre corps qui était resté intact. »

Le sionisme est le produit de l'esprit nationaliste de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans les nouvelles nations d'Europe, il n'était pas prévu de place pour les Juifs ; ils étaient différents. Il leur fallait par conséquent former leur propre nation. Cette pensée politique était inséparable d'une mystique religieuse et de l'idéal socialiste : les jeunes Juifs des ghettos se proposaient de créer une société harmonieuse où la seule lutte à mener serait la lutte contre soi-même. « Au milieu de tant d'enthousiasme, écrit Uri Avnery, un seul fait fût complètement perdu de vue : la Palestine n'était pas vide. »

Depuis, une fois pour toutes, la déclaration Balfour a convaincu les Arabes qu'Israël était un produit de

(1) « Lettre à un ami arabe » d'André Chouraqui, *Mame* « Israël sans sionisme » d'Uri Avnery, *au Seuil*.

(2) *Le chiffre est de Tacite.*

l'impérialisme. En fait, si l'Angleterre s'est servie des sionistes dans un but colonial, les sionistes eux se sont servis de l'Angleterre avec bien plus de succès.

Après vingt-deux ans et trois défaites successives, les Arabes refusent de considérer ce qui est pourtant une réalité bien vivante : depuis la première aliyah (3) à la fin du siècle dernier, tous ces immigrants venus de plus de quinze pays, obligés de parler une langue ressuscitée, confrontés à des problèmes matériels et politiques communs, appelés à vivre dans un climat et un environnement étranger ont suscité une nouvelle société consciente de son unité : une nouvelle nation est née. « Nous autres fils et filles du sionisme sommes vraiment une nation et pas seulement une petite fraction de Juifs qui se trouvent vivre en Palestine... », ajoute Avnery.

La guerre entre Israël et les pays arabes résulte de la rencontre de deux grands mouvements nationaux, rencontre qui depuis trois générations prend la forme d'un affrontement violent. « De même que le judaïsme s'était transformé en sionisme, ainsi l'Islam revêtait-il sa parure des temps modernes en se métamorphosant en arabisme. » écrit André Chouraqui. Mais si l'on reconnaît la légitimité d'un nationalisme arabe, ne doit-on pas reconnaître la légitimité d'un certain sionisme qui n'est rien d'autre que le réveil d'une conscience nationale juive ?

La recherche d'une solution pacifique au conflit du Moyen-Orient passe inévitablement par une conciliation de ces deux mouvements. Yasser Arafat a remplacé l'hystérique Choukeiri et la radio du Caire ne diffuse plus « égorge, égorge ». On ne parle plus d'exterminer les Juifs d'Israël mais de tuer leur État, comme si ceux-ci pouvaient survivre à celui-là. La Palestine arabe d'El Fatah n'aura pas de place pour les Juifs. Quelle serait leur part d'originalité dans un État arabe, unitaire et unifié (4) sinon celle de citoyens minoritaires au sein d'une société autre à la majorité inévitablement oppressive. Il n'y a pas une personne douée de bon sens pour penser que l'État d'Israël pourrait être dissous autrement qu'après une guerre d'extermination : « Ein breira », nous n'avons pas le choix.

Mais l'identité palestinienne ne pourra être abolie sans condamner Israël à un état de guerre permanente avec le monde arabe.

« Il y a un temps pour tout, et un temps pour tout faire sous le ciel... un temps pour la guerre et un temps pour la paix », dit l'Écclésiaste. Pour Uri Avnery, comme pour André Chouraqui : « Voici venu le temps de la paix ».

Malgré des cheminements différents, ils formulent la même conclusion : le droit à l'existence d'Israël ne doit pas signifier une opposition aux peuples arabes. La justice exige ici une prise en considération réciproque. Les Israéliens doivent encourager l'établissement d'une République arabe en Palestine.

« Aux contradictions absolues qui nous opposent, déclare Chouraqui aux Arabes, il nous faut opposer l'absolu d'une solution qui puisse nous marier indissolublement sur une terre qui est également nôtre et un message dont nous nous réclamons également. »

La fédération de Palestine (Avnery) comprendrait deux États : Israël et Ismaël (Chouraqui) unis entre eux par un pacte militaire, économique et politique. Deux parlements élus promulgueraient les lois : les Arabes voteraient pour le parlement d'Ismaël quel que

soit leur lieu de résidence et les Israéliens pour celui d'Israël.

Le problème des réfugiés palestiniens ne doit pas faire oublier les centaines de milliers de Juifs expulsés des pays arabes, dépossédés de tous leurs biens et qu'aucun organisme international n'a pris en charge : des Juifs tout juste bons à être abandonnés à la charge de la juiverie... Les réfugiés palestiniens se verraient offrir le choix entre un rapatriement sur dix ans et un dédommagement immédiat avec l'aide internationale.

Jérusalem deviendrait le centre spirituel et politique des fils d'Abraham enfin réconciliés.

#### *Éléments féminins de l'armée israélienne.*

Uri Avnery, quant à lui, ne se dissimule pas les difficultés qui menacent la solution qu'il propose : les Arabes craignent une sorte de Banthoustan. Mais après vingt années de guerre, la « pax semitica » peut apporter un nouvel essor à la région. L'émulation remplacera la concurrence militaire, d'ailleurs Israël n'a que faire d'un État « quisling ». Le tout est de faire le premier pas. « Au début, chacun de nos actes sera dénoncé comme un nouveau complot sioniste. Mais peu à peu la méfiance se dissipera... »

« Nous aspirons au septième jour, celui du repos des armes. » Malgré des millions de morts, l'Europe a fini par se faire... « Nos noces nouvelles, écrit Chouraqui, doivent annoncer au monde, le message d'une grande réconciliation des peuples. »

Il est difficile, dans un affrontement aussi dramatique et meurtrier, de dominer les parti-pris, les haines et les peurs, mais si dans chaque camp les raisons du cœur s'unissaient à celles de l'intelligence l'entente entre Israéliens et Palestiniens pourrait n'être pas une chimère.

La réalité israélienne a pour contexte le Proche-Orient. Le problème pour Israël est donc de s'intégrer au Proche-Orient. Il faut que ce qui semble impossible aujourd'hui devienne demain réalité : la coopération israélo-arabe.

Philippe BOQUIEN ■

(3) *Vague d'immigrants.*

(4) *Voir le programme en sept points du Fath.*

# Chagall triomphe et bavarde au Grand Palais

**M**ARC Chagall fait courir les foules de Paris à son exposition du Grand Palais. Le Premier ministre lui achète un énorme tableau pour la mairie de Bordeaux. Nous n'assistons pas seulement à l'apothéose d'un peintre venu de l'Est et qui, pour notre joie et notre fierté vit en France, mais sous nos yeux s'inscrit le signe d'un changement dans l'esprit français : serions-nous devenus sensibles au baroque ?

Nous l'avons pourtant beaucoup méprisé, le baroque. Bien rares sont chez nous les œuvres qu'il inspira. Quand notre gothique s'y aventure, nous l'exorcisons en nous précipitant dans la plus ennuyeuse géométrie de la Renaissance italienne. A peine lui revenons-nous, sous le règne finissant du Bien Aimé, qu'immédiatement les ruines de Pompéi sont prétextes à colonnes doriques, ioniques ou corinthiennes et Jacob prélude au si ennuyeux style Empire. Les grâces 1900 du « Modern Style » se fanent vite et cèdent place à ce néo-classique B.O.F. qui atteint son apogée dans le monument le plus scandaleux de Paris (il n'est même pas laid, il est « moche »), le Cercle Militaire de la place Saint-Augustin, sous lequel on devrait placer une bombe. En des temps meilleurs on eût pendu son architecte, M. Le Marcsquier, ou, pour mettre un peu de fantaisie dans la construction, on l'eût empalé sur une des cheminées.

Et voilà que soudain nous découvrons Chagall. Nous nous enchantons de ses lignes onduleuses. Nous l'aimons pour sa verve et (nous qui ne croyons ni aux elfes ni aux lutins) pour sa constante féerie. Chagall, c'est le triomphe de l'irrationnel, un irrationnel qu'il tient aussi bien de son oncle le violoneux que de ses ancêtres hassidis, ces juifs mystiques peu conformes à la Loi, peu conformes au Talmud, nourris de légendes, guidés par des rabbins miraculeux, ensorcelés par des dibbouks, pour qui, en dédain de toute théologie, compte seule l'effusion du cœur. Nous voici loin des constructions thomistes, jansénistes, kantiennes, rationalistes. Nous voici loin des parterres ordonnés du XVII<sup>e</sup> siècle où notre enfance fut cantonnée pour ce qui ne pouvait être des ébats. La mariée s'envole sur la Tour Eiffel. Une jument, son bébé-cheval bien visible dans son ventre, traîne une carriole où danse l'oncle violoneux. Chagall est si baroque que, même en sa période cubiste, vers 1912, son trait sinue et sa verve, très figurative, se débride.

Nous, Français, il nous ravit parmi les contes du ghetto. Il nous oblige à croire en d'étranges histoires pleines d'anges. Comment nous les faut-il accepter ? Lui qui ne chante jamais que son enfance de Vitebsk, il réveille en nous la nôtre. Au fond de notre cœur, Peau d'Ane et le Chat Botté l'accueillent. Il nous

libère de notre ennuyeux sur-moi d'adultes, et c'est pour nous la joie de devenir enfin ce que nous n'aurions cessé d'être si notre Université, nos Académies et nos Instituts, notre Code civil ne nous avaient pas réduits

*Le violoniste vert (1918).*

à la situation de peuple le moins poète du monde. Les tableaux de Chagall nous ressuscitent.

Et son chromatisme nous le fait admettre. Pour nous traduire un monde à nous étrange, il use d'un langage que nous comprenons. Ses jeux de bleus et de rouges évoquent la persistante palette française, de Boucher aux impressionnistes et à Renoir. Ces bleus et ces rouges, les couleurs mêmes de la vie. Il peint en vert, il peint en orange, mais il revient toujours aux bleus et aux rouges, aux bleus surtout. Une biche peut porter un candélabre, les poissons volants jouer du violon dans les horloges, les amoureux surgir d'un bouquet et le Juif Errant sauter par-dessus des clochers à bulbe, une grande tache bleue surgit qui nous acclimata à ces rêves.

En marge de l'apothéose, un regret pourtant : avec les commandes d'Etat et les éditions recherchées, Chagall produit trop. Il peint le plafond de l'Opéra, il illustre (sans réel souci de la moindre correspondance avec le texte) l'Élégie des Alyzées de Senghor, il pare la Bible de ses estampes, il couvre les murs des synagogues et des cathédrales : une telle prolixité tourne à l'automatisme et à la répétition. On se prend à regretter les très grands Chagall, juste avant la Première Guerre mondiale, comme le *Rabbin en prière* de la Collection Obesteg, la *Maison grise* de la Collection Pecheur, l'*En Avant* de la Collection Sam Jacks.

Hélas ! sa vieillesse bavarde.

Georges LE BRUN KERIS ■

## Paul Klee, le visionnaire

**P**AUL Klee (1879-1940) est assez mal connu en France, peut-être parce que l'essentiel de sa vie s'est déroulé en Allemagne et à Berne. L'exposition organisée au Musée d'Art Moderne, première grande rétrospective de son œuvre à Paris, permettra sans doute de mieux saisir la place capitale qu'occupe ce créateur, bien que les tableaux présentés ne constituent qu'une part modeste de sa production (200 sur 9 000).

Klee est bien l'une des personnalités les plus intéressantes de l'art contemporain par la qualité de ses recherches et l'originalité de sa démarche. La diversité d'inspiration, la facture, le chromatisme, la construction, l'alchimie technique de ses peintures et de ses aquarelles surprennent parfois, charment toujours, envoûtent souvent.

Nul mieux que René Crevel — dont la mort tragique et voulue marque d'une étoile de sang l'aventure surréaliste — n'a révélé par des mots appropriés l'étrange beauté poétique de l'œuvre de Klee. « Je me rappelle un sale novembre de Paris plus triste qu'un parc de ville d'eau après la saison. Mais belle vengeance, rue Vavin, à Montparnasse, était une exposition Paul Klee. Alors ce jour-là, quoique la pluie et la pierre fussent d'inexorables limites à notre univers, j'ai fait connaissance avec des animaux d'âme, oiseaux d'intelligence, poissons de cœur, plantes de songe. Minuscules créatures aux yeux illimités, algues libres de tout roc, bonjour à vous, merci à vous, êtres, végétaux, choses que ne soutient pas le sol habituel et qui pourtant vous affirmez plus stables, plus réels dans votre impondérable surréalité que nos maisons, nos becs de gaz, nos cafés et la viande de nos amours quotidiennes ».

Paul Klee a été profondément imprégné des ouvrages de la littérature romantique allemande et surtout des « Hymnes à la nuit » de Novalis dont il aimait à redire : « Fête éternelle et diaprée des enfants du ciel et des habitants de la terre, la vie bruissait comme un printemps en traversant les siècles ».

Mais Klee est multiple, et l'on n'en fait pas le tour en parlant seulement de son romantisme, de son surréalisme, de sa fantaisie, de son humour teinté de

tendresse où perce l'angoisse. Ce passionné de Mozart, ce lecteur et illustrateur de Voltaire, cet admirateur de Cézanne, cet artiste qui se réclamait d'une pensée cosmique, est un extraordinaire inventeur de couleurs,

*Le fou en transe (1929).*

de formes et de rythmes qui a apporté novation et révolution dans la peinture. Aussi l'influence de ce précurseur apparaît-elle très sensible chez nombre de contemporains : Dubuffet, Bissière, Tapiès, Steinberg, Veira da Silva, Vasarely, Miro, Michaux et d'autres.

Ses écrits en font un des plus remarquables théoriciens de l'esthétique picturale. *Journal, Confession créatrice, Credo du créateur* sont riches d'observations éclairantes sur les voies de son art et stimulantes sur les possibilités de l'art moderne : « Jadis on peignit des choses visibles sur la terre, qu'on aimait ou que l'on souhaitait y voir. Aujourd'hui on révèle la relativité du visible disant que celui-ci, dans chacun de ses aspects, présente seulement un aspect circonstanciel de la signification du tout et qu'il y a par ailleurs quantité d'autres vérités latentes. L'artiste fait à présent apparaître les choses selon une signification élargie et plus multiple, contredisant souvent en apparence l'expérience rationnelle qui servait précédemment de

critère... L'art ne reproduit pas le visible, il rend visible. Et le domaine graphique de par sa nature même pousse à bon droit aisément à l'abstraction... »

Les peintures et aquarelles de Klee traduisent une palpitante, une mystérieuse communion avec la nature et ses « forces tourbillonnantes » qu'expriment admirablement le dynamisme musical et savant des graphismes et des compositions, la subtilité des passages colorés, les rigoureux et bizarres réseaux de lignes, la profondeur des tons, le raffinement géométrique des figures, l'intériorité des visages, l'enfantement heureux des paysages. Merveilleux coloriste et coloriste du merveilleux, visionnaire qui cherche à pénétrer les secrets de l'univers et à aller au cœur des choses, Paul Klee donne à réfléchir et à rêver. Quel hommage plus exact que le propos d'André Masson : « L'œuvre de Klee est à sa place dans l'ordre bien caché des valeurs spirituelles ».

Henri BOURBON ■

---

## Notes de lecture

---

### ● La Guerre de succession de R.G. Schwartzenberg

Il y a deux ans, Roger-Gérard Schwartzenberg avait publié, sur la campagne présidentielle de 1965, une étude pleine de promesses (1). *La Guerre de succession* (2) montre qu'elles n'étaient pas vaines. Sous une forme brillante, on y trouve une démonstration qui allie la précision de l'information à la rigueur dans la démarche intellectuelle. L'utilisation des faits et des témoignages y est soumise à une exemplaire économie des moyens : il n'est pas d'anecdote, si pittoresque soit-elle, qui ne serve le dessein de l'ensemble, qui est de mettre en lumière la logique de l'élection présidentielle de 1969. Celle-ci n'était pas seulement la seconde expérience de ce type de consultation, elle était aussi la conséquence du « régicide » référendaire du 27 avril 1969. D'où ce titre.

C'est une banalité de constater que la V<sup>e</sup> République était tellement liée à la personne de son fondateur qu'il était exclu que le remplacement de celui-ci n'en affectât pas profondément la nature. Mais les avis divergeaient sur le point de savoir quelle était la part transmissible de l'héritage (à supposer que cette transmission même fût concevable). L'élection de juin 1969, estime Roger-Gérard Schwartzenberg, a fait apparaître « la V<sup>e</sup> République sans roi », c'est-à-dire que le départ du monarque a révélé un régime différent, certes, de la V<sup>e</sup> République dans sa phase gaullienne, mais qui conservait les aspects objectifs du système. Pour avoir méconnu la permanence des transformations effectuées depuis onze ans (en particulier la nature du rôle présidentiel et le fait majoritaire), les concurrents de M. Pompidou ont permis

à celui-ci de redresser à son profit une situation passablement dégradée au soir du 27 Avril...

C'est la théorie de cet échec, plus encore que de ce succès, que propose *La Guerre de Succession*. Tout candidat à l'Élysée, observe l'auteur, devrait vérifier sur trois cadrans que sont réunies les conditions essentielles au succès de sa campagne :

— *le soutien des partis*, d'abord, doit intervenir au moment du lancement de la candidature (non pour l'initiative mais pour la ratification) ; puis pour l'animation de la campagne (celle de M. Duclos en porte témoignage) ; enfin pour appuyer l'action présidentielle en cas de succès ;

— *la crédibilité du projet* qui constitue le deuxième cadran, dépend à la fois de la vraisemblance des objectifs proposés et de l'existence de moyens permettant de les réaliser sur le plan institutionnel et politique ;

— *la « fiabilité » du candidat* est sa capacité à inspirer confiance en tant qu'homme et en tant que leader (l'auteur s'excuse du néologisme : il a tort, car fiable est un vieux mot français et on trouve « fiablement » chez Jean de Meung...).

Ces trois approches forment le plan du livre dont la démonstration impressionne par sa cohérence et par la justesse de l'observation. On laissera au lecteur le plaisir d'en découvrir le détail et on voudrait plutôt attirer l'attention sur quelques questions que soulèvent les conclusions qui s'en dégagent quant à l'avenir du régime.

I — Un régime, selon l'excellente formule de Roger-Gérard Schwartzenberg, n'est que le « résultat d'une combinaison entre le système des partis et les institutions ». En ce qui concerne le premier de ces deux

---

(1) *La Campagne Présidentielle de 1965*, Presses Universitaires de France.

(2) P.U.F.

éléments, la fonction présidentielle, l'auteur estime que le scrutin de juin 1969 en a ratifié la primauté. Certes ; mais on peut se demander si la présidence, à peine sortie de l'équivoque gaullienne (principat charismatique ou leadership moderne), ne souffrirait pas maintenant d'une autre équivoque, que suggère le sondage de la SOFRES paru le 10 novembre : confirmant une précédente enquête effectuée les 16 et 17 mai, ce sondage révèle que seulement 24 % des personnes interrogées estiment que c'est au Président de la République de fixer les grandes orientations de la politique française, contre 36 % en faveur du Gouvernement et 33 % pour le... Parlement.

De tels résultats sont troublants. A la veille de choisir un Président selon une procédure très massivement admise en son principe, puis quelques mois plus tard, les électeurs semblent désirer que ce Président s'efface derrière les organes classiques d'un régime parlementaire, c'est-à-dire un ministère responsable devant l'Assemblée. Ne serait-ce pas une nouvelle occasion de constater, avec René Pascal (3) que les « Français sont paumés » ?

A la réflexion, on pourrait proposer l'interprétation suivante. La façade de l'héritage gaulliste a été maintenue mais le contenu est en train de se dissoudre de l'intérieur. Tout en se prononçant pour le *statu quo* formel, les électeurs n'en contestent pas moins l'essence de la conception gaulliste du pouvoir et ils souhaitent une transformation de l'équilibre interne du régime. Mais comme il n'existe pas d'image de la présidence autre que celle à laquelle s'identifie le monarque congédié, sinon celle des prédécesseurs, de Jules Grévy à René Coty, c'est naturellement vers le modèle désaffecté d'un arbitre non engagé que l'on se tourne. Et au profit du binôme Gouvernement responsable-Parlement.

L'aspiration populaire à un fonctionnement différent de la V<sup>ème</sup> République parvient mal à s'harmoniser avec l'élection du Président au suffrage universel : on apprécie le choix direct (« démédiatisé » dirait M. Schwartzberg), mais on répugne à l'autorité souveraine et unilatérale que le vote populaire consacrait du temps du Général. L'existence d'un Gouvernement responsable devant les députés offre alors une solution apparente pour concilier tout à la fois le rôle présidentiel et l'influence de la représentation nationale. Mais la solution n'est qu'apparente car elle ne répond pas au problème permanent de tout régime dualiste : en cas de conflit entre les deux principes, lequel doit l'emporter, la responsabilité ministérielle devant l'Assemblée ou la primauté du Président ?

L'introduction de *La Guerre de succession* rappelle que la question s'est posée lorsque deux stratégies, celle de M. Georges Pompidou et celle du Général de Gaulle, s'affrontèrent en mai-juin 1968. Les sondages de la SOFRES cités plus haut apportent une indication supplémentaire qu'il convient de retenir avec d'autant plus d'attention qu'elle rencontre la pente naturelle du régime français, lequel attache (Léon Blum le remarquait) une importance excessive à l'idée de responsabilité parlementaire.

II — Du côté des partis, la situation n'est guère mieux clarifiée. La bipolarisation est propice aux choix réels, nul ne le contestera, puisqu'elle offre aux élec-

teurs une alternative simple lorsqu'il s'agit de désigner les responsables de la politique du pays. Cette bipolarisation a-t-elle progressé à la faveur de l'élection présidentielle de 1969 ? Oui, répond M. Schwartzberg, dans la mesure où l'échec de la troisième force contraint désormais au dualisme. De surcroît, le scrutin dualiste, loin de diviser le pays en deux blocs hostiles, « provoque la formation d'un centre droit et d'un centre gauche » : Tel est bien l'effet logique d'un tel scrutin, comme le démontre l'auteur. Encore faut-il que l'opposition accepte cette logique... et c'est probablement là que le lecteur hésitera à partager l'optimisme qui se dégage du livre. Il observera en particulier que l'évolution récente des formations de gauche, accueillie, semble-t-il avec faveur par M. Schwartzberg, se déroule en sens contraire de celle des partis socialistes occidentaux : ceux là se sont transformés en partis populaires et non plus seulement « ouvriers », afin de réunir une majorité et parvenir au pouvoir, celles-ci tournent leurs regards plus volontiers vers 1905 ou 1917 que vers la décennie à venir. Quant au pouvoir, elles paraissent l'attendre moins du rayonnement de leurs propositions que d'une nouvelle catastrophe qui leur en déblayerait l'accès...

La « clarification » résultant du rejet des radicaux, voire des socialistes les plus modérés, peut être appréciée diversement au point de vue intellectuel. Du point de vue stratégique et opératoire, elle joue à l'encontre du « marginalisme » analysé par l'auteur puisqu'elle rejette en quelque sorte le centre-gauche vers la majorité, c'est-à-dire qu'elle enlève à l'opposition de gauche tout espoir de s'étendre vers le centre et de renverser ainsi le rapport des forces. Et cela après que le caractère névralgique de ce secteur eut été démontré par le rôle du candidat centriste (M. Jean Lecanuet) dans le ballottage de 1965, puis par l'influence du président du Sénat, M. Alain Poher, sur le succès du « non » au dernier référendum. En outre, la gauche non communiste se prive de toute chance d'équilibrer le poids du P.C.F. et elle retire à son entreprise, si elle poursuit dans cette voie, la « crédibilité » qu'avait commencé d'obtenir la Fédération de la gauche.

Loin de déboucher sur une bipolarisation des choix, ce processus tend plutôt à reconstituer la division, traditionnelle dans notre histoire politique, entre partis de gouvernement et partis de contestation. Or, l'un des espoirs des présidentialisés était précisément de briser cette distribution des rôles et de réintégrer les forces populaires dans le jeu grâce au scrutin national pour la désignation du chef de l'Etat. L'expérience de 1965 avait apporté un début de vérification à cette analyse ; en 1969 les états-majors ont transporté l'esprit du cartel des non dans le cadre de l'élection présidentielle : « ce n'est pas le mécanisme de l'élection présidentielle qu'il convient de mettre en cause, observait Charles Hernu, mais la façon « parlementariste » dont la gauche et le centre s'en sont servi ».

III — Dès lors, le système majoritaire se réduit à son aspect « unidimensionnel » puisqu'il ne se définit plus que par l'existence d'un parti dominant. Cette hypothèse était d'ailleurs celle qui semblait la plus vraisemblable aux participants étrangers au Colloque organisé au début de mai 1968 par le Club Jean Moulin, auquel il avait été beaucoup question de bipolarisation.

Le parti dominant ne paraît sans doute pas menacé

(3) France-Forum, Novembre 1969.

par le défi de l'opposition politique, mais il peut l'être par ses faiblesses propres. Non tant par les divisions de l'UDR entre « intégristes » et « pompido-liens » que par la nature profonde de cette formation qui semble comme étrangère à la sensibilité et aux convictions maintenant séculaires de notre vie publique (l'attitude de l'UDR à l'égard de l'affaire grecque en est un signe irrécusable). D'ailleurs, l'expérience de M. Chaban Delmas témoigne de la conscience de ce déphasage ; elle est une première faille dans la structure majoritaire dont elle s'efforce de déporter le point d'application pour rendre le gouvernement tolérable aux Français.

Tel est le paradoxe : il existe un Président de la

République élu au suffrage universel, une majorité parlementaire qui lui est dévouée et l'on n'est pas satisfait ! Peut-être parce que cette majorité est devenue autant (sinon plus) un facteur de blocage dans une société qui n'en manque pas, qu'un élément de stabilité institutionnelle. Le délicat mécanisme des ajustements parlementaires de naguère n'avait pas surmonté les tensions ; il a été remplacé par une décennie de tutelle dont l'héritage est un système si rigide qu'il interdit le changement sous peine de catastrophe. Mais en empêchant le changement ne prépare-t-il pas les catastrophes ? C'était (aussi) l'un des enjeux de l'élection présidentielle de juin 1969.

Pierre AVRIL ■

## ● La culture en question et non sens d'une révolte de André Piettre,

D'entrée de jeu, nous sommes avec André Piettre (1) dans un climat de lucidité : rien n'est dissimulé des coups portés à l'humanisme classique, cette culture qui croit en l'homme pour élever l'homme ; ni de la contradiction qui habite ses détracteurs aveugles : ils s'en prennent à la fois aux traditions humanistes et à la société de consommation « *comme si les premières ne portaient pas, depuis Socrate, condamnation de l'autre* ». Car la culture classique, avec son sens de l'universel, et l'appel d'Antigone à la loi des consciences, est par essence désintéressement et gratuité. Mais son malheur fut de se figer : elle a continué de jouer les mêmes tragédies dans un même décor, quand la scène du monde, elle, se transformait.

Avec la culture contemporaine, le mal est plus grave encore : elle a refusé tout ordre supérieur tiré de la nature humaine, auquel elle doit *soumettre* l'homme pour le *grandir*, et cet ordre naturel chassé, c'est aussi Dieu son auteur qu'elle voulut remplacer : alors elle conçut le surhomme. Or, cette guerre de succession divine s'est perdue dans « *la mystique du gouffre* ». Un gouffre inexploré par la psychanalyse, hanté par une immense absurdité, bientôt séjour des « *contre-sciences* » qui, dans un « final funèbre », ont conclu à la mort de l'homme. Marx avait spécialement préparé cette conclusion, en blessant, par sa réduction systématique à l'inférieur, le meilleur de l'humain.

Au niveau des générations, que s'est-il alors dessiné, sinon une démission des adultes ? On vit des dirigeants sans idées directrices, des éducateurs sans autorité, des princes faibles qui nous gouvernaient trop, une cité capable sans doute de redressement monétaire et de prestige au dehors, mais dépourvue d'élan collectif, de mots d'ordre capables d'entraîner la jeunesse. Nous sommes, disait naguère un porte-parole étudiant, des « *généreux sans embauche* ». Mot « déchirant et prophétique », écrit André Piettre. On reconnut en effet cette générosité en chômage s'occupant sur les barricades...

C'est à l'intérieur d'une crise *générale* — de la culture, de la société — qu'a surgi la révolte des jeunes. L'espérance qui accompagne une prodigieuse poussée de vie s'est trouvée « *immensément déçue* ».

Comment de nombreux jeunes n'en seraient-ils pas venus à un désordre profond ? Cette crise, avec son apologie de l'absurde, ou ses idéologies passionnées, ou

son absence d'élan collectif, les enfants « *de Marx et du Coca-Cola* », comme on les a appelés, l'ont respirée depuis leur naissance. Un nihilisme inquiet s'est exprimé à travers les contradictions et les ivresses de leur grand jeu révolutionnaire. A la *vacuité* d'une société sans idées et sans but, ils n'opposent qu'un *vide encore plus vaste* et veulent tout détruire pour tout reconstruire ; mais sur quelle base, sur quels principes et par quels moyens ? Les voici, romantiques découronnés, traversés par le chassé-croisé du vide et de l'utopie.

Le livre d'André Piettre est réaliste sans être pessimiste. « *Nos ténèbres, écrit-il, sont pleines d'aube.* » Des « *voies de redressement* » sont possibles. Pour les définir et les suivre, il faut convenir, à l'encontre du « *spontanéisme* » de mai, que la culture authentique — créatrice — pas plus que la société, pas plus que la justice, ne s'improvisent. Certes, la culture se construit sans cesse, mais à partir de ce que le génie universellement reconnu (d'un homme ou d'un peuple) a marqué du sceau de l'éternel humain.

Parce que l'homme a été trop humilié par la culture contemporaine, il faudra tout d'abord le sortir des bas-fonds où se délectent une pensée et une esthétique d'abaissement ; il faudra rendre à l'homme *sa fierté*, au roseau pensant *le courage de penser* ; et pas seulement de penser pour détruire : c'est un paradoxe insensé de vouloir tout détruire alors que nous sommes à une heure de possibilités accrues en tant de domaines, y compris le domaine économique.

Il s'agit de *restaurer la culture*. André Piettre en dégage les aspects nécessaires : il faut qu'elle soit, non pas accumulative mais *interrogative* (posant les problèmes et les posant bien), *capable d'esprit de synthèse* (notamment par le rapprochement progressif de disciplines voisines). Elle préparerait un humanisme nouveau, d'une part héritier, d'autre part ouvert aux appels venus de diverses réalités d'aujourd'hui : monde du travail, mass-media, promotion de la femme, esprit européen ; attentif à saisir, dans le développement scientifique, la mystérieuse correspondance de l'univers et de l'esprit. Et toute place légitime étant faite aux sciences humaines, ceux qui ont charge de former la jeunesse ne devraient-ils pas s'entendre sur ce point : il existe — par-dessus la réalité des temps et des coutumes —, « *des exigences positives de l'existence humaine, des principes de culture, des lois des sociétés, dont on ne peut récuser l'impérieuse réalité* » ?

Luc BARESTA ■

(1) « *La Culture en question sens et non-sens d'une révolte* » par André Piettre, Editions Desclée de Brouwer.

## ● La société allemande 1871-1968 de Henri Burgelin

Ce survol de cent ans d'histoire allemande, de 1870 à 1970 (1) (97 ans exactement, car l'auteur prend les Allemands à la Galerie des Glaces à Versailles en 1871 et abandonne l'Allemagne en deux morceaux en 1968) constitue, en dépit ou plutôt en vertu du sujet, une novation hardie ; c'est un ouvrage d'un sérieux et d'une richesse incomparables. La hauteur de vues, les larges perspectives ne le cèdent en rien à la précision dans l'analyse et dans la description des enchaînements. Le ton tient à la fois du manuel pour étudiants sérieux (voilà un livre de base à mettre au programme de propédeutique pour remédier aux « Hitler, connais pas ! »), de l'analyse objective et serrée et de l'essai de synthèse historique et politique. Cela, au surplus, se lit comme un roman. Au fait, c'en est un.

L'angle choisi est celui de l'histoire sociale. Sont analysées les structures, facteurs de permanence dans la vie des sociétés et aussi les conjonctures, c'est-à-dire les fluctuations économiques et sociales. L'histoire sociale, en effet, se situe « au carrefour où les hommes se trouvent aux prises avec les données et les pulsions de l'économie, les conflits de classes, les luttes politiques, les mouvements de mentalités et les idéologies ». Ainsi, depuis le premier chapitre « Qu'est-ce qu'un Allemand en 1871 ? » jusqu'au dernier « L'Etat et la société en D.D.R. », nous suivons, entre deux guerres mondiales et de crise en crise, les composantes de l'économie et de la société allemandes. En vrac : l'Etat et le commerce, l'Armée et les Eglises, le chômage et l'industrie, les bourgeoisies et les noblesses, les finances et les crises, la Cour et les syndicats, les partis et les littératures, les Juifs et les ouvriers, les paysans, les lois et les mœurs, bref, toutes ces permanences imbriquées et changeantes qui « secrètent » (disons plutôt : vivent se secréter) les événements, c'est-à-dire les affrontements, les tragédies et les horreurs.

Quoique modestement exprimé par la préface, le propos était ambitieux : écrire l'Histoire de la société allemande, vue de France, par un Français, en échappant à la tentation à laquelle, plus ou moins inconsciemment, ont cédé tous les historiens français de l'Allemagne, celle d'expliquer une réalité fort complexe à la lumière de la rivalité franco-allemande. Le pari est tenu et gagné : ce n'est pas le moindre mérite de l'ouvrage que de faire vivre ces cent ans d'Allemagne, si l'on peut dire, en Allemagne et avec les seules données allemandes et sans préjuger une explication à trouver. « C'est que le temps est venu, remarque M. Burgelin, de lire l'histoire de l'Allemagne autrement que comme celle du danger allemand ». Sans doute : et aussi, pourrait-on ajouter, ce temps enfin venu aide, pour sa part, à conjurer ce danger même ; d'où l'on peut déduire que ce dernier existe toujours.

Certes (et les Allemands aussi le reconnaissent) ce danger n'est ni plus ni moins déterminé par la rencontre parfois détonante des structures et des conjonc-

tures. Les causalités historiques vont par séries, comportant des dosages subtils de situations subies et de libertés acceptées, d'où tout peut partir de tout — mais d'où tout ne sort pas. « La montée du nationalisme n'a pas été la seule expression de la société allemande de Weimar, et vers 1928, il était légitime de penser que la démocratie allemande s'étayait sur de solides fondements ». De même « le fait d'avoir appartenu au N.S.D.A.P. en 1933 n'a certes pas la signification d'une pleine adhésion au totalitarisme hitlérien et dénote même souvent un réel souci de promouvoir une société meilleure, sinon un grand discernement politique ». Sans doute, mais...

Peut-être, trop souvent, les historiens de « l'Allemagne éternelle » se sont-ils exclusivement et injustement attachés avant tout à ce « mais », et pas assez au reste, dans leur souci d'expliquer, ou leur besoin de culpabiliser. Sans ce « mais » pourtant, l'histoire allemande ne serait pas ce qu'elle a été et s'il est juste d'affirmer que n'importe quel pays était ou est exposé à contracter la vérole nazie, il faut aussi ajouter que la grande majorité du peuple allemand n'a pas ressenti la période hitlérienne comme l'abominable et démoniaque tyrannie constatée par l'Histoire immédiate. Cette abomination, les Allemands qui, dès 1933, peuplèrent les premiers camps de concentration l'avaient, eux, pressentie. La réponse à ce « mais » n'est pas toujours réductible aux seules composantes économiques-sociales : et inmanquablement, revient à l'esprit la question posée en 1948 par le grand historien allemand Meinecke : « Irrwege in unserer Geschichte ? (Y a-t-il des chemins d'erreur dans notre histoire ?) » et à laquelle répondait en partie Ernst Erich Noth dans « Ponts sur le Rhin » (l'humanisme allemand, universaliste mais non structuré, féconde et se féconde de l'humanisme français, c'est Goethe ou Heine) et dans « Russes et Prussiens » (l'organisation en Allemagne est un démon « compensateur » qui rejoint toutes les barbaries polytechniques ou pantechniques, la soviétique par exemple, c'est ce que nous appelions en France « le boche »).

On regrette que le manque d'éloignement dans le temps n'ait pas permis à M. Burgelin de rechercher, avec plus de minutie, dans l'Allemagne contemporaine de l'Ouest ou de l'Est ce que le nazisme, la guerre, puis le modèle de la société américaine ont fait des structures traditionnelles allemandes qu'il avait patiemment passées au crible dans la première partie de son ouvrage, de 1871 à 1914 et à 1933. Là se trouverait peut-être une « clé » qu'on ne peut s'empêcher de rechercher, même quand on affirme qu'elle n'existe pas. On regrette aussi l'absence d'une conclusion ou post-face qu'un tel monument sociologico-historique semble appeler, alors que peut-être, l'auteur, conformément à sa méthode, voudrait l'exclure — post-face qui, inmanquablement, verrait fuser du « c'était cela, rien que cela », à chaque époque : l'irrationnel qui, soudain, prend le pouvoir.

Est-ce trop tôt — ou trop tard et vain, l'Histoire

(1) Editions Arthaud : Sociétés contemporaines, 330 p.

ne se répétant pas ? Qui répondra ? Et il faut ajouter que la méthode de l'auteur, courageuse et objective, rationalisante et compréhensive est la bonne, comme on dit, pour en sortir, c'est-à-dire pour sortir des accusations stériles et des alibis confortables. Fait-elle sociologiquement toute leur part, dans la chaîne des événements ou la trame des situations, aux fumées démentielles issues des cerveaux SS ou des doctrinaires nazis et pré-nazis, fumées qui engendrèrent plus tard celles des crématoires ?

Un exemple : dans les quelque dix pages serrées de noms cités et références en fin de volume, c'est en vain qu'on chercherait, à côté de Ernst von Salomon

ou de Gregor Strasser, ou encore de la société Thulé, mention de Haushofer ou de Horbiger. Or, ne peut-on soutenir que si l'hitlérisme c'est le chômage des années 30, a peur du communisme, le complexe d'encerclement de l'Allemagne, l'aveuglement des Alliés, le nationalisme français et d'autres causes encore, bien claires et distinctes, c'est aussi Adolf Hitler, et parmi d'autres, ces inquiétantes influences, où de sombres millénarismes, prenant appui et occasion sur l'histoire, ont infléchi les choses et les hommes, conduisant ces derniers dans le malheur et la frénésie « là où ils ne voulaient pas aller ».

Charles MAIGNIAL ■

## ● Le changement et la tradition d'Arnold J. Toynbee

L'espèce humaine est en mue. Vivre, pour elle, a toujours été combattre. Mais aujourd'hui, l'ennemi change de visage. Il n'est plus dans la nature extérieure mais au sein de l'espèce elle-même comme le montrent les deux grands problèmes non résolus de notre temps : l'explosion démographique et la menace d'anéantissement atomique. Le pire danger pour l'homme est devenu lui-même.

L'espèce n'y parera qu'en renonçant aux habitudes contractées au cours du million d'années qu'a duré son existence. Il lui en reste deux milliards à vivre. C'est dire que l'humanité aborde à peine l'adolescence. Et précisément, elle se heurte aux problèmes propres à cet âge de la vie : incertitude sur soi, refus du passé, exigence de l'absolu.

Réussira-t-elle à franchir ce cap délicat pour accéder à l'âge adulte ? L'épreuve est difficile. Mais, pour l'adolescent c'était jusqu'à présent, par le rite d'initiation, se conformer à un modèle préexistant. Ce modèle n'existe plus puisque la situation est radicalement neuve. Tout est à inventer. D'où l'impression dangereuse et de vertige qui saisit l'homme contemporain.

Pour s'en libérer, deux voies seulement sont possibles :

— Ou bien s'acharner à faire revivre les structures passées. C'est une entreprise condamnée à l'échec ; le nationalisme totalitaire en est l'expression. L'exaltation du chef, l'omniprésence de l'Etat, c'est l'appel désespéré à l'autorité du Père, à la sécurité du monde maternel où l'individu n'existait pas encore, bref le retour impossible à une fausse enfance. Car rien ne peut faire que l'homme du XX<sup>e</sup> siècle dispose de la puissance et soit la proie du changement. D'où un danger permanent de déséquilibre et d'explosion qui signerait la perte de l'espèce ;

— Ou bien, oser l'impossible. Si la survie hier supposait la lutte, il apparaît qu'elle appelle aujourd'hui son contraire, c'est-à-dire une entente entre les hommes qui prendrait la forme d'un gouvernement mondial. Utopie ? Non pas, dans la mesure où cette fois l'instinct de conservation ne combat plus mais, au contraire, soutient l'institution. Ce qui a échoué hier est condamné à réussir demain.

L'auteur, au terme d'une vie et d'une réflexion sur l'histoire presque aussi longues l'une que l'autre, reste donc optimiste.

Et cependant — c'est la seconde partie de son ouvrage — devant l'instrument d'harmonisation et d'unification qu'est pour la technologie occidentale appelée à se répandre immanquablement sur toute la terre, il avoue sa crainte : cette sécurité qu'apporterait l'unité de l'espèce a un revers : l'uniformité, mère de l'ennui. Sentiment intolérable auquel l'homme n'a échappé jusqu'ici qu'en s'adonnant au rêve, à la guerre, à l'acte fou qui fascinent mais aussi ouvrent la porte aux démons destructeurs qu'on croyait avoir exorcisés.

La malédiction ancestrale ne se laisse pas, on le voit, facilement lever. Toynbee compte sur le recours au travail artisanal, à l'idéalisme religieux, à l'art pour apaiser cette fringale de sensations qui seule rend la vie supportable. Comment empêcher que la diversité ne tourne à l'hostilité ? Car enfin, il n'est que trop vrai que l'homme a toujours pris un plaisir intense à s'affronter à l'homme. Comment l'en priver sans déboucher sur la guerre ?

Question difficile à laquelle l'auteur n'apporte pas de réponse bien convaincante. Ce serait pourtant là la vraie mutation de l'espèce.

M. BLIN ■

Ed. Payot.

# L'AFFAIRE GARAUDY

par Etienne BORNE

L'HOMME qui a des difficultés avec son parti, sans doute parce qu'il veut introduire trop de philosophie dans l'action politique, n'est plus le Roger Garaudy qui fut pendant si longtemps un modèle indépassable de zèle stalinien, et qui jouait de toute sa conviction le rôle de chien de garde de la plus rigoureuse orthodoxie, surveillant les horizons de la pensée et donnant de la voix chaque fois que se montrait une philosophie dissidente du marxisme tel que le définissaient et le pratiquaient Staline et Maurice Thorez : c'est ainsi qu'il lui arrivait d'exécuter l'existentialisme et nommément Sartre dans des termes d'une si virulente grossièreté que François Mauriac qui, il est vrai, s'attristait facilement, voyait dans cette sorte de poïémique le signe d'une basse époque de l'esprit. Le même Roger Garaudy écrivait alors — car il a toujours eu la plume très facile — des livres d'un matérialisme court et sans considération pour la pensée adverse. Il est vraisemblable que le fameux rapport Krouchtchev, qui changeait en criminel le héros de la veille, ait amené Roger Garaudy à dissocier stalinisme et communisme. Mais même si une évolution bouleversante était commencée, elle n'apparaissait guère au dehors et elle n'empêchait pas Roger Garaudy d'approuver avec tout le parti l'écrasement de la révolte hongroise par la force russe qui restait donc encore pour lui le bras séculier du véritable socialisme. Si Roger Garaudy a changé de manière visible et publique, la responsabilité en revient d'abord à son parti qui choisissant la politique de la main tendue a délégué le premier et le plus officiel de ses penseurs à une tâche de contacts assidus avec les non-communistes et notamment les chrétiens. C'est ainsi que, déjà dirigeant du parti et membre du bureau politique, Roger Garaudy est devenu directeur du Centre d'Etudes et de Recherches Marxistes (ce C.E.R.M. qui, à l'imitation de la « Semaine catholique des intellectuels », organisa année après année les « Semaines de la pensée marxiste »). Dès lors les destins allaient s'accomplir et l'affaire Garaudy devait éclater un jour ou l'autre.

Le spécialiste de la chasse aux hérésies ne pouvait en effet se muer en spécialiste du dialogue sans changer non seulement de langage mais aussi de philosophie et sans passer d'un marxisme clos à un marxisme ouvert. Il ne s'agissait plus de disqualifier autrui pour ensuite le réfuter en toute tranquillité de conscience, mais de découvrir partout dans les métaphysiques classiques comme dans les phénoménologies modernes, et aussi bien dans le christianisme, des vérités virtuelles et partielles que, maître en dialectique, Roger Garaudy intégrait avec aisance dans cette seule vérité totalisante qu'est le marxisme. L'opération, qui était pour Garaudy — et ici se noue son drame — toute autre chose qu'une opération, a réussi pleinement. Non seulement Roger Garaudy gagnait en importance et sa philosophie en qualité mais encore grâce à son action les influences, il est vrai pas toujours conjointes, du parti et du marxisme se faisaient davantage sentir dans ces provinces de la gentilité intellectuelle dont Roger Garaudy était le missionnaire désigné. On sait par exemple, car le fait est public, quel est le crédit conquis par Roger Garaudy chez ceux qu'on appelle par un raccourci commode les chrétiens de gauche. Dénonçant l'altitude du Dieu de la tradition ecclésiastique, Roger Garaudy définit pour eux une transcendance dans l'horizontalité qui fournit d'un utile concept philosophique les théologies à la mode, dites de

la « mort de Dieu » ; il découvre en outre à ces chrétiens avancés un Christ athée et révolutionnaire capable d'approfondir et de renouveler une piété qu'on nous dit inséparable, pourvu qu'elle soit sincère, de la lutte contre les monopoles. Et lorsqu'il s'est agi de réfuter le dernier message de Noël du pape, c'est à Roger Garaudy qu'on a de ce côté tout naturellement emprunté les argumentations imparables. On est ici en présence d'un phénomène assez banal de physiologie cléricale. Les clercs du XIII<sup>e</sup> siècle — avant les grands redressements thomiste et scotiste — se persuadaient les uns les autres que pour être progressiste, il était nécessaire et suffisant de congédier Saint-Augustin et de citer et suivre Averroès ou plutôt les commentateurs d'Averroès.

ROGER GARAUDY est donc victime du sérieux et du succès avec lesquels il a accompli sa mission. Préposé à l'ouverture, il a fait la philosophie de l'ouverture, consciencieusement et intelligemment : un modèle français du socialisme qui ne soit pas importé d'ailleurs, ce qui implique que la pratique soviétique soit une expérience parmi d'autres et non pas la norme, un marxisme qui tout en restant le marxisme ne peut plus être le marxisme de la machine à vapeur mais doit devenir le marxisme de la cybernétique et de l'informatique, un pluralisme au moins sur une longue durée qui dans la cité socialiste permette la coexistence pacifique de diverses conceptions philosophiques, de telles thèses ne sont pas seulement des thèses propres à un philosophe nommé Garaudy, ce sont les thèses en dehors desquelles l'ouverture que le parti prétend pratiquer ne saurait être qu'une accumulation de faux-semblants. Or ce sont ces thèses mêmes que le parti, se mettant en contradiction avec lui-même, déclare hérétiques. La divergence d'appréciation sur l'intervention militaire russe en Tchécoslovaquie, que Roger Garaudy condamne sans réserves et que le parti se contente de regretter tout en l'excusant, n'est qu'un cas particulier d'une rupture autrement dramatique puisqu'elle met en question les rapports entre une politique et une philosophie désormais désaccordées.

Roger Garaudy, plus que jamais communiste et marxiste, n'est nullement en train de perdre la foi ; il ne médite surtout pas de quitter le parti pour rejoindre quelque groupe gauchiste où l'humanisme dont il a le courage de se réclamer le ferait considérer par les snobismes rouges comme un attardé intellectuel ; l'autorité qu'il s'est acquise chez les chrétiens de gauche suffit à prouver qu'il ne donne pas dans le réformisme et la social-démocratie et qu'il est resté un vrai révolutionnaire. Il n'y aurait pas d'affaire Garaudy si Garaudy n'avait pas dit si nettement que la pratique du parti mal débarrassée de nostalgies stalinienne et de routines dogmatiques ne coïncide pas avec l'idée de cette pratique que les apologistes et les propagandistes du parti se doivent de présenter pour allécher les chaland, comme étant en voie de déstalinisation et d'ouverture. Roger Garaudy ne serait pas persécuté par son parti, s'il était un fournisseur d'idéologie ; il entend être le philosophe du parti et il constate que le parti ne fait pas la politique de sa philosophie : alors que le parti voudrait que la philosophie de son philosophe, dégradée en idéologie, servit de couverture à sa politique. Un organe philosophique fonctionnait tant bien que mal dans un organisme totalitaire : il n'est pas étonnant que se manifestent des phénomènes de rejet.